

Planète Verte



Hiver 2013

Planète Verte

LE JOURNAL DE LA COMMISSION TRANSNATIONALE
D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS



Sommaire

Edito	3
Coopération et développement	4
- Trois questions à Pascal Canfin, ministre délégué au développement	
- Qu'attendent des Assises les écologistes ?	
Afrique	9
- Intervention Mali	
- Intervention au Mali : quel est le vrai but de cette guerre ?	
- Débat sur l'intervention française au Mali	
- Kivus : arrêter le cycle de la violence, construire une économie de paix	
- Une brèche s'ouvre dans la Françafrique :	
Accompagner les acteurs d'une transition pacifique au Gabon	
Amériques	26
- Barack Obama et l'espoir de nouveaux changements	
- Élection présidentielle américaine : portrait de la candidate écolo	
- Barak Obama et la Palestine : avancées, revirements puis reculs	
- EELV encourage le peuple vénézuélien à faire avancer sa Révolution bolivarienne pour garantir sur le long terme un Vénézuéla démocratique et écologique	
- Au Guatemala, le prix à payer pour maintenir notre système énergivore	
Asie	39
- Transition politique et militaire en Chine	
- EELV soutient la « Jan Satyagraha », marche pour l'accès à la terre et à la justice sociale	
- La victoire des paysans indiens, un espoir pour tous	
Europe	47
- Le Bade-Wurtemberg après un an de présidence verte	
- Rétrospective et bilan du mouvement contestataire en Russie	
Maghreb	69
- Visite du Président de la République en Algérie :	
pour un avenir commun franco-algérien d'exception	
Proche et Moyen-Orient	70
- Nous devons aider le changement en Syrie	
- Un train européen de solidarité pour la Syrie	
- Fractures en Terre sainte : une semaine en Palestine	
- Résolution 67/19 : une avancée pour la Palestine	
- Le désastre écologique et sanitaire de la politique coloniale israélienne en Palestine	
Événement	88

UN MONDE EN DÉSHÉRENCE ?

Dans les pays dits du Sud, il y a encore quelques années, les questions environnementales apparaissaient comme le luxe des pays riches. Aujourd'hui, ce sont eux qui subissent de plein fouet les dégâts causés par un modèle économique prédateur qui s'est imposé au monde entier.

Une guerre qu'on aurait cru disparue réapparaît : la finitude du monde, l'épuisement des sols, les manques alimentaires annoncés, entraînent une course pour l'accaparement des terres, en Afrique, à Madagascar. Ce qui restait d'agriculture vivrière est de plus en plus menacé par une agriculture productiviste, de rente comme les OGM, au Brésil, en Argentine, en Inde, etc. Et au nom du leurre des agrocarburants, les multinationales plantent de la palme africaine sur les terres les plus riches un peu partout dans le monde, du Guatemala à l'Indonésie... Quant à la captation de l'eau, elle n'a plus de frontière, que ce soit le Jourdain en Palestine ou au Chiapas...

La fin des énergies fossiles aiguise les appétits d'industries extractives prêtes à tout pour exploiter dans des conditions effroyables les dernières ressources naturelles : pollution des terres, de l'eau, destruction de la biodiversité, expropriations, exploitations, maladies... Par exemple, l'Amazonie, dont on connaît l'importance pour l'équilibre mondial, devient ainsi le lieu de toutes les convoitises.

Quant au réchauffement climatique, ce sont les régions déjà fragiles les plus touchées. Cyclones, ouragans, sécheresses suivies de pluies torrentielles appauvrissent l'agriculture, détruisent les sols, accentuant l'exode rural vers les bidonvilles fragilisés.

Ce panorama bien connu serait désespérant si il ne s'accompagnait pas de prises de conscience et de mobilisations. Des communautés indigènes d'Amérique latine se mobilisent pour défendre leur cadre de vie, l'eau, les forêts. En Inde, les paysans sans terres ont fait en octobre 2012 une marche victorieuse qui leur a permis d'obtenir des droits sur leurs ressources, etc.

Des gouvernements conscients des dangers sont élus (Bolivie, Sénégal, Equateur, etc.) et tentent de concilier redistribution sociale et protection de l'environnement (cf le projet Yasuni en Equateur).

Face à cette crise qui ne pourra se résoudre que par un changement mondial, on voit bien que la solidarité n'est pas seulement une question humaniste et éthique, elle est une nécessité.

Nous n'avons qu'un seul monde, nous ne pouvons donc le sauver que tous ensemble.

Françoise Alamartine,
responsable de l'international
au Bureau exécutif d'EELV

Coopération 4 et développement

TROIS QUESTIONS À PASCAL CANFIN, MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT

QUELLES INFLEXIONS ÉCOLOGISTES POUR LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT EN 2012 ?

Dès les premières semaines de ma prise de fonction, j'ai souhaité engager ce tournant de la politique française de développement vers la soutenabilité. Il n'est pas possible aujourd'hui de lutter contre la pauvreté en ignorant les enjeux environnementaux et climatiques qui dès aujourd'hui sont des menaces réelles notamment pour la sécurité alimentaire en Afrique. Cette vision, je l'exprime lors de l'ensemble de mes rencontres avec mes homologues du nord comme du sud. Je constate que les dirigeants africains, et les sociétés civiles du sud, qui voient les effets du changement climatique chez eux, sont particulièrement sensibilisés à ces questions. Cette inflexion, je l'ai également portée à l'Agence



française de développement. L'Agence a ainsi revu sa politique dans le domaine de l'énergie pour faire des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique sa priorité en la matière. Au-delà des questions environnementales et climatiques, j'ai également fait de la transparence une priorité de mon action. Transparence des flux finan-

ciers, avec le soutien de la France à la directive européenne imposant aux entreprises du secteur extractif de faire la transparence sur les revenus financiers au Sud. J'ai aussi souhaité que la France s'investisse dans le renforcement des capacités des administrations fiscales des pays du Sud à contrôler les opérations des multinationales.

Coopération et développement

5

C'est pourquoi, nous avons décidé de soutenir l'initiative de l'OCDE d' « inspecteurs des impôts sans frontières ». L'année a enfin été marquée par le lancement des assises du développement et de la solidarité internationale. Ce moment de concertation entre tous les acteurs du développement, qui n'avait pas eu lieu depuis 15 ans, a pour objectif de rénover la politique française de développement. Des intervenants de l'ensemble de la société civile du nord comme du sud, des experts comme Ester Duflo ont déjà pu apporter leur contribution. Je tiens également à souligner la forte participation des élus et des représentants des collectivités territoriales issus de notre mouvement à ce processus.

EN CETTE NOUVELLE ANNÉE, QUELS SONT VOS VŒUX POUR 2013 EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ?

La clôture des assises le 1er mars prochain par le Président de la République sera l'occasion de porter une nouvelle ambition pour la politique française de développement pour l'ensemble du quinquennat. Les attentes sont fortes comme l'ont montré les débats des assises. Par ailleurs, j'entends prolonger et amplifier l'inflexion donnée vers le déve-

loppement durable. Je représenterai la France à l'ONU dans le cadre des négociations sur les objectifs du développement durable (ODD) dont le principe a été acté lors de la conférence de Rio+20. En 2013, j'ai pour ambition d'ouvrir aussi de nouveaux chantiers au sein de l'Agence française de développement. Dans le courant de l'année, l'ensemble des projets de l'AFD devront faire l'objet d'un avis développement durable, qui s'ajoutera à l'avis financier. C'est une avancée majeure pour s'assurer du caractère soutenable des projets menés par l'agence. Au premier semestre, nous allons également définir une nouvelle stratégie en matière de sécurité alimentaire pour les trois prochaines années. Je souhaite que l'agriculture paysanne respectueuse des hommes et de l'environnement soit au cœur de cette stratégie. Enfin, j'entends également faire progresser la politique française de développement sur la prise en compte du rôle majeur des femmes dans le développement.

AU DELÀ DES SUJETS DÉVELOPPEMENT, LES SUJETS CLIMAT SERONT ÉGALEMENT CENTRAUX ?

En effet, avec Laurent Fabius et Delphine Batho, j'ai la charge de représenter la France dans les

négociations climatiques. La France a annoncé au sommet de Doha sa disponibilité à accueillir la conférence climat en 2015 à Paris. D'ici là, nous devons tracer la feuille de route qui permettra de trouver un accord à Paris. Les négociations à Doha ont montré les difficultés de trouver un consensus mondial sur ces questions. C'est pourquoi, nous devons dès à présent entamer un travail diplomatique de fond pour dessiner les compromis possibles d'équilibre. Avec Laurent Fabius, Delphine Batho mais aussi Nicolas Hulot, nous allons travailler ensemble à tracer cette voie étroite pour aboutir à un accord mondial sur le climat en 2015. La sortie du prochain rapport du GIEC en 2014 sera l'occasion de rappeler l'urgence à tout mettre en œuvre pour éviter un réchauffement incontrôlé de la planète.

Coopération 6 et développement

NOTE POUR PLANÈTE VERTE : QU'ATTENDENT DES ASSISES LES ÉCOLOGISTES ?

**GROUPE DE TRAVAIL
COOPÉRATION
ET DÉVELOPPEMENT /
COMMISSION TRANS-
NATIONALE EELV /
15 JANVIER 2013**

Le mal développement hante la mondialisation économique et politique. Après la foi des années 60 et 70 dans la résorption du sous-développement malgré l'échange inégal et les impérialismes, on a assisté, avec la conquête idéologique néolibérale et la cassure géopolitique de l'Est, à une baisse drastique de l'Aide Publique au développement, plus particulièrement dans le secteur rural et les zones les plus reculées de la planète ; les villes, plus sensibles politiquement, étant de fait privilégiées. Cette baisse volontaire de l'aide et de la régulation publique au profit de la privatisation des économies a empêché l'accès à l'éducation et à la santé de classes d'âges entières et ont affaibli les institu-

tions publiques, notamment l'Etat et ses services publics, sans renforcer les citoyennetés, a contrario de ce qui semblait attendu (discours de la Baule sur la démocratisation. 1990). Les méthodes de la Françafrique, en Afrique comme ailleurs, ont perduré pour préserver les intérêts économiques des « grandes puissances », souvent illicites (grands marchés, financement des partis), relayés et soutenus bientôt par « la lutte contre le terrorisme », figeant les dictatures pour 30 ans ...

Pendant ce temps, libéralisation des échanges (OMC dirigé par un socialiste) et des capitaux (FMI, Banque Mondiale et les états de l'OCDE dont la France) ont abattu, en phase avec un socialisme gouvernemental ayant effectué sans encombre sa mue néolibérale, les dernières protections des pays les plus pauvres, essentiellement agricoles, livrant, dans l'indifférence ignorante générale, à la ruine et à la

survie les paysanneries du monde dont les révoltes restent invisibles. Celles-ci, avec des moyens manuels le plus souvent, ont augmenté pourtant sans précédent surfaces et productions agricoles pour suivre le croît démographique mais leurs efforts sont systématiquement annihilés par la concurrence absurde et vaine des agricultures industrielles et des spéculations financières. Le paradoxe et le scandale du 20ème siècle finissant et du 3ème millénaire qui débute, comme le relevait J. Derrida (Spectres de Marx) en 1993 et René Dumont, sont doubles : Jamais dans l'histoire de l'humanité autant d'êtres humains n'ont tenté de survivre dans la misère et la faim (un milliard...), quand ce n'est pas dans la violence et les conflits qui les accompagnent (1,5 milliard..). Et ce sont aux trois quart des paysans, aujourd'hui en majorité des femmes. Les autres, ruraux paupérisés ont rejoint les villes dans l'espoir déçu d'un emploi décent

Coopération et développement

7

(1 milliard dans les bidonvilles, 2 milliards en 2050). Un « crime contre l'humanité » comme le disait en 2004 le successeur de René Dumont à l'Agro de Paris, Marcel Mazoyer : Pour peu qu'on leur en donne les moyens (terre et eau –et soleil- en quantité et sécurité suffisantes), les débouchés (pistes et villes) et un peu de régulation contre les aléas naturels (stocks..), les paysannes, et les pêcheurs « make a living », se nourrissent ; ils offrent encore d'ailleurs 70% de la production agricole mondiale.

Certains pays ont tiré leur épingle du jeu de la mondialisation libérale, de cette extraversion marchande préconisée, sans en appliquer forcément la contrepartie (marchés intérieurs restés protégés), grâce à leur passé, à leurs institutions, à quelques avantages comparatifs (taille, géopolitique..) et à .. leur paysannerie (agriculture nourricière des viles protégée a minima, recrues peu chères, cf Chine).. Croissance aux inégalités spectaculaires qui fournit encore les gros bataillons de la faim et de l'extrême pauvreté (Inde, Chine, Asie du sud-est, et moins, Am. Latine). La plupart des PED se concurrent aujourd'hui à l'exportation sur les mêmes produits (le café, cacao..), issus de leur soi-disant avantage comparatif, chaleur et 'eau ; ils ne se nourrissent plus et sont censés aujourd'hui fournir notre énergie et

notre alimentation future (agro-carburants, accaparement foncier..), celles des pays développés et « émergents », et préserver notre planète, tout en souffrant le plus de ses dérèglements, dont nous ne voulons pas réellement assumer la responsabilité.

Quant à la circulation des hommes qui « moyennerait » la richesse mondiale, nous interdirions finalement aux pays les plus pauvres leur seul réel avantage comparatif dans la compétition mondiale au principe même de la doctrine libérale .

Bonne nouvelle néanmoins : les sociétés civiles s'affirment sur la base des droits humains universels ; les citoyennetés se renforcent partout dans le monde et laissent espérer fonder les efforts de justice sociale et d'égalité contre la pauvreté et les discriminations sur la participation du plus grand nombre et leurs institutions publiques et solidaires multiples.

Dans ce contexte, l'arrivée au gouvernement d'une majorité de gauche avec les écologistes, doit changer la donne, après 25 ans de social-libéralisme et de néo-libéralisme qui a vu la France épouser sans états d'âme le mainstream de l'Aide en multipliant les effets d'annonce et les engagements internationaux mais en poursuivi-

vant le rétrécissement de ses ambitions de « coopération pour le développement » et en asservissant moyens et cibles –sans transparence- à ses intérêts économiques et géopolitiques.

La nomination d'un ministre du Développement au gouvernement –quoique sous la tutelle d'un ministre PS poids lourd œuvrant à une diplomatie « commerciale »- est naturellement décisive. **Nos élu-es**, parlementaires nationaux et européens (avec Eva Joly, Présidente de la Commission Développement de l'UE) ou élu-es territoriaux à la coopération décentralisée, sont nombreux, actifs, et peuvent aussi s'impliquer avec succès. Au sein d'EELV, des militants, d'expérience institutionnelle ou associative concrète dans le développement ou d'expérience ou d'intérêt international, sont désormais en nombre et ont créé un **Groupe de travail Coopération et développement** se donnant pour fonctions stratégiques d'être force de proposition auprès de nos parlementaires et ministre (et élu-es) et veille écologiste : il s'agit de porter une politique écologiste du "développement », au sein et pour le parti EELV, qui soit à la hauteur des enjeux planétaires, dans notre tradition partisane tiers-mondiste et dans une logique de transition écologique mondiale qui dépasse l'environnementalisme.

Coopération 8 et développement

Qu'attendre donc des « Assises du développement et de la solidarité internationale » organisées par le ministère de Pascal Canfin et promises par François Hollande ? Qu'après avoir été ignorée et tenue à distance, la société civile française en relation avec les sociétés du monde construite dans la durée –puisse l'exiger malgré sa fragilité et ses doutes-, avec les pouvoirs publics, nationaux et locaux, ce dans quoi elle est investie depuis longtemps au point d'en être devenue le véritable « système expert », une véritable politique française de coopération au développement avec les populations et les pays les plus vulnérables de la planète, aux droits fondamentaux déniés, pour un avenir commun décent et paisible pour toutes et tous. Cela veut dire que les engagements internationaux de moyens et de résultats pris de longue date pour l'éradication de la pauvreté et un développement soutenable (DUDH 1948, 0,7% PIB d'APD en 1970, OMD en 2000, Rio+20) soient tenus, en France déjà, au nom des droits universels car ...

accessibles pour peu que la volonté politique soit là, en France, d'abord, en Europe ensuite, et partagée. Et pour peu que l'on cesse de confondre nos intérêts économiques à court terme avec nos intérêts planétaires communs à long terme, ce que le Mali illustre tristement aujourd'hui. Cela veut dire bientôt, à la suite, une Loi d'orientation et de programmation de la coopération solidaire pour le développement qui mette en accord durablement nos finalités affichées et nos actes.

En suivant les cinq thématiques des Assises retenues –et débordées-, qu'attendons-nous précisément en tant qu'écologistes ?

1. « La vision du développement post 2015 » a commencé hier dans l'exigence d'une solidarité universelle ; la mettre en pratique durablement en respectant déjà nos engagements internationaux..

2. « La transparence » d'une Aide française notoirement sur-évaluée est une exigence démocratique (contrôle citoyen) et opérationnelle (coopération mul-

tipartite) pour les sociétés civiles. « L'efficacité de l'Aide » est une vieille lune où nous cachons nos velléités et nos calculs mesquins, enterrons nos engagements et alimentons le désabusement de nos concitoyens.

3. « La cohérence des politiques européennes » est un impératif catégorique, un combat contre le cynisme d'« aider » là où on a pris et négligé : cela commence par les paradis fiscaux et des politiques commerciales subordonnées à leurs impacts sociaux et environnementaux et cela se poursuit par une RSE contraignante passée par le droit français, européen puis international.

4. « Les innovations » sont du côté du changement social et de notre approche de la complexité

5. « La coopération avec tous les acteurs du développement » ici et là-bas est un moyen puissant de renforcement de l'Etat de droit, des institutions publiques et des citoyennetés ici et là-bas, dans un monde commun sur une planète unique.

INTERVENTION MALI

**Communiqué d'EELV
publié le 11 janvier 2013**

Europe Ecologie-Les Verts prend acte de la décision du Président de la République d'engager militairement des troupes françaises afin de contribuer, sous l'égide de la communauté internationale, au rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali.

Depuis plusieurs années, des groupes armés islamistes mènent des actions violentes de déstabilisation de ce pays et ces derniers jours, les autorités légitimes du Mali ont fait appel à la communauté internationale pour les aider à repousser une offensive sans précédent de nature à re-

mettre en cause l'existence même du pays et à déstabiliser l'ensemble de la région.

Le conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a accueilli favorablement cette demande, soutenue par les pays d'Afrique de l'Ouest et les autorités européennes ont appelé à « un déploiement rapide d'un dispositif de soutien à l'armée régulière malienne » : c'est donc dans le cadre du droit international que des forces armées françaises sont engagées aux côtés de forces sénégalaises et nigériennes.

Conscients de la gravité de la situation, en ayant une pensée pour les otages retenus dans la

région, EELV, tout en regrettant que le Parlement n'ait pas été consulté en amont de cette décision, souhaite que l'opération engagée par la France soit strictement limitée dans le temps et que l'armée française laisse très rapidement la place à une force d'intervention africaine qui aura pour mission de veiller à la mise en place, en accord avec les populations concernées, d'un processus démocratique et d'une paix durable.

Pascal Durand,
secrétaire national
Elise Lowy
et Jean-Philippe Magnen,
porte-parole

INTERVENTION AU MALI : QUEL EST LE VRAI BUT DE CETTE GUERRE ?

*Tribune de Noël Mamère
publiée sur son blog
de Rue89 le 14 janvier 2013 :
[http://blogs.rue89.com/node/
229214/2013/01/14/interven-
tion-au-mali-quel-est-le-vrai-
de-cette-guerre-229398](http://blogs.rue89.com/node/229214/2013/01/14/intervention-au-mali-quel-est-le-vrai-de-cette-guerre-229398)*

François Hollande a pris une décision d'une extrême gravité, seul dans le palais de l'Élysée, sans avoir préalablement consulté le Parlement, comme la gauche s'y était pourtant engagée.

Les raisons qu'il a données pour décréter l'intervention sont connues. Les groupes qui occupent le Nord-Mali sont des fascistes et des fanatiques, doublés de trafiquants, qui font subir à la population malienne des violences inacceptables. Ils doivent être chassés.

La décision a été prise dans le cadre de la résolution 2085 de l'ONU, selon une interprétation discutable du droit international, et malgré un désaccord très clair entre la France et le reste du monde sur le tempo :

la France qui voulait intervenir le plus rapidement possible ; de nombreux pays, dont les États-Unis et l'Algérie, qui ont toujours



joué un rôle ambigu dans cette région, souhaitent temporiser pour créer les conditions politiques de la reconquête du Nord.

QUELLE POLITIQUE AFRICAINNE POUR LA GAUCHE ?

Mais la question n'est plus là. Elle n'est même plus celle des otages Français, passés par profits et pertes de cette intervention précipitée et isolée.

La seule question qui vaille aujourd'hui est bien : quelle est la politique africaine de la gauche au pouvoir ? Va-t-elle poursuivre dans son rôle de gendarme de

l'Afrique, comme nous le faisons depuis 150 ans ou créera-t-elle les conditions pour que les Africains prennent en main leur destin ?

Depuis les 50 ans d'indépendance des quatorze pays africains francophones, on ne compte pas moins de 50 interventions militaires françaises pour défendre les dictatures, nos expatriés et nos intérêts. Depuis quelques années, ces interventions se font au nom du droit d'ingérence et des droits de l'Homme.

Malgré toutes les déclarations de notre gouvernement sur la fin de la Françafrique, cette dernière intervention se situe dans

la continuité d'une politique que nous dénonçons depuis longtemps.

SUCCÈS MILITAIRES, DÉFAITES POLITIQUES

Toutes les interventions militaires de ces dernières années (par exemple, en Afghanistan, en Irak et en Libye) se sont conclues par des succès militaires dans un premier temps, aussitôt suivis par des défaites politiques, et ce pour une simple raison : on ne remplace pas la volonté souveraine d'un peuple. Lorsque l'Etat est démantelé, il faut le reconstruire, lorsque l'unité d'un peuple est brisée, il faut la rétablir, lorsque l'armée est décomposée, il faut la rassembler, la former, lui redonner le moral.

C'est cette décomposition de la nation malienne qui est advenue ces derniers mois. Et ce, en grande partie, à cause de l'intervention française en Libye. La politique de Nicolas Sarkozy a entraîné le retour de centaines de Touaregs surarmés, désœuvrés et prêts à se jeter dans une aventure avec les djihadistes.

Parallèlement, la France n'a pas aidé le Mali à se défendre ; elle a abandonné le Président Amani Toumani Touré (ATT), tout seul dans la tempête qui se préparait. A deux mois de la fin de son mandat et de la transition politique, il ne pouvait même plus payer ses militaires qui se sont révoltés et ont entraîné l'effondrement de l'Etat malien.

Pétrole, uranium, terres cultivables...

Oui, il faut en finir avec les groupes djihadistes, mais c'est au peuple malien de le faire, avec l'aide de la communauté internationale. La guerre par procuration va renforcer la dépendance à moyen terme et ne créera pas le sursaut moral nécessaire, même si, aujourd'hui, une très grande majorité des Maliens se sent soulagée et applaudit l'intervention française.

Je ne suis pas un pacifiste bêlant ; je me suis prononcé pour l'interposition des troupes françaises en Côte d'Ivoire pendant dix années, afin de protéger les ivoiriens d'un nouveau Rwanda. Mais nous ne sommes pas dans ce contexte.

Les quelques centaines de djihadistes étaient à des dizaines de kilomètres de Mopti, elle-même à des centaines de kilomètres de Bamako. Le président malien a appelé au secours son homologue français parce que, comme son Premier ministre quelques semaines auparavant, il était menacé pour son incurie par son propre peuple.

Il ne faut pas se cacher la réalité, nous avons des intérêts stratégiques dans cette grande région du Mali : pétrole, uranium, ressources énormes en eau souterraine, terres cultivables... Tout cela est convoité par les multinationales françaises, qataries, américaines... Sans oublier la plate-forme aéroportuaire de Tassalit (près de Kidal), utile

pour surveiller et contrôler toute la région du Sahel, la Méditerranée, la mer Rouge.

QUEL EST NOTRE OBJECTIF DE GUERRE ?

Aujourd'hui, c'est tout le Sahel qui est déstabilisé, et pas seulement le Mali. Il ne faudrait pas que, dans une logique de dominos, après le Mali, précipité dans sa chute par l'intervention française en Libye, le Niger, le Burkina ou d'autres pays soient victimes de cette « cancérisation » de la région due au jeu trouble des grandes puissances et des groupes djihadistes.

Mais maintenant que le vin est tiré, il faut le boire. C'est pourquoi, cette intervention doit être limitée, encadrée, que les buts de guerre soient clairement définis : veut-on repousser les groupes djihadistes ou réoccuper l'ensemble du Nord ?

Il faut le dire clairement. Parce que, si la seconde solution est le vrai but de cette guerre, alors, ce ne seront pas deux semaines de conquêtes faciles, mais une guerre longue et coûteuse.

CRISE HUMANITAIRE

La bataille dans le désert, c'est comme une bataille maritime : vous pouvez contrôler les villes, qui sont des îles-oasis, sans rien tenir du tout. L'Aqmi (Al Qaeda au Maghreb islamique), le Mujao (Mouvement pour l'unicité et le

Afrique

12

jihad en Afrique de l'Ouest), et Ansar Eddine savent faire cette guerre. Si les forces spéciales françaises ont le niveau suffisant pour s'opposer à leurs exactions, ce n'est pas le cas des troupes africaines. Il faut le savoir. Cette intervention devra donc être pérenne. L'enlèvement de la France aussi.

Et c'est ainsi qu'elle prend le risque d'aggraver l'insécurité et d'engendrer une crise humanitaire encore plus importante dans l'ensemble du pays. Elle peut : radicaliser les communautés ethniques ; favoriser le développement du terrorisme et des prises d'otage ; et, enfin, entraîner l'ensemble de la région dans un conflit multiforme.

On a donc raison de se poser des questions, de discuter, de débattre, de demander ce qui se

passera ensuite, quel projet de développement la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union Africaine et l'Union européenne mettront en place pour que le Mali reconstruit son Etat, que le Sahel ne devienne pas une zone de libre circulation de la drogue, des armes et trafics en tout genre.

« GAUCHAFRIQUE »

On a vu ce qui est advenu du gendarme américain au Moyen-Orient ; il ne faudrait pas que le retour du gendarme français en Afrique francophone subisse le même sort. Faute de s'être posé ces questions depuis près de 100 ans, on bâillonne les dissidents au nom de l'unité nationale. Chaque gouvernement fait taire les voix minoritaires. Puis

quelques dizaines d'années plus tard, on réalise que l'on s'est trompé.

On fait de grandes déclarations sur les mutins de Craonne, sur Vichy, sur la torture en Algérie, sur Sétif ou le 17 octobre, sur la Françafrique. Ceux qui ont eu le courage d'interpeller le pouvoir sont morts et enterrés depuis longtemps. Peu m'importe que Jean François Copé ou Marine Le Pen soutiennent le gouvernement dans cette affaire, que seules quelques voix dérangeantes se fassent entendre dans le consensus actuel.

Je ne voudrais pas que, cette fois encore, faute d'avoir eu le débat public indispensable sur la guerre ou la paix, sur la vie ou la mort, on dise qu'à la Françafrique a succédé la Gauchafrique.

DÉBAT SUR L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI

Mercredi 16 janvier s'est tenu un débat au Sénat sur l'engagement des forces armées en réponse à la demande d'intervention militaire formulée par le Président du Mali (en application de l'article 35, alinéa 2, de la Constitution).

Au nom du groupe écologiste, **Leila Aïchi** a réitéré le soutien à l'intervention française au Mali.

Elle a toutefois émis de nombreuses réserves, à commencer par la réfutation de l'approche civilisationnelle de la « guerre contre le terrorisme », rappelant au contraire l'origine largement environnementale des tensions dans la région.

Ainsi, elle a insisté sur le nécessaire changement de paradigme à effectuer dans notre analyse

des conflits. Développer une approche environnementale permettrait d'anticiper au mieux les tensions – souvent liées à des questions de partage des richesses, et de définir une politique de coopération et de développement en mesure de limiter, à terme, l'éclatement de conflits armés.

Voici le texte de son intervention (seul le prononcé fait foi) :

« Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Monsieur le Président de la Commission, Mes cher-e-s collègues,

Tout d'abord, je tiens une nouvelle fois, au nom du groupe écologiste, à présenter mes condoléances à la famille du lieutenant BOITEUX et à l'ensemble des civils tués dans les opérations. Dans les périodes de crise intenses, nos compatriotes attendent des réponses claires. En ce sens, le groupe écologiste du Sénat et moi-même reconnaissons la licéité de l'intervention française au Mali, au regard des relations bilatérales entre nos deux pays, et soutenons nos femmes et nos hommes engagés dans cette opération.

Toutefois, au regard du droit international, les trois résolutions votées à l'ONU ((2056, 2071, 2085), ouvrent la voie à une intervention internationale sous responsabilité africaine et pouvant faire usage de la force, mais sans implication directe de la France. Il est donc urgent de nous conformer au droit international. Pour autant, la clarté de notre décision ne s'inscrit pas dans la simplification à outrance ou la caricature d'une situation géopolitique très complexe.

« Faire la guerre contre le terrorisme partout où il se trouve » est une formulation trop stéréotypée voire fautive pour appréhender de manière exhaustive une problématique malienne et régionale multifactorielle, et complexe je le répète. Souvenons-nous du fu-

neste exemple des néo conservateurs américains et du concept plus que douteux de la « guerre contre la terreur ». Quelle a été la plus-value de cette stratégie en Iraq en 2003 et en Afghanistan en termes de sécurité ? Les populations civiles ne connaissent – hélas – que trop bien le coût exorbitant de telles idées.

I] D'AILLEURS, AVONS-NOUS LES MOYENS D'UNE TELLE AMBITION ? DANS CE CAS, POURQUOI NE PAS TIRER LES CONSÉQUENCES DE VOS ANALYSES ET MULTIPLIER LE BUDGET DE LA DÉFENSE PAR CINQ ?

De même, je vous rappelle que nous évacuons nos troupes d'Afghanistan, après 10 ans de guerres, avec des résultats plus que mitigés...

Pour ma part, je ne souscris en rien au concept du choc des civilisations, alors même que nous savons tous ici qu'il s'agit essentiellement d'un problème d'accès aux matières premières et à l'énergie. Je ne crois pas non plus au caractère irréconciliable d'un nord mali touareg opposé à un sud mali noir. De même, l'antagonisme historique entre une culture nomade et une culture sédentaire ne doit pas être exagérée. Le prétexte religieux souvent utilisé pour des entreprises criminelles, dont l'essen-

tiel est lié au trafic d'armes et de drogue, ne peut en aucun cas servir d'argument sérieux.

Le groupe écologiste et moi-même sommes pour le principe d'une intervention immédiate, urgente, humanitaire, et limitée dans le temps et contre le principe d'une guerre qui s'installe dans la durée. Nous ne devons pas minorer les risques pour la population malienne, ni sous-estimer les risques pour les Etats de la région, et ignorer les perspectives internes au Mali pour l'après-conflit. Quel sort sera réservé aux réfugiés ?

La possibilité d'exactions contre la population touareg est plausible, compte tenu du peu de formation de l'armée malienne et des forces de la CEDEAO. La situation explosive de la Lybie, de la Côte d'Ivoire, et d'autres pays, doit nous imposer de réfléchir et de proposer dès à présent des solutions pour l'après-conflit.

II] EN TANT QU'ÉCOLOGISTES ET PROGRESSISTES, NOUS REJETONS AVEC VÉHÉMENTE TOUTE APPROCHE ESSENTIALISTE DES IDENTITÉS, CAR NOUS SAVONS OÙ CELA MÈNE...

Souvenons-nous du Rwanda mes cher-e-s collègues. Nous devons donc nous défier de toute lecture ethnique trop simpliste, et nous attaquer aux réels problèmes qui minent le Mali.

Afrique

14

Et ils sont nombreux !

Gagner un conflit, c'est d'abord gagner la paix. Car le pouvoir malien est en pleine décrépitude... Qui gouverne le pays ? Le pouvoir civil ? La junte militaire ? Qu'en est-il de l'état du système judiciaire malien, de son administration, de ses services publics ? Quel est le niveau de corruption institutionnel ?

QUEL EST LE ROLE DES ACTEURS REGIONNAUX ? QUEL EST LE ROLE DE L'ALGERIE ?

Pour répondre à toutes ces questions, la France et l'Europe, dramatiquement absente, doivent d'abord porter leur concours à la mise en place d'institutions légitimes et démocratiques pérennes, répondant aux aspirations de la société civile. On a fait l'Europe des banques et de la finance. Où en est l'Europe de la défense ? De même, des plans de coopération pour le développement d'économies réellement durables et solidaires doivent constituer une priorité, et je tiens à saluer le travail de Pascal Canfin sur ce sujet. Il ne s'agit pas de l'installation de multinationales voraces pillant le pays, mais bien d'un développement solidaire et durable des PME et TPE françaises et maliennes dans le cadre d'un partenariat équitable.

Il ne faut pas oublier non plus que cette crise est une conséquence historique du colonialisme dans la région et du tracé arbitraire des frontières. La prise en compte de cette dimension

est essentielle à tout processus de sortie de crise.

III] ENFIN, IL FAUT AUSSI PRENDRE LA MESURE DE LA PROBLÉMATIQUE ENVIRONNEMENTALE DANS LA SOUS-RÉGION SAHÉLIENNE.

Comme le rappelle la FAO, la sécheresse, générée par le dérèglement climatique, a, en 2012, réduit la production céréalière du Sahel de 26 pour cent par rapport à l'année précédente[1].

De graves pénuries de fourrage conduisent à la transhumance précoce et à des changements dans les voies empruntées par le bétail, ce qui aggrave les tensions entre communautés et aux frontières. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont récurrentes dans la région avec plus de 16 millions de personnes directement menacées cette année.

Mes cher-e-s collègues, je ne le répèterai jamais assez, la paix et l'environnement sont plus que jamais liés au XXIème siècle. Combien faudra-t-il de drames humains pour que la France et l'Europe comprennent cette triste réalité ? Que dire de l'exemple du Darfour, dont l'origine du conflit trouve sa source dans un problème d'accès à l'eau ? Du delta du Niger ? Ou encore, de la Somalie où les phénomènes de surpêche, principalement dus aux bateaux usines des multinationales, créent des pirates en puissance ?

Monsieur le Ministre, les conflits du XXIème siècle ne sont plus les conflits du siècle précédent. Le monde a évolué. Pas notre vision en matière de conflits militaires. Les conflits liés aux guerres territoriales cèdent la place aux conflits de nature environnementale et énergétique. J'ai interpellé plusieurs fois le gouvernement sur ce nécessaire changement de paradigme, sans résultat.

IV] L'OPÉRATION SERVAL EST UNE NOUVELLE DÉMONSTRATION DE 50 ANNÉES D'ÉCHÉC DE LA COOPÉRATION AVEC L'AFRIQUE.

50 ans de pillage des ressources naturelles. 50 ans de développement gangréné par la corruption. 50 ans d'incapacité totale à construire des relations durables, respectueuses, et équilibrées. Bref, 50 ans sans vision. Le drame qui se déroule aujourd'hui nous impose de remettre en question nos relations franco africaines.

Mes chers collègues, sachez-le, les réfugiés climatiques d'aujourd'hui seront les révoltés de demain ! Mes chers collègues, nous avons la responsabilité historique de mettre en œuvre des instruments de prévention écologique des conflits.

Je vous remercie. »

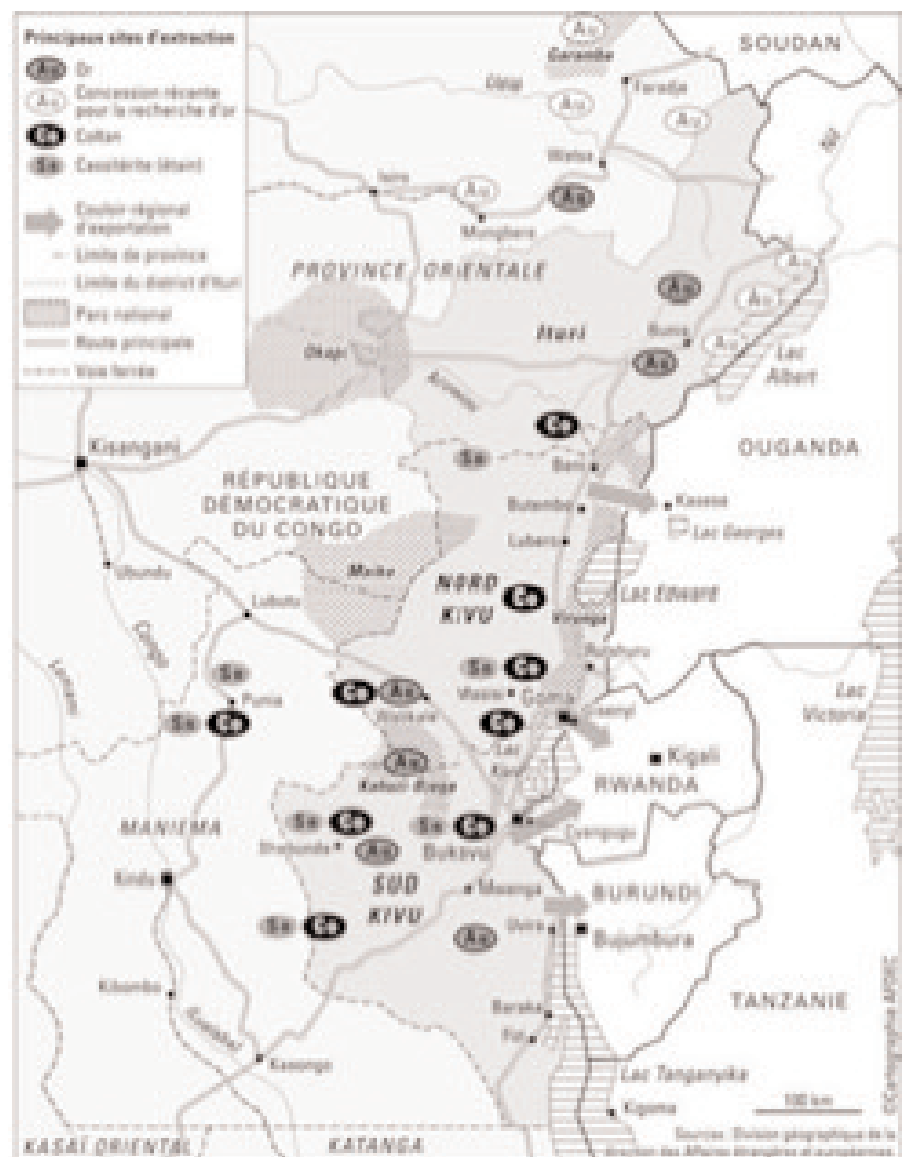
[1] <http://www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/la-crise-2012-dans-la-region-du-sahel/fr/>

KIVUS : ARRÊTER LE CYCLE DE LA VIOLENCE, CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE DE PAIX

Depuis plus d'une quinzaine d'années, les trois provinces des Kivus (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema) à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), mais aussi les régions voisines de l'Ituri et du Nord-Katanga, sont ensanglantées par un long conflit effroyable, qui a causé directement ou indirectement plusieurs millions de morts sans qu'il soit possible de les dénombrer exactement (3 ? 5 ? 8 ?...). Et les cas de viols sont plus nombreux encore. Il s'agit là d'un drame tout à fait majeur à l'échelle du continent et même de la planète, plus meurtrier que les guerres civiles au Biafra, au Soudan ou en Angola, probablement le conflit le plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

ANALYSE

Ce conflit est un des prolongements directs du génocide des Tutsis de 1994 au Rwanda. A la fin du génocide, fuyant sous l'arrivée du Front Patriotique Rwandais, de nombreux membres du Gouvernement Intérimaire Rwandais ayant piloté le génocide ainsi que des miliciens y ayant parti-



cipé se réfugient aux Kivus. En 1996, Paul Kagame, nouvel homme fort du Rwanda, prend prétexte de cette menace aux portes de son pays pour aller

massacrer une partie des camps de réfugiés hutus au Sud-Kivu avec l'Armée patriotique rwandaise. Le conflit aux Kivus se poursuit en 1997 par l'avancée

Afrique

16

de l'Alliance des forces démocratiques pour la liberté (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila face aux Forces armées zaïroises de l'ancien président Joseph-Désiré Mobutu, puis entre 1998 et 2002 par la lutte fratricide que se livrent les deux rébellions du Rassemblement Congolais pour la démocratie (RCD) affiliées respectivement au Rwanda et à l'Ouganda : le RCD-Goma et le RCD-KML. Alors qu'un accord de paix a été trouvé sur l'ensemble du territoire congolais en 2003, soutenu par l'ONU qui avait dépêché dès 1999 une force de 17 000 casques bleu agissant sous chapitre VII (la Monuc puis Monusco), la guerre se maintient pourtant encore et toujours près de dix ans après aux Kivus. Elle se nourrit notamment de l'incapacité du gouvernement congolais, malgré l'aide de la Monusco, à reconstruire son autorité sur l'ensemble du territoire national.

L'enjeu de ce conflit est clair : sous couvert tantôt de faire la chasse aux derniers génocidaires hutus circulant à l'est de la RDC, tantôt de protéger les Tutsis congolais plus connus sous le nom de Banyamulenge, le Rwanda occupe directement ou, plus souvent, arme et soutient des milices qui entretiennent une économie de guerre aux Kivus. Celle-ci consiste en le pillage de divers minerais dont deux, le colombo-tantalite (coltan) et la cassitérite, sont indispensables à la fabrication de très nombreux composants informatiques produits par l'industrie asiatique avant d'être revendus assemblés en Occident sous

forme de tablettes numériques et autres téléphones portables. Ces minerais transitent des Kivus aux ports africains de l'océan Indien (Dar Es Salaam, Mombasa...) en enrichissant une multitude d'intermédiaires organisés en réseaux, dont les têtes de pont se situent tantôt en Ouganda, au Burundi ou au Kenya, et plus souvent encore au sein de la hiérarchie militaire rwandaise[1]. Alors que le Rwanda reste un pays très pauvre (avec un revenu national par habitant inférieur à 600 dollars), il est devenu au cours des années 2000 le premier exportateur mondial de coltan, et on estime que les pillages militarisés issus du Kivus comptent pour plus de 20 % de son PIB. Un chiffre supérieur à ce qu'apporte au pays l'aide publique au développement (environ 17 % de son PIB).

Pour tenter de faire cesser l'hémorragie aux Kivus, il est donc nécessaire de comprendre l'importance économique stratégique que ces régions congolaises revêtent aux yeux du pouvoir rwandais, où dominent d'ex-combattants de l'Armée patriotique rwandaise majoritairement tutsie. Ces officiers sont d'anciens enfants qui ont fui le Rwanda indépendant à partir des années 1960 pour échapper aux multiples pogroms anti-Tutsis qui ont émaillé l'histoire du pays. Avec leurs familles, ils se sont réfugiés au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, trouvant à s'employer comme supplétifs d'armées nationales répugnant à aller réduire des rébellions

dans les zones les plus hostiles de ces pays. Ils ne sont revenus au Rwanda qu'en 1994, reconquérant un pays ravagé par un génocide où nombre de leurs parents ont péri dans des conditions innommables. Ces survivants d'un peuple génocidé, estimant avoir été trahis par la communauté internationale qui a laissé massacrer les leurs en 1994, ont désormais la charge d'administrer et de redonner sa dignité à un des pays les plus pauvres de la planète.

Dans ce contexte, la prise de Goma par le M23 le 20 novembre 2012 peut se lire comme un nouveau coup de force du pouvoir rwandais : face à un pouvoir congolais toujours aussi lointain (Kinshasa se situe à 1600 km de là) et à une armée congolaise toujours aussi désorganisée (des capitaines des FARDC dorment avec leurs familles dans des camps de réfugiés autour de Goma), Kigali fait donner une milice affiliée pour montrer qu'il est toujours le maître de la région. En quelques jours, mettant en scène une respectabilité politique du M23, il montre qu'il est capable de fédérer la plupart des opposants politiques au président congolais Joseph Kabila et, profitant de sa réélection très discutée en novembre 2011, menace de le faire tomber. Une réprobation internationale un peu plus forte qu'à l'accoutumée – même le Royaume-Uni et les Etats-Unis, traditionnels soutiens de Kigali, crient au scandale – provoque bien vite le retrait du M23 de Goma. Mais, en l'absence d'une réaction militaire de



la Monusco prétextant qu'elle ne peut appuyer une armée congolaise en fuite, le Rwanda comprend qu'il garde en fait la main aux Kivus. Il peut ainsi continuer de protéger des chefs miliciens qui servent son pillage des ressources kivuannes comme Bosco Ntaganda du M23 ou Laurent Nkunda de l'ancienne milice du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), tous deux sous le coup de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité, mandats jusqu'ici restés inappliqués.

PROPOSITIONS

Si la communauté internationale n'agit pas pour mettre fin à cette économie de guerre aux Kivus, ce cycle de violences généralisées lié à l'exploitation des ressources naturelles est sans fin. Pour enrayer cette dynamique

du pire, la France et l'Union européenne pourraient prendre des initiatives militaires, judiciaires, économiques et législatives. Ces initiatives ont pour préalable la reconnaissance des responsabilités européennes et notamment françaises dans ce qui fut la cause initiale de l'embrassement des Kivus : le génocide des Tutsis au Rwanda.

Sur le plan militaire, la France devrait exiger au Conseil de sécurité de l'ONU une application effective du mandat des soldats de la Monusco, qui ont explicitement pour mission de protéger les civils quelle que soit l'aptitude à combattre des Forces armées congolaises ; l'Union européenne devrait en plus proposer l'envoi dans les Kivus d'une force de quelques centaines d'hommes à la compétence éprouvée et à la présence dissuasive, comme elle l'a fait ponctuellement pour libérer Bu-

nia (Ituri) des milices en 2003 ou pour sécuriser les élections présidentielles de 2006 à Kinshasa. Sur le plan judiciaire, la France devrait demander au Conseil de sécurité de l'ONU de donner mandat à la Monusco pour arrêter les suspects désignés par la CPI : il est choquant de constater que Bosco Ntaganda ait été vu plusieurs fois en train de jouer au tennis avec certains officiers de la Monusco ; il est en effet impératif de faire cesser le règne de l'impunité aux Kivus.

Sur le plan économique, l'Union européenne et la France devraient prendre l'initiative d'un grand plan de développement écologique pour les Kivus et le Rwanda : un plan suffisamment doté sur le plan monétaire pour inciter les intermédiaires congolais et rwandais à se détourner de l'exploitation militarisée des minerais ; un plan qui aurait pour finalité l'autosuffisance alimentaire des communautés kivuannes et rwandaises et s'appuierait sur des initiatives écologiques réussies dans la région (coopératives de producteurs kivuans de café relayées en Europe par Artisans du Monde, préservation et développement durable des écosystèmes locaux en faveur de la forêt au Rwanda[2]...) Ce plan de développement pour les Grands Lacs engloberait les aspects de droits humains, d'économie, de sécurité, de transport, de santé, d'éducation et bien sûr d'environnement. Il serait assorti d'une condition de retrait progressif de l'aide militaire du Rwanda aux milices opérant aux Kivus. Il au-

Afrique

18

rait pour but de favoriser l'émergence progressive d'une économie de paix dans la région.

Sur le plan législatif, l'Union européenne et la France devraient œuvrer en faveur d'un mécanisme international de traçabilité du coltan et de la cassitérite, certifiant avant leur passage à l'usine que ces minerais n'ont pas été extraits en zones de conflit – ce mécanisme serait inspiré du « Processus de Kimberley » ayant cours dans l'industrie du diamant brut et assorti de lourdes sanctions pour les contrevenants[3] ; l'Union euro-

péenne et la France devraient également adopter une loi contre l'obsolescence programmée des produits informatiques, générant en aval de la filière des produits plus durables et en amont une demande nettement moins tendue en coltan et en cassitérite. Pour être en mesure de formuler ces propositions et surtout de dialoguer sereinement avec le pouvoir rwandais, la France et l'Union européenne doivent reconnaître au plus vite leurs responsabilités dans le génocide tutsi de 1994 au Rwanda : pour l'Union européenne, celle d'avoir laissé faire ; pour la France, celle

d'avoir au moins soutenu jusque très tard un régime rwandais qui s'apprêtait à commettre le pire... une responsabilité qui en tout état de cause reste à éclaircir (voir notre communiqué du 7 avril 2011[4]), si possible dès avant le 20e anniversaire du déclenchement du génocide, le 7 avril 2014.

Benjamin Bibas,
avec le groupe Afrique EELV,
le 4 décembre 2012

UNE BRÈCHE S'OUVRE DANS LA FRANÇAFRIQUE : ACCOMPAGNER LES ACTEURS D'UNE TRANSITION PACIFIQUE AU GABON

**Le 26 octobre 2012,
par Régis Essono**

« Je veux que le 6 mai soit une bonne nouvelle pour les démocrates et une mauvaise pour les dictateurs »[1]

« Je romprai avec la Françafrique, en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité »[2]

Ces deux fortes prises de position de François Hollande pendant la campagne électorale des dernières présidentielles expliquent sans doute en bonne partie le soulagement et la joie manifestés lors de sa victoire, le 6 mai dernier, par la plupart des populations des pays d'Afrique noire francophone, notamment au Gabon. C'est loin d'être un hasard si de-

puis l'installation à l'Élysée de François Hollande on note dans ce pays une forte aggravation de la tension. Il convient de procéder à un rapide examen de la situation avant d'en analyser les causes profondes et de voir comment EELV pourrait contribuer à une transition démocratique durable, pacifique et la plus rapide possible au Gabon.

LE RÈGNE D'ALI BONGO ONDIMBA : UN POUVOIR MAL ACQUIS, UN BILAN INQUIÉTANT

Le décès d'Omar Bongo Ondimba le 8 juin 2009, après 42 ans passés à la tête de l'Etat gabonais, entraîne l'organisation d'élections présidentielles anticipées qui font naître un espoir de renouveau démocratique se manifestant notamment par une participation massive des électeurs. Malheureusement, cet espoir sera non seulement réduit à néant par le coup d'Etat électoral commis en août 2009 par Ali Bongo Ondimba, le fils du défunt président, mais également noyé sous le sang de dizaines de Gabonais tués par les forces de l'ordre lors des émeutes survenues à Port-Gentil, la capitale économique, en réaction à cette mascarade électorale. Arrivé au sommet de l'Etat dans des circonstances plus que contestables, Ali Bongo On-



dimba ne tarde pas à se livrer à un exercice personnel du pouvoir : - réformes constitutionnelles douteuses concentrant encore plus les pouvoirs entre les mains présidentielles[3] ; - mise en place d'agences ne rendant de comptes qu'au seul chef de l'Etat et dépossédant les principaux ministères de l'essentiel

de leurs missions ; - dépenses somptuaires et stériles sans contrôle du Parlement[4] qui sont d'autant plus mal vécues par les populations que des secteurs aussi vitaux que l'éducation ou la santé ne cessent de se dégrader, que les services de l'eau et de l'électricité fonctionnent de manière erratique ; - etc.



Le moins que l'on puisse dire est que le Gabon ne se caractérise pas par une gouvernance exemplaire et que la lutte contre la corruption n'y est pas des plus efficaces[5]. Ce n'est donc pas un hasard si aussi bien Barack Obama que François Hollande ont tenu à insister sur ces points lors des audiences qu'ils ont accordées chacun à Ali Bongo[6]. Le dossier des biens mal acquis (BMA) constitue l'exemple le plus connu de cette question ; même si la ligne de défense d'Ali Bongo consiste à refuser d'être tenu pour comptable de faits re-

Afrique

20

prochés à feu son père, les scandales de l'hôtel particulier « Pozzo di Borgo »[7] ou encore du Boeing 777-236[8] ne plaident pas pour son innocence totale dans ce domaine.

C'est sans doute dans les domaines environnemental et minier que les manifestations de la mal gouvernance et de la corruption sont les plus importantes. Même si la situation était déjà particulièrement grave avant l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo[9], elle est loin de s'être arrangée après. Si le rôle néfaste de groupes français tels que Total, Bolloré, Rougier Océan ou Leroy Gabon est dénoncé depuis longtemps[10] dans la pollution ou la déforestation, c'est le groupe singapourien Olam qui cristallise actuellement les tensions : cette compagnie, qui connaît un essor particulier depuis l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo, est accusée de tentative d'accaparement de terres[11] et soupçonnée d'être essentiellement un outil de détournement massif de deniers publics pour le compte du pouvoir en place.

La mal gouvernance et le déficit de transparence dans le domaine des industries extractives sont tels que le Gabon est aujourd'hui menacé d'exclusion de l'Initiative pour la Transparence des industries extractives (EITI/ITIE)[12]. L'absence de transparence et de traçabilité des revenus pétroliers, par exemple, est loin d'être un souci anodin dans un pays où ces revenus représentent plus de 70 % du budget de l'Etat. En fait,

cette opacité est dénoncée pour quasiment toutes les industries extractives du Gabon (manganèse, niobium, or, uranium, diamant...)

On peut également reprocher au pouvoir gabonais une certaine passivité coupable à l'égard des filiales gabonaises de groupes français, comme par exemple Areva ou Eramet, accusés de crimes environnementaux et d'atteinte aux droits humains[13].

Le pouvoir d'Ali Bongo Ondimba se caractérise également par de nombreuses violations des droits civils, civiques et politiques. Les médias proches du pouvoir semblent disposer d'un droit quasi illimité de mentir et diffamer et ne font au mieux l'objet que de sanctions symboliques tandis que ceux de l'opposition subissent une application des textes rigoureuse voire arbitraire et font fréquemment l'objet de suspensions y compris lorsqu'ils se bornent à relater des faits publics[14]. Le cas le plus grave concerne la chaîne de télévision d'opposition TV + : une partie de son matériel est confisquée à la Présidence depuis les élections de 2009, et la chaîne a fait l'objet de plusieurs agressions et tentatives d'incendie sans déclencher la moindre instruction judiciaire[15].

Les partis politiques d'opposition ne sont pas mieux lotis. Le plus important d'entre eux, l'Union Nationale (UN), a été dissous en juillet 2011 dans des conditions juridiques pour le moins discu-

tables. Un de ses meetings, le 15 août dernier, a fait l'objet d'une répression violente qui s'est soldée par un mort et plusieurs blessés graves. Des actes d'intimidation du pouvoir à son égard ont été également constatés. D'autres partis politiques d'opposition sont menacés de dissolution pour avoir laissé des responsables de l'UN prendre la parole lors d'un meeting commun le 23 septembre dernier[16]. De plus, divers responsables de l'opposition ont été à plusieurs reprises empêchés de sortir du territoire alors même qu'ils ne font pas l'objet de la moindre procédure judiciaire.

Sur le plan social, la situation n'est pas meilleure. Les revendications syndicales reçoivent fréquemment de la part du pouvoir des réponses reposant sur la violence physique, morale (intimidations) ou économique (suspension arbitraire et illégale des salaires, notamment). En début d'année 2012, des manifestations d'étudiants ont été réprimées avec une grande violence. Depuis, le campus de Libreville est constamment occupé par des militaires, en violation des franchises universitaires, et les meneurs de la contestation, en plus d'actes de torture, ont fait l'objet de mesures judiciaires pour le moins disproportionnées.

Les principaux leaders de la partie de la société civile organisée qui dénonce les manquements du régime sont régulièrement la cible d'arrestations, d'intimidations, de menaces ou encore de

campagnes médiatiques calomnieuses. En fin d'année dernière, peu de temps avant la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football co-organisée par le Gabon et la Guinée Equatoriale, un très grand nombre de personnes, très souvent parmi les plus démunies, ont été « déguerpies » de leurs maisons de manière souvent brutale et illégale, sans dédommagement ni relogement, sombrant ainsi encore plus dans la précarité. Suite à la manifestation du 15 août dernier réprimée très violemment par les forces de l'ordre, des dizaines de personnes ont été appréhendées : plusieurs dizaines d'entre elles ont été condamnées à de très lourdes peines lors de parodies de procès et ont été victimes d'actes de torture.

C'est dans ce contexte global qu'il faut apprécier le phénomène particulièrement morbide des crimes rituels. On désigne ainsi des assassinats accompagnés de prélèvements d'organes humains à des fins occultes. Il fait peu de doute pour la population et pour les spécialistes de ces phénomènes que ces crimes sont le plus souvent des crimes politiques d'autant plus insupportables que leurs auteurs agissent en toute impunité[17]. Il a fallu attendre qu'une télévision française diffuse en avril dernier un reportage sur ce sujet[18] pour que les autorités gabonaises fassent, pour la première fois, mine de s'intéresser à la question.

Ce tableau, loin d'être exhaustif, permet de comprendre pourquoi le climat socio-politique est par-

ticulièrement tendu au Gabon. Selon de nombreux observateurs de la société civile, la moindre étincelle peut déclencher une révolte populaire aux conséquences imprévisibles. Afin de ne pas en arriver là, il est urgent de trouver des solutions préventives et pacifiques.

AUX SOURCES DE LA CRISE ACTUELLE LES CAUSES INTERNES

Certaines analyses font remonter l'origine de la crise à l'année 1964. Au mois de février de cette année, un groupe de militaires a déposé, sans qu'un seul coup de feu soit échangé, le président gabonais d'alors, Léon Mba, car ce dernier se livrait à un exercice du pouvoir de moins en moins démocratique, et a aussitôt remis le pouvoir à des civils chargés d'assurer la transition. Léon Mba n'a dû son retour au pouvoir qu'à l'intervention militaire sanglante de la France. A partir de là, le Gabon n'a plus vraiment connu de vie démocratique. Pire, la dictature a été institutionnalisée à partir de 1967, avec l'arrivée au pouvoir d'Albert-Bernard Bongo[19] suite au décès de Léon Mba.

Mais la plupart des analyses font remonter les principales causes de la crise gabonaise aux années 1990. Afin de contenir de multiples mouvements sociaux et politiques suffisamment importants pour menacer de le faire chuter, Omar Bongo a

consenti en 1990 la mise en place d'une conférence nationale – non souveraine[20] – qui a permis de poser les bases formelles d'un renouveau démocratique, avec notamment la restauration du multipartisme aboli par Omar Bongo dès son arrivée au pouvoir.

Mais, durant toute la décennie 1990 et le début des années 2000, toutes les promesses démocratiques de la conférence nationale ont été trahies : - persistance des scrutins électoraux truqués, notamment les présidentielles de 1993 et 1998 ; - élection présidentielle réduite à un seul tour pour des motifs spécieux ; - suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels renouvelables ; - etc.

Durant toute cette période, la quasi totalité des responsables de l'opposition ont accepté tour à tour de collaborer avec le pouvoir, la plupart du temps en acceptant des maroquins ministériels, et donc de cautionner ses forfaits. La conséquence de ces trahisons répétées est qu'aux crises sociales et économiques dans lesquelles le pays ne cesse de s'enfoncer depuis au moins la fin des années 1980, s'est ajoutée une crise politique se manifestant, entre autres, par une population n'ayant plus aucune confiance en ses élites politiques et ne participant plus que de manière marginale à la vie politique.

Lors des élections présidentielles anticipées de 2009, la population a accordé une nouvelle

Afrique

22

chance à la classe politique en participant massivement à la campagne électorale et au scrutin. Elle a été une nouvelle fois déçue en constatant d'abord l'incapacité de l'opposition à présenter une candidature unique puis en se désolant devant le spectacle des deux principaux candidats de l'opposition André Mba Obame et Pierre Mamboundou revendiquant chacun la victoire, facilitant ainsi la prise de pouvoir d'Ali Bongo.

En fait, depuis les années 2000, la population place de plus en plus ses espoirs dans d'autres acteurs relevant de la société civile. Ce sont eux, bien plus que les partis politiques, qui vont déstabiliser le régime de feu Omar Bongo, à la fin de son règne, en dénonçant avec constance et force la mauvaise gouvernance, la corruption, le déficit démocratique, etc.[21] Ce sont encore eux qui vont porter les coups les plus rudes au nouveau pouvoir d'Ali Bongo. Afin de gagner en efficacité, les principales organisations de la société civile décident, en juillet 2011, de constituer une plateforme d'actions baptisée « Ca suffit comme ça ! », directement inspirée du mouvement « Y'en a marre ! » du Sénégal. Dès le départ, le mouvement rencontre une adhésion populaire telle que tous les partis d'opposition ne peuvent qu'adhérer officiellement à son mot d'ordre appelant à boycotter les élections législatives de décembre 2011 du fait du refus du pouvoir de respecter son engagement à introduire la biométrie dans le processus électoral[22].

C'est en grande partie par les initiatives de la société civile regroupée autour de « Ca suffit comme ça ! » que la classe politique d'opposition a pu retrouver une certaine voix.

LA RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE

Il n'est pas possible d'occulter la responsabilité de la France dans la situation actuelle du Gabon. Sans même revenir à la colonisation ni aux conditions discutables dans lesquelles l'indépendance a été octroyée à ce pays, on peut souligner le soutien actif dont le pouvoir gabonais a bénéficié de tous les gouvernements français alors même que la nature kleptocrate et répressive de ce pouvoir était connue de tous. Ce soutien actif de la France prend une forme encore moins soutenable sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Non seulement, ce dernier sera le seul chef d'Etat d'une démocratie occidentale à féliciter Ali Bongo lors de son coup de force électoral de 2009, alors qu'un contentieux électoral est en cours, mais il pousse le cynisme au cours de sa conférence de presse du 18 avril 2012 avec Macky Sall, le tout nouveau président sénégalais, jusqu'à qualifier l'accession au pouvoir d'Ali Bongo de modèle de transition démocratique.

La responsabilité la plus importante de la France réside sans doute dans l'ensemble de relations opaques et obscures qu'elle a initiées, encouragées

et entretenues et qu'on désigne habituellement sous le vocable de « Françafrique »[23]. Le Gabon a en effet longtemps eu une place particulière, si ce n'est centrale, dans le dispositif français, du fait notamment de l'importance stratégique de l'uranium gabonais pour l'industrie nucléaire française jusqu'à la fin des années 1990, de l'extraction par Total de la plus grande part des 230 000 barils de brut encore officiellement produits chaque jour au large du Gabon, mais aussi de l'exploitation du manganèse et du bois gabonais par des sociétés françaises.

La France ne peut donc pas se permettre de ne rien faire pour contribuer à résoudre la crise actuelle. Elle le peut d'autant moins que non seulement de nombreux Gabonais prennent le risque de défier le pouvoir gabonais en bonne partie parce qu'elles ont cru aux promesses de campagne du Président Hollande mais aussi parce que ce pouvoir, dans sa tentative de reprendre la main, se livre à diverses provocations anti-françaises souvent violentes. [24]

QUELLES PROPOSITIONS POUR EELV ?

Une évolution positive au Gabon constituerait donc un signal fort pour les autres pays d'Afrique équatoriale et plus généralement d'Afrique francophone. A un moment historique de transition politique en France et de maturité d'une union entre société civile

et opposition politique au Gabon, EELV a un rôle important à jouer dans le cadre de ses axes d'action traditionnels pour favoriser cette évolution. Il peut notamment prendre des positions claires sous forme de communiqués, mais aussi par l'action de ses représentant/es au sein du Parlement européen ou du gouvernement français, sur les points suivants :

Gouvernance et corruption - Exiger une réelle transparence sur l'utilisation de l'argent de l'industrie extractive ; - Exiger la restitution des Biens Mal Acquis à un fonds géré conjointement par l'Etat gabonais et par des organisations représentatives de la société civile et de la diaspora. Pluralisme démocratique - Soutenir l'exigence de transparence électorale, comprenant l'introduction de la biométrie telle que définie lors des accords d'Arambo en 2006 ; - Appeler à un accès équitable des partis politiques d'opposition aux médias publics ; - Exiger que les médias proches de l'opposition cessent de faire l'objet d'intimidations et de sanctions arbitraires.

Coopération, Développement, Responsabilité sociale et environnementale - Redéfinir les conditions de l'aide publique au développement afin qu'elle profite plus aux populations et structures locales et qu'elle soit au service d'un développement écologique et durable ; - Renforcer les contrôles et mesures d'impact en matière de responsabilité sociale et environnementale des projets ; - Rendre justice aux victimes des dégradations

environnementales ayant engendré de graves répercussions sur la santé humaine et des déplacements forcés de population suite aux décennies d'exploitation insouciante de l'uranium et du manganèse par des sociétés françaises à proximité de villages gabonais.

Appui à la société civile - Soutenir la société civile dans ses actions de promotion de la gouvernance démocratique ; - Appui aux luttes syndicales, notamment lorsqu'elles sont révélatrices de pratiques condamnables.

Droits humains - Soutenir publiquement et au sein du gouvernement français la plainte déposée à la Cour Pénale Internationale concernant les tueries de Port-Gentil de septembre 2009 : ce serait aussi un message envoyé au pouvoir gabonais afin de le dissuader de faire un usage excessif de la force ; - Se pencher sur les conditions de jugement et de détention des personnes arrêtées suite à la répression du 15 août 2012, à l'aune notamment du Pacte international relatif aux Droits civils et politiques et de la Convention des Nations unies contre la Torture.

La présence militaire française - Poser une question parlementaire aux ministres de la Défense et des Affaires étrangères sur l'utilité de la présence militaire française au Gabon ; - Demander la création d'une mission d'information parlementaire sur le rôle et l'action de l'armée française au Gabon ; - Soutenir le retrait des effectifs militaires français du Gabon.

APPUI À LA CONFÉRENCE NATIONALE

Proposée début juillet dernier par des membres de la société civile, de l'opposition et de la diaspora gabonaises, l'idée d'une conférence nationale souveraine comme moyen de sortir de la crise de manière pacifique est aujourd'hui largement acceptée et souhaitée par la population gabonaise. Mais elle se heurte à un refus et à une résistance acharnée et brutale du pouvoir gabonais. EELV pourrait soutenir cette conférence nationale souveraine en : - usant de son influence pour convaincre le pouvoir gabonais d'accepter cette proposition ; - accompagnant les différents acteurs dans l'organisation de cette concertation et dans la mise en œuvre des décisions qui en résulteront.

–

Régis Essono,
le 20 octobre 2012

**Régis Essono est coopérateur EELV, membre de la Convention de la Diaspora Gabonaise en France et du collectif « Ca suffit comme ça ! »*

Contact :
regis_essono@mac.com

Afrique

24

[1] Extrait du discours du 29 avril 2012 à Bercy

[2] Extrait du point n°58 du Projet présidentiel de François Hollande

[3] www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101229092747/

[4] Un exemple récent est celui d'une course motonautique organisée en juillet dernier et dont le coût est compris entre 21 et 28 millions € sans que les populations ni même l'Etat n'y trouvent le moindre avantage

[5] www.gabonactu.com/ressources_g/actualites_gabon_2011.php?Article=1818

[6] www.france24.com/fr/20110610-barack-obama-presse-ali-bongo-lutte-contre-corruption-visite-washington-gabon ; www.elysee.fr/president/les-actualites/communiques-de-presse/2012/communiquer-entretien-entre-le-president-de-la-13543.html

[7] <http://gabonreview.com/blog/les-mysteres-de-la-residence-pozzo-di-borgo/#axzz285fkRvQC> www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ali-bongo-investit-dans-la-pierre-a-paris_895150.html

[8] <http://lesindignesdugabon.org/index.php/communiques/116-le-777-236-un-boeing-mal-acquis-bma>

[9] www.afrik.com/article8564.html

[10] www.liberation.fr/terre/010167624-on-massacre-sous-nos-yeux-les-dernieres-forets-primaires ; <http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/les-pillards-de-la-foret-epuise>

[11] www.wrm.org.uy/bulletinfr/180/vue.html#9

[12] <http://gabonreview.com/blog/transparence-des-industries-extractives-le-gabon-chipote-sur-les-regles/#axzz29Msw2PTw>

[13] n procès a été intenté en 2011 à Eramet et sa filiale, Comilog, entre autres pour destruction de l'écosystème provoquant des déplacements massifs des populations, dégâts causés sur la santé des travailleurs et des populations locales ; concernant Areva, plusieurs études, notamment celles de Sherpa (2007) et de Brainforest (2010), ont montré que sa filiale Comuf a exploité jusqu'en 1999 des gisements d'uranium dans des conditions portant gravement atteinte à l'environnement et à la santé de ses employé/es, tout en cachant délibérément les informations dont elle disposait à ce sujet

[14] <http://gabonreview.com/blog/le-bilan-accablant-des-medias-au-gabon/#axzz285fkRvQC>

<http://cpj.org/fr/2009/11/le-cpj-condamne-la-suspension-de-six-journaux-au-g.php>

[15] <http://fr.rsf.org/gabon-tentative-avortee-de-vandalisme-05-09-2012,43338.html>

[16] www.rfi.fr/afrique/20120923-gabon-meeting-ufc-aopposition-suspension-dissolution-zacharie-myboto-jean-eyeghe-ndong

[17] www.gabonlibre.com/Gabon-Jean-Elvis-Ebang-Ondo-La-periode-electorale-est-fertile-en-crimes-rituels_a5286.html

[18] www.canalplus.fr/c-infos-documentaires/pid3356-c-effet-papillon.html?progid=616135

[19] Il devient Omar Bongo en 1973, après sa conversion à l'islam.

[20] Cette conférence nationale était consultative et ses résolutions ne s'imposaient pas au pouvoir exécutif.

[21] On peut notamment mettre en exergue le rôle de Georges Mpaga, président de l'ONG « ROLBG » promouvant la bonne gouvernance et surtout celui de Marc Ona Essangui, président de l'ONG de défense de l'environnement Brainforest et coordinateur national de la coalition « Publiez ce que vous payez », qui font régulièrement l'objet de harcèlements et d'exactions du pouvoir, et qui se sont même faits arrêter de manière illégale et arbitraire en représailles contre leur implication dans la plainte contre les Biens Mal Acquis (BMA).

[22] Mot d'ordre suivi massivement, le taux d'abstention à ces élections dépassant nettement les 90 %.

[23] Le premier ouvrage de référence à propos de cette question est celui de François-Xavier Verschave, *La Françafrique : Le plus long scandale de la République* (Stock, 1998) ; pour une actualisation et une synthèse : <http://survie.org/publications/brochures/article/petit-guide-de-la-francafrique>

[24] Ainsi, le journal gouvernemental, *L'Union*, n'a pas hésité à traiter un diplomate français de « colabo fasciste du IIIe Reich » uniquement parce qu'il a commis le crime d'accorder un visa pour la France à des opposants et à des membres de la société civile ; *L'Union* a été presque plus aimable avec Pascal Canfin, qu'il a qualifié de « pâtre ex-pisse-copie bombardé par la grâce de son seigneur, chargé du développement au Quai d'Orsay » tout en jugeant utile de préciser que certains de ses compatriotes sont des pédophiles : <http://gabonreview.com/blog/les-boulets-rouges-de-lunion-sur-la-france/#axzz22J1U2D1x>

BARACK OBAMA ET L'ESPOIR DE NOUVEAUX CHANGEMENTS

**Communiqué d'EELV
publié le 7 novembre 2012**

EELV se joint au concert international des félicitations adressées à Barack Obama pour sa réélection.

Ce résultat est un symbole fort. Il montre que la politique progressiste menée depuis 4 ans a commencé à convaincre et qu'elle est désormais reconnue et de plus en plus acceptée dans le pays : réformes sociales ambitieuses comme le Medicare, politique internationale mesurée qui s'éloigne de la vision républicaine du « choc des civilisations ».

Malgré la crise, malgré la hausse du chômage, les Américains ont

dit non à un programme conservateur et à un candidat républicain climato-septique soutenu par une droite dont le Tea Party est le fer de lance.

Néanmoins, si l'on souligne l'ouverture sociale et sociétale de la politique de Barack Obama, il ne faut pas occulter que sur les questions environnementales, le progrès est tout relatif. Le sujet n'a pratiquement pas été abordé lors de la campagne, la diminution des émissions de GES est loin d'être une priorité, le modèle agricole ultra productiviste basé sur une utilisation continue des pesticides n'est pas remis en question et les gaz de schistes sont brandis comme étendards de la croissance américaine

niant les dégâts environnementaux pourtant catastrophiques et avérés.

Aux Etats-Unis, l'Etat fédéral a certes une étroite marge de manœuvre sur ces enjeux énergétiques et environnementaux mais il se doit néanmoins d'être beaucoup plus volontariste. Les démocrates au pouvoir, qui vont devoir composer avec une chambre des représentants conservatrice, doivent prendre la mesure de l'urgence de ces questions et en faire une priorité.

Jean-Philippe Magnen,
porte-parole national d'EELV
Elise Lowy,
porte-parole nationale d'EELV

KIVUS : ARRÊTER LE CYCLE DE LA VIOLENCE, CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE DE PAIX

Le 22 octobre 2012

Le bipartisme américain est tellement prononcé que dans la course à la Maison

Blanche, rares sont les médias qui traitent des candidatures des third-party candidats. Tout au plus ces derniers sont-ils relégués à la rubrique des anecdotes de

campagne. À tel point que Jill Stein, candidate du Green Party of the United States (GPUS) reste peu connue du grand public aux États-Unis. En Europe, on

ignore quasiment l'existence même du GPUS. L'élection présidentielle américaine est donc l'occasion de donner un coup de projecteur sur le mouvement écolo américain et sur sa candidate qui, si elle ne dispose pas des colossaux moyens des candidats républicains et démocrates, a des arguments à faire valoir dans une campagne où les questions environnementales sont totalement délaissées.

BIO DE LA CANDIDATE

Jill Stein a été élue candidate du GPUS à l'élection présidentielle américaine après une primaire organisée au sein du parti, lequel compte environ 300 000 membres. Cette pédiatre de 62 ans a donc pris le relais de Ralph Nader, candidat du GPUS en 1996, 2000, 2004 et 2008. Sa carrière l'a amenée à étudier les conséquences sanitaires de l'environnement sur l'être humain et c'est donc d'une manière assez naturelle qu'elle est approchée par le Green Party en 2002 pour être la candidate des écolos à l'élection du Gouverneur du Massachussets. Lors d'un débat télévisé organisé pour cette campagne elle croisa notamment le fer avec... Mitt Romney.

DES DIFFICULTÉS À S'IMPOSER DANS LES GRANDS MÉDIAS AMÉRICAINS

Aujourd'hui, c'est précisément ce droit à un débat et à une présence médiatique équitable que



Jill Stein revendique. Si le principe d'égalité du temps de parole imposé par le CSA a fait débat dans notre pays au printemps dernier, il faut néanmoins lui reconnaître le mérite d'être un frein au bipartisme qu'implique déjà grandement un scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Car les débats Obama/Romney et Biden/Ryan récemment retransmis sur les chaînes américaines sont strictement encadrés par les très restrictives règles de la Commission sur les débats présidentiels. D'après celles-ci, « seuls les candidats affichant 15% d'intentions de vote dans 5 différents instituts de sondage peuvent prétendre participer au débat ». Or cette commission est tout sauf indépendante puisqu'elle est le fruit d'un accord entre cadres républicains et démocrates en 1988.

De fait, Jill Stein doit aujourd'hui faire face à un problème difficilement soluble : pour obtenir ces 15%, il faudrait qu'elle soit da-

vantage reconnue, mais pour obtenir cette popularité, une forte exposition médiatique est indispensable. Un cercle vicieux pour les petits candidats qui cadennasse un peu plus le duopole républicano-démocrate.

De plus, la candidate du Green Party doit composer avec un budget extrêmement limité de l'ordre d'un million de dollars. Une somme à comparer avec les 181 millions de dollars levés par Obama sur le seul mois de septembre et les 111 millions de dollars récoltés par Romney en août. Stein revendique d'ailleurs fièrement le fait de ne dépendre d'aucun financement de sociétés privées pour faire campagne. Elle n'hésite pas à attaquer Obama et Romney sur ce terrain en comparant leurs campagnes à des opérations de relations publiques sponsorisées par les grandes entreprises américaines.

Amériques

28

UNE CANDIDATE PROCHE DU MOUVEMENT OCCUPY

Ce budget rachitique et la sous-représentation médiatique que subit Jill Stein expliquent sans doute en partie le rapprochement entre le GPUS et le mouvement Occupy, né il y a un an à Wall Street. Partageant des valeurs communes, notamment en matière de décentralisation du pouvoir politique mais aussi économique, le GPUS, et par voie de conséquence Jill Stein, compensent leur sous-représentation dans les médias traditionnels en investissant les plateformes alternatives utilisées par Occupy. Le canal de communication principal du mouvement est bien évidemment internet, les réseaux sociaux et les blogs constituant des vecteurs efficaces pour relayer la parole politique de Jill Stein et permettant ainsi de toucher une frange de la population en partie déçue par le bilan de Barack Obama. C'est ainsi qu'en signe de protestation contre l'exclusivité du débat Obama/Romney, un contre-débat entre Stein et le candidat du parti Libertarien, Gary Johnson, a été organisé le 18 octobre par l'Independent Voter Network (IVN, une plateforme collaborative en ligne dont le credo est d'encourager les citoyens américains à discuter de leur système politique pour le faire progresser).

Même si elle éprouve des difficultés pour accéder aux grands networks américains, Jill Stein

est observée avec méfiance par les démocrates, car dans un scrutin ou quelques voix de plus dans un swing state peuvent renverser le cours d'une élection nationale, ces derniers cherchent à mobiliser au maximum l'électorat traditionnellement démocrate autour de la candidature de Barack Obama. C'est ainsi qu'en 2000, les démocrates avaient publiquement accusé Ralph Nader d'avoir conduit George W. Bush à la Maison blanche, à la faveur de sa courte et polémique victoire (534 voix) en Floride. Nader avait en effet recueilli 2.7% des votes au niveau national, soit le plus haut score obtenu par un candidat écolo à une présidentielle américaine.

Les intentions de vote en faveur de Stein n'atteignent pas ces « sommets », puisqu'elles oscillent entre 0.5 et 1%. Cependant elles sont révélatrices. Si une partie de l'électorat traditionnel du parti démocrate se détourne de ses candidats, c'est bien parce que les solutions proposées par ceux-ci ne répondent que partiellement voire absolument pas aux attentes des électeurs fortement ancrés à gauche et/ou ayant développé une conscience écologique.

LE GREEN NEW DEAL : « VIVRE MIEUX » À L'AMÉRICAIN

Dans la crise que traversent les États-Unis, Jill Stein propose aux électeurs américains un Green New Deal. À sa lecture, on ne peut que constater les simili-

tudes entre ce programme et celui qu'EELV a récemment proposé aux Français et qui continue à guider l'action des différents élus EELV. Le texte est sensiblement plus court et repose sur quatre piliers :

- Un Economic Bill of rights proposant un ensemble de droits économiques et sociaux visant notamment à promouvoir un système de santé universel, à abroger les frais de scolarité dans les universités, annuler les dettes contractées par les étudiants et mettre en place immédiatement un moratoire sur les saisies de maisons.

- Une transition verte via la facilitation de l'investissement dans les technologies vertes, une réaffectation des fonds publics de recherche consacrés aux énergies fossiles vers le solaire, l'éolien et le thermique.

- Une réforme du système financier par des mesures telles que la réduction de la taille des banques, une taxe de 90% sur les bonus distribués par les banques ayant été secourues par l'État et la restauration du Glass-Steagall Act de 1933 qui imposait aux banques la stricte séparation des activités de dépôt et des activités d'investissement.

- Une démocratie fonctionnelle : en révoquant plusieurs législations liberticides telles que le Patriot Act et en réduisant l'importance du complexe militaro-industriel via une réduction de 50% du budget militaire. De plus, le Green New Deal propose de lever certaines ambiguïtés juridiques de la Constitution préjudiciables aux droits des citoyens américains.

Jill Stein a reçu le soutien du célèbre linguiste Noam Chomsky, de Richard Stallman, connu par le grand public pour être un des pères du logiciel libre, ainsi que de Chris Hedges, reporter de

guerre, prix Pulitzer 2002. Si elle n'a que peu de chance de transformer la Maison blanche en Maison verte cette fois-ci, gagnons que son activisme permettra à l'écologie de gagner

progressivement la place qu'elle mérite dans le débat politique américain.

Pour la Transnat,
Lucas Manetti, octobre 2012

BARAK OBAMA ET LA PALESTINE : AVANCÉES, REVIREMENTS PUIS RECULS

Le 22 octobre 2012

A lors que l'élection américaine bat son plein, voici une analyse du groupe Proche et Moyen-Orient de la commission Transnationale d'EELV. Sur le dossier très difficile du Proche-Orient, même si le Président Obama a déçu après avoir suscité beaucoup d'espoir, nous ne sommes pas dupes quant aux risques énormes qu'engendrerait l'élection du candidat républicain Mitt Romney pour la paix dans la région.



UN HÉRITAGE ENCOMBRANT

En matière de politique internationale, l'élection de Barak Obama avait réveillé tous les espoirs : retour à une diplomatie multilatérale, référence aux organismes internationaux et au respect des droits, relations avec les

pays du sud et notamment les musulmans, tournant le dos à la « guerre de civilisations », règlement du conflit israélo-palestinien, attachement à la paix et au désarmement nucléaire, etc.

Car l'héritage de la décennie Bush était catastrophique: deux guerres en cours (Irak et Afgha-

nistan) conduisant toutes deux à un échec patent, l'idéologie de la « guerre des civilisations » et du péril musulman qui a nourri la société américaine et codé la politique européenne, et un soutien inconditionnel à Israël sans aucune perspective d'une réelle pression américaine nécessaire au règlement du conflit.

Amériques

30

Les cinq années de la présidence d'Obama sont riches en changements et avancées des mouvements démocratiques au Moyen Orient, évolution qui aurait pu favoriser un positionnement occidental en faveur de l'application du droit international pour le peuple Palestinien. Mais malheureusement, rien de tel ne s'est produit.

AVANCES CONTRÔLÉES DU CANDIDAT OBAMA

Les questions de politique internationale ne dominent pas en général une élection, ni aux USA, ni en Europe, mais aux Etats-Unis, le positionnement des candidats sur le conflit israélo-palestinien et le soutien « indéfectible à Israël » semblent être demeurés des éléments décisifs et constants pour s'assurer la victoire.

Le sénateur Obama était bien connu pour un positionnement ouvert au monde arabe et capable de défendre si besoin le droit des palestiniens à un Etat. Au cours de sa première campagne électorale, ses messages étaient contradictoires selon la conjoncture et selon son public, mais il en ressortait une volonté de traiter le dossier de façon prioritaire et d'opposer au « soutien inconditionnel à Israël » de l'administration précédente « un soutien nuancé ». Surtout, le candidat Obama avait eu l'occasion d'énoncer qu'il visait la création un Etat palestinien dans les frontières de 1967.

Afin de rassurer une partie de son électorat, il annonçait dès la primaire démocrate, qu'il prendrait comme conseiller pour le Moyen Orient Emmanuel Rhan, connu pour ses positions pro-israéliennes, sans exclure toutefois la nécessité de parvenir à la solution des deux Etats.

En juin 2008 au siège de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), il avait défendu longuement et avec vigueur le lien indéfectible de l'Amérique avec Israël mais ajoutait que c'était justement au nom de ce lien qu'il fallait un changement :

« Quand je serai président, j'œuvrerai à aider Israël à réaliser l'objectif des deux Etats, un Etat juif, Israël, et un Etat palestinien, vivant côte à côte en paix et dans la sécurité. Jérusalem restera la capitale d'Israël, et doit rester réunifié. Et je n'attendrai pas les derniers jours de ma présidence pour le faire ».

Deux concessions majeures étaient ainsi accordées à Israël : la dénomination de « l'Etat d'Israël » comme un Etat juif et l'abandon de Jérusalem comme capitale des deux états, concessions contraires au droit international, mais qui paraissaient indispensables pour gagner l'élection.

Tant les Palestiniens que le monde musulman et ceux qui en Occident pensaient que la « politique de deux poids de mesures » sur ce conflit avait trop duré, étaient dans l'attente de cette nouvelle politique.

Dès son élection, le président Obama affirme la priorité du dossier et c'est au président de l'autorité palestinienne qu'il téléphone en premier. Il nomme rapidement George Mitchell – négociateur de la paix en Irlande du Nord – comme délégué spécial au Moyen orient, homme qui défendra, sans succès, l'objectif du gel de la construction des colonies, nécessaire pour faire avancer la négociation.

Le désir d'avancer vers une solution gagne alors une partie de l'opinion juive ; pour faire contre point à la puissante AIPAC, on crée le regroupement « J street », mouvement favorable aux deux états et au démantèlement des colonies en Cisjordanie, sans toutefois se prononcer sur la question de Jérusalem.

La cause palestinienne paraissait d'autant plus légitime que l'opération « plomb durci » sur Gaza avait fait l'objet de condamnations de toutes parts, sans toutefois qu'elles aient été suivies de la moindre pression, encore moins de sanctions à l'encontre du gouvernement israélien, comme l'envisageait le fameux rapport Goldstone. Malgré tout, les pressions américaines avaient produit un certain effet.

Mais la victoire électorale de Benjamin Netanyahu en Israël, trois mois après l'investiture du nouveau président, allait peu à peu modifier le cap que ce dernier s'était fixé. En outre, la victoire républicaine à la Chambre, à mi-mandat, a été un nouvel obstacle à la moindre avancée du dossier

DISCOURS DU CAIRE : ORIENTATION HUMANISTE ET PROMESSES

Dans son discours « de la main tendue » au Caire (juin 2009), le président Obama a rendu explicite sa nouvelle stratégie pour la région : la paix entre Israéliens et Palestiniens restait un souci prioritaire. Après avoir longuement rappelé les devoirs de chacune des parties, il a tenu des propos jamais entendus de la part d'un président américain :

« .. Dans un même temps, les Israéliens doivent reconnaître que, tout comme le droit d'Israël à exister ne peut pas être nié, celui de la Palestine ne peut pas l'être non plus. Les Etats-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation de la colonisation. Ces constructions violent les accords précédents et sapent les efforts consentis pour parvenir à la paix. Il est temps que ces colonies cessent. Israël doit aussi respecter ses engagements et assurer aux Palestiniens la possibilité de vivre, travailler et développer leur société. Et, tout comme elle dévaste les familles palestiniennes, la crise humanitaire, qui continue à Gaza ne sert pas la sécurité d'Israël, pas plus que l'absence continue de perspectives en Cisjordanie. Le progrès de la vie quotidienne des Palestiniens doit faire partie du chemin vers la paix ; et Israël doit prendre des mesures concrètes pour permettre ce progrès. »

Ce discours fit grandir l'espoir de changements à venir, au point que le président Obama recevait, quelques mois plus tard, le prix Nobel de la Paix.

Face à ce discours, Benjamin Netanyahu a très rapidement posé les limites à ne pas franchir : le futur Etat palestinien devra être démilitarisé, il n'y aura pas de retour des réfugiés, la « croissance naturelle » des colonies se poursuivrait, et Jérusalem resterait la capitale indivisible d'Israël. Propos suivis par le refus israélien du retrait du plateau du Golan au moment où les discussions américaines avec la Syrie étaient engagées.

La fermeté du gouvernement israélien a donc eu raison des intentions d'Obama : peu à peu, la priorité qui devait être donnée au règlement du conflit va s'éroder : hormis des démarches diplomatiques, aucune pression ne sera faite pour engager des discussions dans des conditions qui puissent changer la donne.

DIPLOMATIE SANS LENDEMAIN

Les émissaires d'Obama se sont succédés pour obtenir les conditions nécessaires à la reprise des négociations. Ils ont demandé à Israël l'arrêt et/ou gel des colonies et aux palestiniens la reprise des négociations, sans autre préalable, ce que ses derniers ont accepté. Mais ni discours ni demandes n'ont suffi pour amener Israël à geler la colonisation.

Dès le début de sa présidence, Barack Obama a refusé d'utiliser la pression économique ou politique (comme le soutien aux résolutions des Nations Unies) comme le conseillaient certaines personnalités politiques et militaires aux USA, sachant que le règlement de ce conflit était une pièce maîtresse de toute politique américaine dans la région.

Le Président américain a préféré rassurer le gouvernement israélien en matière de sécurité croyant pouvoir ainsi parvenir à modifier sa position. Fin 2009, l'Administration américaine obtient pour Israël une des aides les plus importantes de son histoire : 30 milliards de dollars sur 10 ans. En mai 2010, 205 millions supplémentaires sont débloqués pour mettre en place le « bouclier anti-missile » israélien. Ni le Congrès ni personne ne lui demandait un tel effort financier alors que la crise économique frappait de plein fouet les Etats-Unis.

Entre temps, le gouvernement israélien a joué la course contre la montre pour accélérer la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, rendant ainsi chaque jour plus difficile la solution des deux états. L'aide militaire et financière reçue n'a pas fait dévier le gouvernement israélien de sa stratégie du « fait accompli ».

L'administration américaine essuie alors des défaites diplomatiques importantes : en mars 2010, au cours de la tournée du vice-président Joe Biden, le gou-

Amériques

32

vernement israélien autorise un nouveau plan de construction de colonies. L'émissaire américain en est arrivé à dire alors que cette décision « sapait la relance du processus de paix ».

Après qu'Israël ait finalement accepté un moratoire sur la poursuite des colonies en excluant toutefois Jérusalem de ce moratoire, et que les Palestiniens aient levé tout préalable sur le gel des colonies et la reconnaissance de l'Etat palestinien dans les frontières de 1967, une rencontre tripartite eut lieu (septembre 2010) à Washington. On peut considérer cette réunion comme un échec.

Chaque partenaire a énoncé au cours de la brève rencontre ses desiderata : Israël exigeait que soit reconnu le caractère juif de l'Etat d'Israël et l'Autorité Palestinienne demandait la levée du blocus de Gaza et l'arrêt de la colonisation.

L'administration américaine n'avance alors aucune initiative politique nouvelle, elle se contente de renvoyer les deux partenaires aux négociations bilatérales bien connues depuis des années. La conclusion de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton à la fin de la rencontre était claire:

« Nous ne pouvons et nous ne voulons pas imposer une solution. Vous seuls pouvez prendre les décisions nécessaires, afin d'assurer un futur de paix aux peuples israélien et palestinien.»

Le désengagement américain est alors devenu notable. Georges Mitchell, l'émissaire d'Obama pour le Moyen Orient, après avoir trouvé porte close de la part du premier ministre israélien sur la question des colonies, donnera alors sa démission.

La politique de fermeté et d'intransigeance du gouvernement israélien par la voix de son Premier Ministre, parfaitement relayée par le lobby juif américain extrêmement présent au Congrès et dans l'opinion, a finalement été très payante.

Obama pensait toujours que grâce à une aide financière et militaire importante, il pourrait assouplir la position israélienne ; il a même proposé le gel des colonies contre la livraison à Israël de 20 chasseurs américains, et assuré Netanyahu que le veto américain au Conseil de sécurité serait maintenu contre toute résolution à l'encontre d'Israël. Cette dernière promesse a bien été tenue par la suite. L'Autorité palestinienne, affaiblie par toutes ses concessions, restées sans aucune contrepartie, renforçant les opposants palestiniens, se rend alors à l'évidence : le président Obama ne plaidera plus sa cause.

L'ABSENCE DE RETOMBÉES DU « PRINTEMPS ARABE » POUR LES PALESTINIENS

2011 est une année charnière pour tout le Moyen-Orient et le monde, tant le mouvement po-

pulaire pour la liberté et la démocratie est fort, s'étendant de la Tunisie jusqu'au Bahreïn en passant par l'Egypte, la Libye, le Yémen et d'autres pays arabes.

Les pays occidentaux ont plus ou moins rapidement tourné le dos aux anciens dictateurs jusqu'alors leurs alliés. Ils se sont alignés d'une même voix pour faire chorus avec les soulèvements et les mouvements populaires, allant jusqu'à engager leurs forces militaires, certes sous mandat ONU. Qu'allait devenir dans ce nouveau Moyen-Orient la politique des Occidentaux – et notamment celle des Etats Unis – vis à vis du conflit israélo-palestinien ?

Tout montre que les Palestiniens n'auront aucune retombée sur leurs revendications. Les mêmes qui défendent partout le respect des droits de l'homme, du droit international et la responsabilité de protéger les populations civiles, que se soit en Lybie, en Syrie ou ailleurs, refusent ou s'abstiennent d'élargir cette protection au peuple palestinien. Les projecteurs sont ailleurs.

Devant l'inquiétude israélienne sur le changement qui s'opère et la chute de son grand allié Hosni Moubarak en Egypte, les USA et l'Union européenne répondent « présents ». Ils continuent à conforter l'Etat le mieux armé de la région. Israël obtient donc des Etats-Unis une aide supplémentaire pour Tsahal de 235 millions de dollars qui s'ajoutent aux 3 milliards qu'elle reçoit

annuellement. Même certains Républicains trouvent qu'en période de crise, l'aide financière à Israël devrait diminuer. Obama est critiqué dans son propre camp par une politique qui ne donne pas de résultats et n'a de prise sur personne. A ceci s'ajoute l'alerte persistante israélienne quant au danger que représente l'intransigeance iranienne sur le programme nucléaire, poussant les Occidentaux à accélérer les sanctions et à cautionner discrètement les attaques ciblées contre les installations ou les personnes responsables du programme nucléaire.

Face à l'augmentation de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, l'Europe fait jouer à nouveau le Conseil de sécurité tout en prévoyant son échec. Le 18 février 2011, un nouveau projet de résolution contre la poursuite de la colonisation est rejeté par le veto américain.

Les incohérences politiques ne sont pas seulement du côté américain. La déclaration commune de la France, de l'Allemagne et de la Grande Bretagne, à la veille de la résolution, dénonçait le caractère illicite de la colonisation. Mais quelques jours après (le 22 février 2011), l'Union Européenne décidait d'octroyer à Israël davantage d'aide pour son industrie militaire et ses services de police, et un accès aux fichiers d'Europol. Ces privilèges s'ajoutent à ceux que procure, en termes commerciaux, scientifiques et autres, l'accord d'association UE-Israël. L'UE fournit ainsi un soutien à la

préoccupation insécuritaire israélienne, soutien oblitérant tout le reste.

La réconciliation entre le Hamas et l'Autorité palestinienne (mai 2011), scellée du fait de l'impasse absolue de la négociation où l'on a enfermé le Fatah, deviendra pour le gouvernement israélien une nouvelle occasion de faire pression sur les pays occidentaux afin de faire prévaloir sa sécurité.

LA TENTATIVE TARDIVE D'OBAMA

Il est possible que les changements au Moyen-Orient aient conduit cependant Barack Obama à concevoir enfin un plan plus précis pour la relance des négociations sous son égide. Début mai 2011, peu avant la visite de Netanyahou aux Etats-Unis, Obama présentait le plan « Une Palestine viable, un Israël sûr », en deux étapes :

– Une première phase portant sur les lignes de démarcation de 1967 devrait conduire à des négociations de territoires et au retrait des forces militaires israéliennes afin d'établir un Etat palestinien démilitarisé. Aucune précision n'est apportée sur le sort des colonies.

– Après quoi devrait venir la négociation sur les deux questions cruciales : l'avenir de Jérusalem et le sort des réfugiés.

La réponse de Netanyahou ne se fait pas attendre. Quelques jours après, devant le Congrès

américain, il ne rejette pas les négociations, mais refuse les postulats proposés par le président (et qui sont celles des résolutions de l'ONU): les frontières de 1967 ne peuvent pas être un point de départ de discussions, la négociation sur la partition de Jérusalem et sur le retour des réfugiés n'est pas envisageable. Vu les applaudissements recueillis, le Congrès lui était tout acquis et ainsi était immédiatement scellée la fin d'une nouvelle politique américaine. Fort de ce succès, B. Netanyahou annonce les jours suivants la construction de 1520 logements nouveaux à Jérusalem-Est.

L'ABANDON DU PEUPLE PALESTINIEN

Confrontée à une opposition au sein de son propre camp par ses renoncements successifs aux demandes américaines et malgré la réconciliation tant attendue avec le Hamas, sous l'égide du nouveau gouvernement égyptien, l'Autorité palestinienne décide de demander l'adhésion comme membre à part entière des Nations Unies de la Palestine. Malgré toutes les pressions exercées par l'administration américaine et d'autres jusqu'à la veille de son intervention pour qu'elle la retire, Mahmoud Abbas va jusqu'au bout et la présente le 24 septembre 2011.

Le discours très attendu du président américain à l'ONU marquera un alignement sans

Amériques

34

nuances sur les positions israéliennes. Tous les arguments pour le rejet de la demande sont incohérents avec toutes ses prises de position antérieures. Même en Israël, des voix s'élèvent pour manifester leur déception : un dirigeant du Meretz (parti socialiste israélien) déclare par exemple qu'il s'agit d'une position « *triste et affligeante* ». Toute le monde avait encore en mémoire les propos qu'un an auparavant seulement, face à la même assemblée, Obama avait prononcés : il avait souhaité retrouver à la prochaine session « *un nouveau membre des Nations Unies, une Palestine indépendante vivant en paix avec Israël* ».

Les Palestiniens sortent affaiblis de cette épreuve, mais le président Obama également : son échec politique lui sera reproché au cours de sa campagne actuelle.

La suite des événements est bien connue, la politique américaine a suivi les sillons tracés par d'autres présidents. Lors de

la demande de la Palestine à rejoindre l'UNESCO, constatant sa perte d'influence sur les pays du sud majoritaires au sein de l'assemblée générale, le président américain utilise comme représailles les sanctions économiques sur l'organisation elle-même, pression mal ressentie dans certains pays qui a peut être conduit la France, où siège l'Unesco, à ne pas suivre l'injonction américaine et à voter pour l'adhésion.

Obama a déjà prévenu ses alliés qu'il y aura des sanctions économiques sévères si l'Autorité Palestinienne obtient gain de cause à sa demande d'un « Etat non membre » des Nations Unies présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 septembre 2012. Ceci en dépit d'une demande revue à la baisse par rapport à celle de l'année précédente, qui d'ailleurs était la proposition que Nicolas Sarkozy avait défendu en 2011, vote dont les Palestiniens ont accepté qu'il se déroule après les élections pour ne pas gêner le président candidat. La nouvelle

démarche palestinienne n'est plus un événement comme le fût celle présentée l'année précédente.

Les Palestiniens sont ainsi les grands perdants de la période qui vient de s'écouler mais, comme beaucoup de démocrates dans le monde, ils craignent aussi une victoire républicaine qui aujourd'hui instrumentalise à sa faveur les échecs et faiblesses de la politique d'Obama au Moyen-Orient et dans le monde musulman en général.

Un des slogans du candidat républicain Mitt Romney à l'élection présidentielle américaine, « Faire du 21e siècle un siècle américain », trace bien les axes de sa stratégie internationale, et les dangers que pourrait représenter son élection.

Groupe Proche
et Moyen-Orient
de la commission
Transnationale d'EELV
(octobre 2012)

EELV ENCOURAGE LE PEUPLE VÉNÉZUÉLIEN À FAIRE AVANCER SA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE POUR GARANTIR SUR LE LONG TERME UN VÉNÉZUÉLA DÉMOCRATIQUE ET ÉCOLOGIQUE

Les soucis de santé du président vénézuélien Hugo Chavez l'ont mis dans l'incapacité d'exercer sa charge. Cette situation difficile est aussi l'occasion de démontrer que la révolution bolivarienne ne dépend pas d'un seul homme, mais d'un mouvement organisé et soutenu en majorité par le peuple. Un tel soutien a été exprimé lors des élections présidentielle et régionales en 2012.

En effet, Hugo Chavez a été ré-élu, le 7 octobre, Président de la République Bolivarienne du Venezuela, avec 54,42 % des suffrages au premier tour.

Les dernières élections régionales ont donné 20 gouvernements régionaux au PSUV (majorité présidentielle) et parmi les trois restants, M Capriles Radonski a été élu gouverneur. Une opportunité pour le principal mouvement politique de l'opposition de montrer sa capacité de gestion et de mettre en pratique



ses positionnements politiques. Europe Ecologie Les Verts se félicite de la bonne tenue des élections nationales et régionales. Nous espérons que le Président vénézuélien, ainsi que le vice-président en exercice de la présidence pendant sa convalescence, prendront les dispositions nécessaires pour gouverner dans le respect de la diversité et poursuivront leurs efforts en matière de politiques de santé,

d'éducation et de lutte contre la pauvreté. Les derniers mandats d'Hugo Chavez ont montré une amélioration du niveau de vie des vénézuéliens, notamment parmi les plus pauvres, mais toujours aussi peu de préoccupation écologique. Or, le modèle économique et social choisi, reposant sur la rente pétrolière, favorisant l'agriculture exportatrice d'OGM, n'est pas soutenable.

Amériques

36

Les élus EELV et l'ensemble des partis Verts, tant dans les États membres de l'UE qu'au Parlement européen, rappellent qu'ils œuvrent pour la mise en place de relations bilatérales et multilatérales entre l'Union européenne et l'Amérique latine qui soient à la fois respectueuses des processus de développement des États latino-américains et basées sur des accords de commerce équitables.

EELV soutient les efforts déployés par Hugo Chavez et l'ensemble des dirigeants sud-américains pour construire une région unie politiquement, socialement

et économiquement, basée sur le respect des règles démocratiques et de l'État de droit. Mais, à cet égard, le gouvernement vénézuélien devra reconsidérer sa décision de dénoncer la Convention Interaméricaine relative aux droits de l'Homme, seul mécanisme de protection des droits individuels au niveau régional. Ainsi, une prise de distance de l'État vénézuélien avec le régime syrien de Bachar el-Assad est plus que souhaitable au regard de la situation interne de ce pays.

Nous ne pouvons pas non plus oublier que, bien qu'élu lors d'élections unanimement recon-

nues par les observateurs internationaux, malgré les progrès sociaux réalisés sous ses différents mandats, le président Chavez, à la fin de ce nouveau mandat, aura passé 20 ans au pouvoir. Nous espérons qu'il aura à cœur, avec le mouvement bolivarien dans son ensemble, de former des cadres politiques assurant une alternance à la tête de l'État ainsi que la continuité dans la voie du progrès social.

Par le groupe
Amérique Latine
de la Transnat,
décembre 2012

AU GUATEMALA, LE PRIX À PAYER POUR MAINTENIR NOTRE SYSTÈME ÉNERGIVORE

Le 4 janvier 2013

On aurait pu espérer que l'épuisement des ressources et le réchauffement climatique provoqueraient une prise de conscience de la nécessité de repenser notre mode de développement. Doha a montré qu'il n'en était rien. Et ce qui se passe en Amérique latine, et particulièrement au Guatemala, l'illustre cruellement.

On assiste au contraire à une intensification de l'activité extrac-

tive : ces industries (pétrole, nickel, cuivre, or, etc...) sont prêtes à tout pour profiter jusqu'au dernier gisement des dernières ressources dont la rareté fait monter la côte. S'y ajoute la production d'agro-carburants ; les mêmes industries, ou leurs cousines, achetant à bas prix ou chassant par la force (jusqu'aux assassinats) les communautés indigènes, remplacent les cultures vivrières par la palme africaine, obligeant les populations à rejoindre les miséreux de villes.

On connaît trop les conséquences de cette fuite en avant sur l'environnement et la santé des habitants : déforestation, appauvrissement des sols, pollution de l'air et de l'eau dues aux méthodes extractives, maladies ... et, parfois, militarisation !

Au Guatemala, une entreprise pétrolière franco-britannique, Petrobranco, qui exploite depuis des années le pétrole dans des conditions plus que suspectes, en procès avec la population, est protégée par l'armée. Les popu-

Amériques

37



gles sociales et environnementales et à refuser la corruption. Nos parlementaires nationaux et européens et notre ministre du développement œuvrent heureusement dans ce sens.

Une autre question se pose. L'exemple du Guatemala, s'il est sans doute un cas extrême en Amérique latine (l'un des pays les plus pauvres, assurément), n'est pas unique. Partout en Amérique Latine, et surtout au Pérou, en Équateur, au Brésil mais aussi à St Domingue, les multinationales (principalement canadiennes, étasuniennes, espagnoles, anglaises, etc.) font pression pour obtenir à n'importe quel prix concessions et autorisations d'exploitation. Et si les populations résistent, les gouvernements, même quand ils ne sont pas complices, ont du mal à résister à ces sirènes dont ils tirent souvent leurs principaux revenus. C'est le cas de Corréa en Équateur, dont le gouvernement a lancé le projet Yasuni, mais qui s'apprêterait à accepter d'autres forages afin, dit-il, de continuer son programme social de redistribution (santé, éducation...).

Or, cette course effrénée vise à préserver notre mode de développement énergivore et suicidaire. Qui participe à la destruction irrémédiable de l'environnement, à des pollutions insupportables, et à un réchauffement climatique insoutenable. Il est donc indispensable d'y mettre fin. Et comme il sera nécessaire d'arrêter à plus ou moins court terme toutes ces exploita-

lations ne peuvent compter ni sur la législation, ni sur le gouvernement aux mains d'une oligarchie liée aux grands groupes, ni même sur les partis politiques, discrédités car très corrompus. Et l'audience du parti vert Guatemaltèque ne lui permet pas de contrecarrer l'énorme défiance que connaissent, à raison, les partis politiques.

La dégradation des conditions de vie de la population, accentuée par le changement climatique, déjà sensible dans ces régions (l'alternance de sécheresse, de pluies diluviennes, de cyclones destructeurs s'ajoute aux habituels tremblements de terre et

éruption volcanique) est telle que les oppositions et les manifestations se multiplient. Ces mobilisations permanentes sont surtout le fait des communautés indigènes qui subissent de plein fouet la détérioration de leur environnement et de leur mode de vie.

Notre soutien est donc fondamental. Il est indispensable que des lois internationales encadrent ces industries. C'est le projet Itie initié par l'Union Européenne, ainsi que de la loi votée aux USA il y a peu. Mais ce devrait aussi être le fait de lois nationales obligeant les entreprises originaires à respecter des ré-

Amériques

38

tions minières, il va être tout aussi nécessaire de permettre aux pays dépendants d'assurer leur transition vers un développement autonome et décarboné.

Devrons nous approfondir, pour cela, la notion de « dette écologique » ? Promouvoir des pro-

cédures de compensation internationale sur le mode du projet Yasuni ? Il nous faudra en tout cas nous confronter ensemble à cette réflexion sur des intérêts apparemment divergents si nous voulons sauver notre maison commune.

Françoise Alamartine,
en charge de l'international
au Bureau exécutif d'EELV,
le 17 Décembre 2012

TRANSITION POLITIQUE ET MILITAIRE EN CHINE



A l'issue du 18ème congrès du Parti Communiste Chinois, de légers signes d'ouverture se font sentir avec l'arrivée au pouvoir de la cinquième génération de dirigeants de la République Populaire de Chine. Parallèlement, Pékin s'affirme en tant que puissance navale majeure.

Le 18ème congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) a abouti en novembre 2012 à la formation d'un nouveau Bureau politique de 25 membres, parmi lesquels sept constituent le Comité permanent. Fonctionnant au consensus, ce dernier est le véritable lieu du pouvoir chinois, bien au-dessus des postes ministériels.

Impliquant les 24 membres sortants du Bureau politique ainsi que 10 anciens dirigeants, le pro-

cessus de désignation de la nouvelle direction officielle du Parti s'est déroulé dans une opacité quasi complète[i]. La lutte entre les deux principales factions officielles du PCC, la clique de Shanghai de Jiang Zemin et la Ligue de la jeunesse de Hu Jintao a été féroce[ii], chacune luttant pour placer ses membres à des postes stratégiques, bien que l'appartenance à un camp tienne plus à des allégeances personnelles qu'à des lignes politiques.

La transition est toujours en cours, seule la composition du sommet du Parti ayant été officiellement actée pour le moment. Le nouveau secrétaire général, Xi Jinping, doit ainsi prendre ses fonctions de Président de la République et de Président de la Commission Centrale Militaire en mars 2013,

refermant ainsi la page de la conquête du triptyque Parti-Etat-Armée, dont la domination reste entre les mains d'un seul homme, comme le veut le système en vigueur depuis l'avènement de la Chine Nouvelle en 1949.

Cette nomination à la tête de l'Armée était l'un des enjeux du congrès, la précédente transition entre Jiang Zemin et Hu Jintao ayant vu le président sortant garder une influence politique considérable en retardant de presque deux ans la passation de pouvoir complète à son successeur: cédant ses fonctions de secrétaire général en novembre 2002, Jiang n'abandonna en effet son poste de Président de la Commission Centrale Militaire de l'Armée Populaire de Libération qu'en septembre 2004. Laissant les mains libres à la nouvelle administration, Hu a lui choisi de se retirer au plus vite, peut-être en raison de son échec relatif à placer ses protégés dans le nouvel organigramme.

En bon termes avec Hu Jintao mais ayant lancé sa carrière auprès de Jiang Zemin, Xi fait également partie du groupe informel des princes communistes, ces fils de héros de la révolution ayant abouti à la victoire des communistes en 1949. Ayant passé de

Asie

40

nombreuses années de travail à la campagne et subit une rééducation politique le forçant à dénoncer son père, le haut dirigeant Xi Zhongxun, lorsque celui-ci tomba en disgrâce avant puis pendant la Révolution culturelle (1966-1976), il a personnellement goûté à la cruauté du régime totalitaire. Xi pourrait aussi avoir reçu de son éducation familiale une connaissance fine des thématiques touchant aux minorités ethniques tibétaines et ouïgoures.

A Pékin pendant plusieurs mois en 1954 (il fut nommé vice-président du Comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire[iii]), le Dalaï Lama fréquenta Xi Zhongxun, chargé des relations avec les responsables religieux tibétains. Ils entretenirent de bonnes relations et Xi père aurait gardé jusqu'à sa mort la volonté de revoir le chef spirituel tibétain[iv]. Dans le cadre des discussions entre Pékin et les émissaires du Dalaï Lama, il rencontra en 1987 le frère de celui-ci, Gyalo Thondup.

En plus de son histoire familiale, Xi Jinping a été remarqué pour des propos qui, restant dans le spectre très restreint du discours officiel chinois, donnaient de légers signes de conciliation envers les Tibétains et les Ouïgoures[v].

En poste depuis un mois, Xi Jinping tranche par son image relativement sympathique et moderne, en rupture totale avec son austère prédécesseur Hu Jintao[vi]. En lançant une campagne anti-corruption, il a déjà fait preuve d'une plus grande

exigence de probité envers le Parti. Il faut toutefois prendre le potentiel d'évolution politique intérieure et internationale par le seul fait d'un individu avec beaucoup de prudence. Le précédent Premier ministre, Wen Jiabao avait lui aussi un curriculum très prometteur du à son statut d'ancien collaborateur du secrétaire général réformateur Zhao Ziyang, qui avait, avant d'être placé en résidence surveillée jusqu'à sa mort, tenter d'imposer une solution pacifique au mouvement étudiant de Tiananmen en 1989[vii].

Comme celui de Président, le poste de Premier ministre avait été attribué à Li Keqiang en 2008. L'enjeu principal de ce congrès concernait donc les noms des autres membres du Comité permanent, rétréci cette année de 7 à 9 sièges.

Bien qu'il n'y ait toujours aucune femme parmi les 25 membres du Bureau politique, une évolution du profil-type du haut-dirigeant chinois s'est opérée à l'occasion du 18ème congrès. La nomination de Li Keqiang au poste de Premier ministre illustre ce changement dans la mesure où ce n'est pas un technocrate (les huit autres membres du précédent Comité permanent étaient tous des ingénieurs), et il est le premier avocat et le premier doctorant en économie à accéder à l'organe suprême du Parti. Il avait lui aussi donné des signaux de changement de style en mai 2011 lorsqu'il avait failli au protocole et s'était exprimé en anglais à l'occasion un discours à l'université de Hong Kong.

Plus significativement, ses récentes rencontres avec les ONG travaillant avec les malades du SIDA laissent espérer une certaine réceptivité aux idées et organisations issues de la société civile, lui dont la carrière avait été marquée par un scandale de sang contaminé dont il avait étouffé la couverture médiatique.

On compte parmi les cinq autres membres du Comité permanent l'ancien chef de la censure, Liu Yunshan ; un diplômé en économie de l'université Kim Il-Sung de Pyongyang, Zhang Dejiang ; un spécialiste des questions financières, chargé de la discipline interne au Parti, Wang Qishan ou encore le très discret Zhang Gaoli, responsable des affaires économiques.[viii]

UNE PUISSANCE NAVALE QUI MONTRE SES MUSCLES

La fin de l'année 2012 a également vu la Chine franchir une étape importante en termes de capacité militaire, avec l'atterrissage réussi d'avions de chasse de fabrication chinoise (J-15) sur le premier porte-avion chinois, le Liaoning[ix], construit à partir d'un navire soviétique acheté en 1998 à l'Ukraine.

Hautement symbolique, cette opération met la Chine à quelques années de posséder un Groupe naval opérationnel. A titre de comparaison, la France dispose également d'un seul porte-avions, alors que la marine américaine en a 11, dont un basé au Japon.

Malgré ses 120 milliards de dollars de dépenses militaires, la Marine de l'Armée populaire de libération est encore un poids-plume face à des Américains dont le budget militaire est quatre fois supérieur[x] à celui de Pékin. Le rapport de force qui découle de cette domination est particulièrement frappant dans le détroit de Malacca en Asie du Sud-est : 77% des importations chinoises de pétrole brut[xi] transitent par ce passage stratégique contrôlé par les Etats-Unis. Le contrôle de futures extractions des ressources pétro-

lières est aussi la cause des tensions en Mer de Chine méridionale et orientale. Au Sud, des accrochages ont régulièrement lieu avec des navires civils et militaires vietnamiens et philippins, ce qui a amené les Etats-Unis à signaler leur présence dans la zone à Pékin, en lançant par exemple des programmes de coopération avec leur ancien ennemi vietnamien.[xii]

A l'Est, l'expansionnisme chinois pour le contrôle des ressources hydrocarbures est exacerbé par le récent retour au pouvoir des

conservateurs japonais, dont le nationalisme ne semble pouvoir faire qu'empirer la crise des îles Diaoyu-Senkaku[xiii]. Le Japon subissant la tentation d'un réarmement, potentiellement inconstitutionnel, notamment en développant un programme navires de porte-hélicoptères de « défense », [xiv] les perspectives de calme dans les relations sino-japonaises à moyen et long terme sont faibles.

Arthur Vincent

[ii] *Le Parti communiste, un parti pas si unique*, Thomas Baïetto, France TV Info, 15 novembre 2012

http://www.francetvinfo.fr/chine-le-parti-communiste-un-parti-pas-si-unique_146817.html

[iii] *Dragon in the Land of Snows: A History of Modern Tibet Since 1947*. Tsering Shakya, London: Pimlico. 1999

[iv] *Chine : le prochain numéro un, prince et fils du peuple*, Ursula Gauthier, *Nouvel Observateur*, 9 octobre 2012

<http://gauthier.blogs.nouvelobs.com/archive/2012/10/09/le-prochain-numero-un-chinois-xi-jinping-prince-et-fils-du-p.html>

[v] *Does China's next leader have a soft spot for Tibet?*

Benjamin Kang Lim and Frank Jack Daniel, *Reuters*, 31 août 2012 <http://in.reuters.com/article/2012/08/31/china-tibet-xi-jinping-idINDEE87T0IC20120831>

[vi] *Roll back red carpets, Xi tells senior leaders*, *Reuters in Beijing*, 4 décembre 2012

<http://www.scmp.com/news/china/article/1097492/xi-demands-fewer-empty-words-less-show-leaders>

[vii] *Zhao Ziyang, Mémoires, Un réformateur au sommet de l'Etat*. Seuil. 2011

[viii] *Seven men who rule a billion*, *South China Morning Post*, 16 novembre 2012

<http://www.scmp.com/news/china/article/1083397/seven-men-who-rule-billion>

[ix] *China's Liaoning aircraft carrier completes test-landing of jets*, *South China Morning Post (Hong Kong)*, 26 novembre 2012

<http://www.scmp.com/news/china/article/1090817/chinas-liaoning-aircraft-carrier-completes-test-landing-jets>

[x] *China's increasing military spending unnerves neighbors*, *Keith Richburg*, *Washington Post*, 23 octobre 2012

http://articles.washingtonpost.com/2012-10-23/world/35501019_1_chinese-diplomats-luo-yuan-military-growth

[xi] *Agence Internationale de l'Energie*, février 2011

<http://www.iea.org/newsroomandevents/news/2011/february/name,19779,en.html>

[xii] *Le Pentagone compte sur le Vietnam pour contrer Pékin*, *Arnaud de La Grange*, *Le Figaro*, 4 juin 2012

<http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/03/01003-20120603ARTFIG00154-le-pentagone-compte-sur-le-vietnam-pour-contrer-pekin.php>

[xiii] *Chinese diplomacy in holding pattern before Xi takes over*, *Terry Ng*, *South China Morning Post*, 24 novembre 2012

<http://www.scmp.com/news/china/article/1089543/chinese-diplomacy-holding-pattern-xi-takes-over>

[xiv] *Chine-Japon : vers une « guerre » des porte-avions ?* *Edouard Pflimlin* *Le Monde* 25 septembre 2012

http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2012/09/25/chine-japon-vers-une-guerre-des-porte-avions_1765124_3216.html

EELV SOUTIENT LA « JAN SATYAGRAHA », MARCHE POUR L'ACCÈS À LA TERRE ET À LA JUSTICE SOCIALE



Motion portée par Karima Delli, eurodéputée, et Benjamin Joyeux, responsable de la commission Transnationale d'EELV, adoptée par le Conseil fédéral d'EELV le 23 septembre 2012:

Le 2 octobre 2012, débutera en Inde la dernière étape de la « Jan Satyagraha », ou « action du peuple pour la vérité », grande marche non violente pour l'accès à la terre et la

justice sociale, organisée par le mouvement indien Ekta Parishad.

Cette marche, d'un peu plus de 350 km entre Gwalior (Madhya Pradesh) et Delhi, a l'ambition de rassembler durant près d'un mois plus de 100 000 marcheurs, essentiellement des paysans sans terres indiens, mais également des militants venus du monde entier, afin de converger sur la capitale indienne.

Il s'agit de demander au gouvernement de tenir enfin ses promesses en matière de réforme agraire pour les petits paysans, et plus globalement de mettre à l'agenda international la question fondamentale de l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Car la question de l'accapement des terres est en train de devenir un des enjeux majeurs du 21^e siècle.

De larges pans de terres et des ressources naturelles sont réquisitionnés au nom de l'industrialisation et du développement. L'appropriation des forêts et des minerais chasse les habitants de leurs terres ancestrales et détruit les cultures tribales et leurs ressources nourricières. L'extraction de minerais épuise et pollue les sources, ce qui appauvrit l'agriculture et compromet la culture et la survie même des habitants. Les expulsions provoquent des désastres humanitaires, écologiques et culturels qui augmentent la pauvreté à la fois dans les zones rurales et urbaines.

En effet, les populations déplacées vont chercher refuge dans des villes déjà surpeuplées, ce qui crée un cercle vicieux qui ne s'arrêtera que quand le droit à la terre et le droit au logement seront reconnus par les décideurs politiques. Selon l'Institut français des relations internationales (IFRI), plus de 165 000 paysans se sont suicidés en Inde depuis 1997 à cause de cette mécanique infernale.

C'est l'ensemble de ce modèle de développement absurde que s'évertuent à dénoncer Ekta Parishad et son leader Rajagopal depuis 1992.

En 2007, inspirés par l'exemple de Gandhi, le mouvement Ekta Parishad et d'autres organisations partenaires ont mobilisé 25 000 personnes, pour la plupart paysans sans-terres parmi les plus pauvres, des adivasis et des dalits, pour une marche qui a duré 27 jours. La marche fut nommée « Janadesh – le jugement du peuple ». Son but était de dénoncer les profondes injustices des lois liées au contrôle des terres et de souligner l'urgence de réformes sur ce sujet en Inde.

Les revendications des marcheurs ont été prises en compte sur le papier mais, après 3 ans, la mise en œuvre de ces réformes est loin d'être satisfaisante. Rajagopal marche déjà depuis octobre 2011 à travers l'Inde afin de mobiliser au maximum dans l'ensemble des campagnes indiennes.

En France, en Europe et un peu partout sur la planète, de nombreux événements de solidarité avec la marche « Jan Satyagraha » auront lieu jusqu'à fin octobre.

QUELQUES EXEMPLES PARMIS D'AUTRES :

- En France, un périple à vélo entre Nancy et Paris aura lieu du 12 au 17 octobre 2012.
- Une marche Le Croisic-Paris se déroulera du 21 septembre au 17 octobre, pour une arrivée sur le parvis du Trocadéro à Paris le 17 octobre, Journée internationale du refus de la misère.
- Des repas solidaires de la marche, « the Meal », auront lieu le 15 septembre en divers lieux de la planète : Afghanistan, Allemagne, Angleterre, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Espagne, France, Guinée, Mali, Mauritanie, Palestine, Suisse, Togo, etc.

Les écologistes du monde entier, et plus spécifiquement Europe Ecologie Les Verts en France, ont pleinement vocation à soutenir la marche « Jan Satyagraha ». Des membres et des élus d'EELV ont d'ores et déjà participé à plusieurs actions et événements d'Ekta Parishad et reçu officiellement Rajagopal tant au Sénat en octobre 2009 qu'au Parlement européen en juin 2010.

EELV soutient le mouvement Ekta Parishad et la marche « Jan Satyagraha » en s'engageant financièrement (au moins symboliquement) et humaine-

ment pour la bonne réussite de ce projet afin de promouvoir :

- La défense et la promotion d'une agriculture paysanne produisant d'abord pour les marchés locaux, avec notamment le développement de circuits courts de commercialisation, la protection des semences paysannes, l'accès à la terre et à l'eau, à l'éducation pour l'ensemble des habitants de notre planète.
- La (re)mise en place de réserves alimentaires physiques et diversifiées (au niveau local et national) pour stabiliser les prix et gérer les risques en cas d'urgence et de catastrophes naturelles.
- L'interdiction de la spéculation sur les aliments, comme les contrats à termes spéculatifs.
- L'arrêt immédiat des cultures industrielles et de la promotion des agrocarburants, réalisées au détriment de la souveraineté alimentaire.
- La fin du phénomène d'accaparement des terres.
- L'arrêt du démantèlement des politiques agricoles telles que la PAC (2014-2020) sur les bases de la souveraineté alimentaire.

C'est pourquoi des éluEs locaux, des parlementaires nationaux, des eurodéputéEs et des membres de la direction d'Europe Ecologie Les Verts s'engagent dès aujourd'hui à participer à des actions de solidarité avec Ekta Parishad lors de la phase finale de la « Jan Satyagraha », tant en Inde qu'en France, afin d'exprimer leur soutien à un mouvement particulièrement en phase avec les combats fondamentaux de l'écologie politique.

LA VICTOIRE DES PAYSANS INDIENS, UN ESPOIR POUR TOUS

*Tribune publiée
sur Médiapart
le 17 octobre 2012 :*

Mercredi 17 octobre, une manifestation a été organisée sur les marches du parvis des droits de l'Homme à Paris dans le cadre de la journée mondiale du refus de la misère, revenant sur la victoire des paysans indiens, qui ont lutté contre l'accaparement de leurs terres par les « grandes firmes ». Karima Delli, eurodéputée EELV, Benjamin Joyeux, responsable de la commission transnationale d'EELV, et Eros Sana, photo-reporter, militant altermondialiste et fondateur de la Zone d'écologie Populaire (ZEP), expliquent pourquoi ils sont allés en Inde les soutenir.

Le jeudi 11 octobre, « la grande marche pour la justice » (Jan Satyagraha), organisée en Inde par le mouvement Ekta Parishad, vient de prendre fin après la signature d'un accord avec le gouvernement fédéral indien. Celui-ci vient d'accepter la majeure partie des demandes du mouvement, et de son leader Rajagopal, pour la mise en place de réformes agraires permettant l'accès à la terre et aux ressources naturelles pour l'ensemble des paysans indiens, plus



particulièrement les plus marginalisés (Dalits, Adivasis et autres « Intouchables »). Cette marche de 350 km avait débuté à Gwalior le 3 octobre dernier et devait rallier Delhi vingt-six jours plus tard.

Les 2, 3 et 4 octobre derniers, nous avons marché à leurs côtés, car leur combat est également le nôtre, un combat pour la dignité, la justice et la sécurité de tous, en particulier des plus démunis.

Mais en quoi cette action lointaine nous regarde, nous Français parmi les peuples « privilégiés » de la planète ? Car malgré la crise qui sévit actuellement, nous vivons encore en Europe dans une relative prospérité, comparé au mode de vie des Indiens les plus pauvres. En effet, l'action d'Ekta Parishad et le discours de son leader, Rajagopal P.V, résonnent bien au delà des frontières indiennes, des bidonvilles de Bombay aux favelas de Rio, des campagnes désertifiées africaines aux villages chinois oubliés par le développement économique, des quartiers populaires français délaissés par les pouvoirs publics, aux friches industrielles dévastées par le chômage un peu partout en Europe. La vision d'Ekta Parishad, s'inscrivant totalement dans les pas du Mahatma Gandhi, est celle d'une critique radicale de notre modèle de développement globalisé et financiarisé, faisant de l'ensemble de la planète et de ses ressources l'objet d'échanges marchands, au détriment d'une majeure partie de l'Humanité mais aux profits faramineux de quelques grandes firmes multinationales et leur oligarchie de dirigeants et actionnaires.

En Inde, comme ailleurs, on assiste à la réquisition de larges pans de terres et des ressources naturelles au nom de l'industrialisation et du développement. L'appropriation des forêts et des minerais chasse les habitants de leurs terres ancestrales et détruit les cultures tribales ainsi que leurs ressources nourricières. L'extraction de minerais épuise

et pollue les sources, ce qui appauvrit l'agriculture et compromet la culture et la survie même des habitants. Les expulsions au profit de projets de grandes infrastructures, comme les grands barrages, provoquent des désastres humanitaires, écologiques et culturels qui augmentent la pauvreté à la fois dans les zones rurales et urbaines. Les populations déplacées vont alors chercher refuge dans des villes déjà surpeuplées, ce qui crée un cercle vicieux. Plus de 165 000 paysans se sont suicidés en Inde depuis 1997 à cause de cette mécanique infernale.

Depuis 1992, Ekta Parishad, à travers la voix de Rajagopal P.V, s'évertue ainsi à dénoncer ce modèle mortifère. En 2007, le mouvement avait déjà mobilisé plus de 25 000 paysans sans terres parmi les plus pauvres pour la « Janadesh » - « le jugement du peuple », une marche qui avait duré vingt-sept jours. Les revendications des marcheurs avaient alors été prises en compte sur le papier par le gouvernement, puis jamais mises en œuvre. Rajagopal a donc du reprendre son bâton de pèlerin et mobiliser, simultanément aux paysans indiens, des militants du monde entier, anonymes comme plus prestigieux, tel Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Dans un pays où environ 230 millions de personnes n'ont pas accès à la terre, Ekta Parishad veille également plus particulièrement au sort des femmes, encore plus discriminées. C'est

pourquoi, par solidarité, nous nous devons, en tant qu'écologistes, et plus particulièrement attachés à la défense d'une écologie populaire, de marcher aux côtés de Rajagopal et d'Ekta Parishad.

Il en va également de notre responsabilité. Car les projets de développement qui pullulent actuellement en Inde, en particulier dans les zones économiques spéciales (ZES), et qui sont responsables du malheur de tous ces paysans, entraînent l'accaparement de terres au profit de projets de développement de grandes firmes indiennes, mais également occidentales, et particulièrement françaises. Un exemple, le géant français du nucléaire Areva, qui à Jaïtapur, dans l'ouest de l'Inde, conduit en ce moment même un projet de construction très controversé de six réacteurs EPR sur une zone sismique. En avril dernier, des manifestants parmi la population locale, dont de nombreux pêcheurs et paysans devant déménager pour laisser la place à la centrale, ont manifesté et se sont fait tirer dessus par la police, faisant un mort. Qu'en sera t'il de la responsabilité d'Areva si, par malheur, une catastrophe nucléaire se produit d'ici quelques années après un séisme, comme à Fukushima? D'autant que l'Inde a déjà connu une des plus grandes catastrophes industrielles de l'histoire, le 3 décembre 1984 à Bhopal, lorsqu'une fuite de gaz létal en provenance d'une usine du géant chimique américain Union Carbide avaient provoqué la mort de dizaines de milliers de

Asie

46

personnes. Les firmes occidentales ne peuvent continuer à se servir de territoires et de populations entières tels des cobayes de laboratoire, et partout sur la Planète, il faut donc que les droits humains et la défense de l'environnement priment enfin sur le droit des affaires.

Enfin, un des grands enseignements de la Jan Satyagraha découle de la fameuse maxime de Gandhi: « *Sois toi-même le*

changement que tu veux voir dans le monde ». C'est pourquoi nous sommes rendus en Inde afin d'exprimer tout notre soutien, car chaque être humain a droit à une alimentation saine et à un environnement viable. Que ce message porté par Ekta Parishad se voit aujourd'hui officiellement reconnu par le gouvernement fédéral indien est une excellente nouvelle et une grande victoire pour tous les

paysans de la planète. Cela vient renforcer l'ensemble des luttes pour l'accès aux ressources à travers le monde.

Rendez-vous le 17 octobre, sur les marches du parvis des droits de l'Homme, au Trocadéro à Paris, pour la journée mondiale du refus de la misère où les marcheurs français en soutien à la Jan Satyagraha seront également présents.

LE BADE-WURTEMBERG APRÈS UN AN DE PRÉSIDENTENCE VERTE



1) L'ÉLECTION RÉGIONALE DU 27 MARS 2011 :

Le 27 mars 2011, les élections régionales du Land (Etat) de Bade-Wurtemberg ont constitué un véritable coup de tonnerre dans la vie politique allemande.

En effet, dans ce Land profondément conservateur, fleuron de l'industrie automobile, où la CDU/CSU aujourd'hui dirigée par Angela Merkel était au pouvoir depuis 58 ans, c'est-à-dire depuis 1953, date de la création même

de l'Etat du Bade Wurtemberg, une coalition rouge-verte prenait pour la première fois le pouvoir ! Et dans le cadre de cette coalition, pour la première fois, le parti des Verts (Bündnis90-Die Grünen) arrivait devant le parti social-démocrate SPD, l'un des deux partis historiques, avec la CDU, qui gouvernent le pays à tour de rôle ou dans le cadre d'une « grande coalition » depuis la deuxième guerre mondiale ! En conséquence, et pour la première fois de l'histoire politique allemande, c'est un Vert, Winfried Kretschmann, qui devenait le ministre-président d'un Land !

Il faut certes relativiser : dans son fief du Bade –Wurtemberg, la CDU-CSU était tout de même arrivée largement en tête lors de ce scrutin, en obtenant 39,0 % des voix (1 943 912 voix) et 60 sièges au Parlement régional (qui en compte 138). Mais elle perdait 5,15 % des voix et 9 sièges par rapport aux précédentes élections de 2006., dans le cadre d'une année électorale calamiteuse pour les conservateurs, en très net recul avec leurs alliés libéraux dans toutes les élections régionales et municipales de 2011, au point de mettre en péril le gouvernement fédéral d'Angela Merkel.

Les Verts sont arrivés en 2ème position, obtenant 24,21 % des voix (1 206 182 voix) et 36 sièges faisant plus que doubler leur déjà bon score de 2006 (10,69 %). Ils étaient à l'époque dans leur position habituelle de 3ème ou 4ème force politique du pays, ils devenaient soudain la 2ème, et s'invitaient dans la « cour des grands » en battant de peu le SPD, lequel a obtenu 23,13 % (1 152 594 voix), soit un léger recul de 2,02% et de 3 sièges par rapport à 2006.

Pour compléter le résultat de cette élection régionale historique, précisons que le Parti libéral-démocrate (FDP), parte-

Europe

48

naire de la CDU –CSU au gouvernement fédéral depuis les élections fédérales de septembre 2009 où il avait obtenu un bon résultat (14 %), s'est effondré au Bade-Wurtemberg, n'obtenant que de justesse le seuil d'éligibilité de 5 % avec 5,27 % des voix et 7 sièges, soit moins de la moitié de son résultat de 2006 (10,65 % et 15 sièges). Le parti de gauche radicale « Die Linke », marginal dans ce Land conservateur, n'a obtenu que 2,80 % (contre 3,07 % en 2006) et aucun siège. Quant au nouveau et fantasque parti des Pirates, il était absent lors de cette élection, n'ayant pas encore commencé ses incursions aux élections régionales comme il devait commencer à le faire à Berlin, six mois plus tard, avec un succès aussi grand qu'imprévisible.

2) L'ÉLECTION DU MAIRE DE STUTTGART, LE 21 OCTOBRE 2012 :

Un an et demi après, c'est un second coup de tonnerre qui a retenti dans le ciel politique du Bade-Wurtemberg : pour la première fois, un Vert, Fritz Kuhn, est devenu le maire d'une capitale de Land allemand, en battant le candidat soutenu par la CDU, la formation conservatrice qui détenait cette mairie depuis 38 ans (depuis 1974) ! Les maires CDU précédents ont été Manfred Rommel (le fils du maréchal) de 1974 à 1996 et Wolfgang Schuster, élu en 1996 et réélu en 2004.. Les Verts détiennent

dorénavant les deux postes politiques les plus importants du Bade-Wurtemberg !

Au premier tour, le 7 octobre 2012, Fritz Kuhn, candidat des Verts est arrivé en tête en remportant 36,5 % des voix, devançant le candidat conservateur soutenu par la CDU, Sebastian Turner (34,5 %), la candidate des sociaux-démocrates du SPD, Bettina Wilhelm (15,1 %), l'adversaire du projet de la gare souterraine « S 21 », Hannes Rockenbauch (10,4 %), et quelques petits candidats situés en dessous de 1 %. Fritz Kuhn apparaissait déjà en ballottage favorable, la candidate du SPD s'étant désistée en sa faveur, et il a effectivement été élu au second tour le 21 octobre, en obtenant 52,9 % des voix face à Sebastian Turner (45,3 %).

Cette élection historique ne doit pourtant rien au hasard : lors de l'élection du conseil municipal, en 2009, les Verts avaient déjà obtenu le groupe le plus important avec 25,3 % des voix et 16 sièges, supplantant ainsi la CDU (24,2 % et 15 sièges), le SPD (17,0 % et 10 sièges), les libéraux (10,9 % et 7 sièges) et les sans-étiquette (10,3 % et 6 sièges). Stuttgart était donc déjà la seule capitale d'un Land allemand où les Verts possédaient le groupe le plus important du conseil municipal. De surcroît, leur implantation et leur popularité dans la capitale du Bade-Wurtemberg, sont déjà anciennes : n'oublions pas qu'en 1996, le candidat Vert à la mairie, Rezzo Schlauch, un député

et avocat alors âgé de 49 ans, avait obtenu 39,3 % des voix au premier tour et n'avait dû sa défaite au second tour, face au candidat de la CDU, qu'au maintien du candidat du SPD. En outre, la personnalité même de Fritz Kuhn, un linguiste de 57 ans, marié et père de deux enfants, membre tout comme Winfried Kretschmann du courant « réaliste » des Verts allemands apparaissait à la fois crédible et rassurante : Fritz Kuhn avait été, dans sa jeunesse, avec Winfried Kretschmann, l'un des fondateurs des Verts du Bade-Wurtemberg, il avait été leur président au Conseil régional de 1984 à 1988 puis de 1992 à 2000, avant de devenir co-président des Verts au niveau national (avec Renate Künast puis Claudia Roth) de 2000 à 2002, puis député fédéral au Bundestag en 2002 (où il a été réélu en 2005 et 2009 et où il était co-président du groupe des Verts). Son programme prônait notamment un concept de transport intégré combinant le développement du vélo, des transports collectifs, du covoiturage et la limitation du trafic automobile, notamment par l'élargissement du stationnement payant à tous les quartiers de la ville. Sa campagne a bien sûr bénéficié de l'image et du soutien de Winfried Kretsch et a bien sûr un impact national, affaiblissant plus encore la CDU d'Angela Merkel et gonflant les voiles des Verts et d'une possible alliance « verte-rouge » en cas de succès aux élections fédérales de septembre 2013.

3) UN ÉTAT DE PLUS EN PLUS VERT :

Avec ces deux élections historiques, qui viennent couronner l'élection de maires Verts dans des villes aussi importantes que Fribourg (où Dieter Salomon est maire depuis 2002) ou Tübingen (où Boris Palmer est maire depuis 2006), les Verts du Bade-Wurtemberg démontrent qu'une fois en position de gestion, ils peuvent mettre en oeuvre leurs idées, démontrer leurs compétences et l'intérêt de leurs politiques publiques, sans devenir impopulaires et en progressant au niveau électoral. Le beurre et l'argent du beurre en quelque sorte... Leur recette ? Aussi bien Winfried Kretschmann, que Fritz Kühn, Dieter Salomon, Boris Palmer (ou Rezzo Schlauch en son temps) ainsi que la majorité des Verts du Bade-Wurtemberg appartiennent au courant « réalo » des Verts allemands (par opposition aux « fundis », bien résolu à ne pas opposer l'économie et l'environnement, mais au contraire à les réconcilier tout en favorisant l'emploi par la promotion des nouvelles technologies de l'environnement. Leur profil pragmatique se veut suffisamment rassurant pour amener à voter vert des électeurs centristes ou conservateurs, dans le contexte d'une société majoritairement aisée et conservatrice mais qui est attachée à son cadre de vie et sensibilisée aux dangers qui le menacent du fait du caractère très industriel du Bade-Wurtemberg. Ils proposent une écologie qui réconcilie et qui rassure, qui

permet de ne plus effrayer les citoyens modérés jadis rebutés par le côté fougueux et iconoclaste des Grünen des années 1980. Ce pragmatisme leur permet de ne pas exclure des alliances avec les conservateurs s'ils le jugeaient utile, aussi bien que de gouverner avec les sociaux-démocrates du SPD, dans le cadre d'une alliance où ils sont désormais majoritaires, ce qui offre un modèle novateur que toute l'Allemagne observe avec intérêt en vue des élections fédérales de septembre 2013.

4) LE BADE-WURTEMBERG :

Situons brièvement le cadre de ce succès des Verts et de ces événements majeurs de la vie politique allemande : l'Etat du Bade Wurtemberg. Il a été créé en 1953 par la réunion de 3 Länder, le Bade, le Wurtemberg-Bade et le Wurtemberg-Hohenzollern. Sans être un Etat Nation, il est plus puissant que la plupart d'entre eux.

Géographiquement, il constitue le coin sud-ouest de l'Allemagne, appuyé sur l'Alsace à l'Ouest et la Suisse au Sud, mitoyen de la Bavière à l'Est, de la Hesse au Nord et de la Rhénanie-Palatinat au Nord-Est. De par cette position, il se situe au cœur de l'Europe, au croisement des routes Copenhague-Rome, Paris Vienne ou Lisbonne-Moscou. Plus grande que la Belgique (35 751 Km²), plus peuplée que le Danemark (10 758 000 habitants), c'est une région de mon-

tagne (la Montagne Noire), de fleuves (notamment le Rhin et le Neckar), de lacs (notamment le lac de Constance), de vallées, de bois, de prairies et de marécages, avec des stations thermales, un biotope diversifié, qui compte 2000 réserves naturelles, et où il fait bon vivre.

La capitale régionale est Stuttgart (591 000 habitants), les autres villes importantes sont Mannheim (307 000 habitants), Karlsruhe (283 000), Fribourg-en-Brigau (215 000), Heidelberg (143 000), Heilbronn (121 000), Ulm (120 000). Parmi les villes de quelque renommée, compte encore Ludwigsbourg (87 000 habitants), Tübingen (83 000), Constance (81 000), Offenbach (58 000) ou Baden-Baden (54 000).

Mais s'il fait bon y vivre, c'est aussi parce que le Bade-Wurtemberg est réputé pour ses performances économiques, qui en font l'un des 3 principaux Etats allemands, l'une des plus riches régions d'Europe, et qui assurent un bien-être social privilégié. Le PIB est de 361,7 milliards d'Euros (3ème Land d'Allemagne) et le PIB/habitant de 33 600 Euros/habitant (5ème Land d'Allemagne), alors qu'en Allemagne le PIB/habitant moyen est de 27 300 Euros et dans l'Union Européenne de 23 600 Euros. La criminalité y est faible, le taux de chômage n'y est que de 3,9 % (le plus bas des 16 Länder allemands, avec celui de la Bavière), le pouvoir d'achat et la croissance y sont plus forts que la moyenne allemande, et le

Europe

50

Bade-Wurtemberg, dépourvu de matières premières, et qui ne représente que 0,2 % de la population mondiale, représente pourtant 2 % des exportations mondiales.

C'est que le Bade-Wurtemberg est un bastion de l'industrie allemande, et d'abord de l'industrie automobile qui fournit un emploi sur six (Mercedes, Daimler-Benz,, Porsche, Audi...), mais aussi une terre de petites et moyennes entreprises qui emploient les 2/3 des 5,5 millions d'employés, et produisent 50 % du PNB. L'activité économique est concentrée à 80 % sur 12 pôles qui ne représentent que 20 % du territoire, le reste étant dévolu à l'agriculture et aux espaces naturels. La conscience environnementale est élevée, et les technologies de l'environnement (eau, air, chimie, gestion des déchets) constituent l'un des principaux secteurs économiques, de même que l'aérospatiale, les « TIME » (technologies de l'information, des médias, de l'électronique et de l'électrotechnique), ainsi que la santé et les services. Mais surtout, ce qui fait la réputation du Bade-Wurtemberg, c'est une bonne formation, une population qualifiée (un employé sur 20 est ingénieur), des centres de recherche, des instituts scientifiques et des universités nombreux et réputés qui fournissent une grande capacité d'innovation. Cette capacité d'innovation constitue une fierté et une marque identitaire pour une population majoritairement aisée et conservatrice, mais qui ne dé-

daigne pas les innovations, y compris en politique...

5) LES RAISONS DU SUCCES DES VERTS AU BADE-WURTEMBERG :

Plusieurs facteurs ont convergé pour permettre aux Verts d'emporter pour la première fois la présidence d'une région, puis la mairie de sa capitale.

1) L'impopularité du gouvernement conservateur libéral.

Toutes les élections régionales de 2011 ont vu un recul des forces gouvernementales au profit du SPD, des Verts, de Die Linke ici ou là, et en fin d'année, du parti des Pirates. En mars, les Verts sont passés de 5 % à 15 % en Rhénanie-Palatinat, en mai, dans la ville-Etat de Brême, ils sont passés de 16,5 % à 22,5 %, un résultat d'autant plus remarquable que pour la première fois, les Verts arrivaient devant la CDU lors d'un scrutin régional. En septembre, dans la ville-Etat de Berlin, les Verts emmenés par l'ancienne ministre de l'agriculture, Renate Künast, ont encore obtenu 17,6 %, (contre 13,1 % en 2006), malgré la concurrence nouvelle du parti des Pirates qui entraient au Parlement régional en remportant 8,9 %. Il n'y a guère que dans la ville-Etat de Hambourg, où les Verts s'étaient alliés depuis 2008 avec la CDU avant de provoquer une élection anticipée, qu'ils sont restés stables à 11,2 %.

Au niveau municipal, dans le Land de Hesse, toujours en 2011, le fait de gouverner Francfort (680 000 habitants) avec la CDU depuis des années n'a pas empêché les Verts de progresser de 10,5 %, jusqu'à 25,5 %, ce qui les a placés devant les socialistes. Mieux, à Darmstadt (150 000 habitants), en mars, les Verts sont arrivés en tête avec 32,9 % des voix au premier tour et Jochen Partsch est devenu le premier maire Vert de cette ville qui n'avait été gouvernée depuis la guerre que par les sociaux-démocrates. De façon générale, depuis le début de 2010 jusqu'à l'élection berlinoise de septembre 2011, un emballement médiatique s'est produit, les sondages montrant une envolée des Verts, qui ont culminé auprès la catastrophe de Fukushima à 28 % de popularité, à 2 points de la CDU et devant les sociaux-démocrates ! D'une formation de 2ème division habituée à être le 3ème, 4ème, voire 5ème force politique du pays selon les scrutins, les Verts passaient subitement en première division, et le fait qu'un ou une Vert(e) puisse devenir Chancelier(e) au lendemain des législatives de septembre 2013 ne paraissait plus exclu ! Il apparaissait toutefois que ces résultats, qui attribuaient aux Verts de nouvelles sympathies venant pour un gros tiers d'électeurs du SPD, d'un petit tiers d'électeurs conservateurs ou libéraux, et pour un tiers d'électeurs d'extrême gauche et d'absentéistes, correspondaient mal à la base réelle des Verts, plus resserrée, surtout présente

dans les grandes villes et les classes moyennes, même si les Verts sont reconnus pour leurs bons bilans et leur cohérence politique. Depuis, un retour sur terre s'est opéré, les résultats des Verts lors des trois élections régionales de 2012 étant dans leurs normes habituelles

- 5,03 % et 2 sièges en mars en Sarre, les Verts étant devancés par le parti des Pirates qui entre au Parlement en obtenant 7,40 % et 4 sièges (à noter qu'en Sarre, en 2009, les Verts s'étaient alliés, pour la première fois en Allemagne, avec les conservateurs de la CDU et les libéraux du FDP pour former une coalition « jamaïcaine » (les 3 couleurs du drapeau jamaïcain étant le Vert, le noir de la CDU et le jaune du FDP)

- 13,2 % et 10 sièges en mai au Schleswig –Holstein (où le parti Pirate entre au Parlement en obtenant 8,2 % et 6 sièges)

- 11,3 % en mai en Rhénanie-du Nord-Westphalie (où le parti Pirate entre au Parlement en obtenant 6,3 %)

2) Le combat contre le projet de gare ferroviaire souterraine à Stuttgart :

Ce projet est appelé « Stuttgart 21 ou « S 21 » car il prévoyait une ouverture de la gare en 2021. Les Verts ont acquis beaucoup de sympathie en participant au mouvement de protestation citoyen massif contre ce projet de gare ferroviaire souterraine destinée à remplacer la vieille gare en cul de sac pour offrir une continuation sur Ulm, située sur l'axe ferroviaire Paris-

Strasbourg-Munich-Vienne-Budapest, au prix d'un budget faramineux (4,5 milliards d'Euros) et de destructions environnementales (arrachage de 300 arbres à Stuttgart, percement de 26 tunnels). Ce projet remontait aux années 1990 avec comme maître d'oeuvre la Deutsche Bahn, qui devait le co-financer avec l'Europe, la République fédérale, l'Etat-région du Bade-Wurtemberg (à hauteur de 930 millions d'Euros) et la ville de Stuttgart. Ce projet était soutenu et même imposé par la CDU, avec la chancelière Angela Merkel en première ligne, le ministre-président local Stefan Mappus et le maire de Stuttgart Wolfgang Schuster, mais aussi par le SPD local et son leader Nils Schmid. Les opposants et les Verts emmenés par leur leader au Parlement régional, Winfried Kretschmann, dénonçaient un projet « pharaonique » et coûteux en temps de crise économique, sans respect pour l'environnement, imposé « d'en haut » et sans concertation par une classe politique méprisante et arrogante. Ils demandaient un référendum pour ou contre le retrait du co-financement de ce projet par l'Etat du Bade-Wurtemberg et proposaient plutôt de rénover l'ancienne gare en en faisant le centre d'un réseau de transports multimodal (train, bus, tram, vélo, voiture) respectueux de l'environnement. Transposé en France, cela donnerait un mélange de combat contre le nucléaire et l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, avec des contre-propositions alternatives. Pendant un an, les opposants

ont tenu un stand au centre-ville, organisé des manifestations pacifiques hebdomadaires regroupant des milliers, parfois des dizaines de milliers de personnes, jusqu'au 30 septembre 2010 ou sur l'ordre du ministre-président Mappus, la police a utilisé lances à eau, matraques et gaz lacrymogènes, entraînant une centaine de blessés et la quasi-cécité d'un manifestant. La rupture était consommée. Parvenus au pouvoir, Winfried Kretschmann et les Verts ont effectivement organisé le référendum promis le 27 novembre 2011, à l'issue d'une campagne active des deux camps. Les partisans du projet « Stuttgart 21 » et de son cofinancement par l'Etat l'ont largement emporté, à la fois dans le Land (à 58,8 %, avec un taux de participation de 48,3 %) et à Stuttgart. Face à ce revers, Winfried Kretschmann et les Verts ont accepté ce vote et salué « ce beau jour pour la démocratie ».

3) La catastrophe de Fukushima :

La catastrophe nucléaire de Fukushima provoquée par le séisme du 11 mars 2011 a réveillé toutes les craintes du peuple allemand par rapport aux multiples risques du nucléaire. Les Verts ont bien sûr profité de leur positionnement constant depuis des décennies sur ce sujet crucial qui leur vaut respect et crédibilité, surtout dans un Bade-Wurtemberg sensibilisé par la présence de 3 centrales sur son territoire, celles de Philippsburg et de Neckarwestheim,

Europe

52

toujours en activité, et celle d'Obrigheim (fermée en 2005). Cela a été un facteur déterminant du vote, même si les électeurs n'étaient pas forcément d'accord sur l'ensemble programme des Verts. Toutefois, si l'effet circonstanciel de la catastrophe de Fukushima a été important lors de l'élection régionale de 2011, il n'a plus joué qu'un rôle d'arrière plan lors de l'élection de Fritz Kühn à la mairie de Stuttgart, un an et demi plus tard, ce qui démontre que cet effet ne doit pas être surestimé dans la progression du vote vert au Bade Wurtemberg.

Rappelons que la coalition rouge-verte conduite par Gerhard Schröder et Joschka Fischer au pouvoir en Allemagne de 1998 à 2005 avait décidé en 2000 une sortie du nucléaire, c'est-à-dire la fermeture progressive des 12 centrales nucléaires et des 17 réacteurs que compte le pays d'ici 2022. Fin 2010, Angela Merkel avait décidé de prolonger la durée de vie des centrales en moyenne jusqu'en 2035. L'effet de la catastrophe de Fukushima a été si désastreux qu'elle a rapidement fait volte face et a annoncé en mai la fermeture définitive des 8 centrales les plus anciennes, et une fermeture progressive des autres d'ici 2022. De plus elle a fixé des caps ambitieux pour une diminution des gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2020 et de 50 % d'ici 2050 (l'année de référence étant 1990), alors que l'UE se limite à 20 % d'ici 2020. Elle a annoncé vouloir réduire la consommation d'énergie primaire de 20 % d'ici 2020 et de

50 % d'ici 2050 (2008 étant l'année de référence) et vouloir produire avec les énergies renouvelables plus de 50 % de la consommation d'énergie primaire et 35 % de la consommation d'électricité dès 2020. Elle a encore annoncé vouloir réduire la consommation de chaleur dans les bâtiments de 20 % d'ici 2020. Ce brusque « verdissement » de sa politique montre bien l'importance dans l'opinion publique allemande de la catastrophe de Fukushima, qui a même amené Merkel, confrontée à l'affaiblissement de son allié libéral, à envisager en 2011 une coalition CDU-Verts à l'issue des législatives de septembre 2013. Rappelons qu'à l'heure actuelle le nucléaire représente 23 % de la production d'électricité en Allemagne, le thermique (charbon, lignite, gaz) 59 % et les énergies renouvelables 18 %, dont 10 % pour le solaire et 6,5 % pour les éoliennes.

4) La bonne implantation des Verts au Bade-Wurtemberg :

Le Bade-Wurtemberg est avec la Hesse de Joschka Fischer et Daniel Cohn-Bendit l'un des berceaux des Verts allemands, l'un des Länder où ils sont le plus anciennement implantés ; alors jeunes, Winfried Kretschmann (62 ans aujourd'hui) et Fritz Kuhn (57 ans aujourd'hui) ont été parmi les créateurs des Verts du Bade-Wurtemberg à la fin des années 1970.

De par le profil de l'électorat, plutôt aisé, conservateur mais ouvert aux innovations, les Verts

du Bade-Wurtemberg ont toujours eu des scores plus élevés que leur moyenne nationale, et ce d'autant plus qu'ils constituent au sein des Verts allemands, un bastion des « réalos » qui entendent bien mettre en oeuvre leurs idées en attirant à eux des électeurs du centre, voire conservateurs, rassurés par leur côté pragmatique, sans exclure de travailler avec la CDU si cela leur paraît utile. Ils sont en symbiose avec l'air du Land, et ont su en profiter pour bénéficier aujourd'hui d'une implantation remarquable :

A FRIBOURG :

Depuis 2002, le maire de Fribourg en Breisgau (215 000 habitants) est un Vert, Dieter Salomon, qui a rendu sa ville célèbre dans le monde entier comme modèle de gestion verte et soutenable d'une cité. Fribourg, surnommée « the Green city » est aujourd'hui une sorte de Mecque pour les écologistes mais aussi pour des administrateurs et des entrepreneurs du monde entier qui viennent s'inspirer de ce modèle tant en ce qui concerne les transports que les économies d'énergie, le développement des énergies renouvelables ou la création de quartiers modèles auto-producteurs d'énergie comme le quartier Vauban ou le quartier de Rieselfeld, largement auto-gérés. En 2012 la ville, régulièrement primée pour la réduction de ses émissions de CO₂, a même dépassé ses objectifs, pourtant jugés irréalistes par beaucoup, de réduire de 40

% ses émissions de CO2 d'ici 2030 (année de référence 1992) : en effet, elle a déjà réduit ces émissions de 18,5 % et pourrait parvenir à 40 % dès 2020. A Fribourg la circulation automobile ne représente plus qu'un tiers du trafic, celle à vélo, développée grâce à l'aménagement de 400 kilomètres de pistes cyclables, un autre tiers, et les transports commun (bus, tramway, train), largement développés eux aussi, le dernier tiers. Isolation des bâtiments (développement du triple vitrage), développement de bâtiments économes en énergie (où le chauffage ne doit pas excéder 65 KWh par m2 et par an), de bâtiments « passifs » (qui produisent grâce à des panneaux photovoltaïques et à des capteurs solaires autant d'électricité qu'ils en produisent) et de bâtiments « positifs » (qui produisent plus d'électricité qu'ils n'en consomment), usage d'ampoules à basse consommation pour l'éclairage public, c'est tout un mix de mesures qui est utilisé pour rendre la ville plus économe en énergie. De surcroît, Fribourg est devenu une pépinière d'entreprises spécialisées dans le développement durable, qui emploient 10 % de la population. Dieter Salomon a la réputation d'un « réalo » voire pour ses détracteurs de gauche ou « fundis » d'un adepte du néo-libéralisme depuis qu'il a privatisé en 2006 une partie du parc immobilier, notamment des logements sociaux, pour réduire la dette de la ville. Pour autant, la gestion de Dieter Salomon, qui avait été élu en 2002, à l'âge de 41 ans, avec 65 % des voix au

second tour mais qui a été réélu dès le premier tour avec 50,5 % des voix en 2010 avec l'assentiment de la CDU qui n'avait pas présenté de candidat, démontre que l'arrivée des Verts au pouvoir ne constitue plus aux yeux des électeurs la fin de la civilisation occidentale, mais un point de départ pour un avenir plus sain. Au point que selon un sondage récent près d'un Allemand sur deux voudrait vivre à Fribourg si sa situation professionnelle et privée le lui permettait.

A TÜBINGEN :

Dans cette ville de 83 000 habitants dont 23 000 étudiants et chercheurs, le maire est aussi un Vert, c'est le jeune Boris Palmer (né en 1972), parfois surnommé « le nouveau Joschka Fischer », « la star montante des Verts » ou le « chouchou des Verts ». Après avoir été député au Parlement régional dès 2001, il a été élu maire le 22 octobre 2006, en obtenant 50,4 % dès le premier tour. Allure d'éternel étudiant, il a quitté la limousine de fonction pour un véhicule hybride, roule plutôt à vélo ou en transports en commun et emprunte à Tübingen les mêmes recettes que Dieter Salomon à Fribourg, dans le cadre d'une « initiative pour la protection du climat ». Boris Palmer a été l'un des plus farouches opposants au projet de gare « Stuttgart 21 » Il a des préoccupations sociales, veut ouvrir des crèches mais tout en assurant un équilibre budgétaire. Si Dieter Salomon est critiqué à l'extrême

gauche pour un côté « réalo » qui le fait s'accomoder de l'économie de marché, Boris Palmer, lui, plus fonceur, n'ayant pas sa langue dans sa poche, leur apparaît pour sa part comme un « ultra-réalo », comme quand il déclare « c'est vrai que nos résultats ne sont pas possibles sans le soutien de la bourgeoisie et des classes moyennes. Mais pour moi, le mot « bourgeois » est synonyme de citoyen, il n'a rien de péjoratif ». Ce pragmatisme est un trait commun aux Verts du Bade-Wurtemberg qui, selon Daniel Cohn-Bendit, ferait passer Winfried Kretschmann pour un « méchant de droite » aux yeux des Verts français.

A CONSTANCE :

De 1996 à 2012, le maire de la ville ((81000 habitants) a été un Vert, Horst Frank, apprécié pour sa gestion, le développement des transports en commun, les économies d'énergie, mais qui, à 63 ans, a préféré partir « cultiver son jardin » en famille. Un de ses faits marquants a été la mise à bas du grillage séparant Constance de sa voisine suisse, Kreuzlingen, la frontière n'étant plus indiquée que par des panneaux et une ligne au sol.

A STUTTGART :

Nous avons vu plus haut qu'après avoir obtenu en 2009 le groupe le plus important du Conseil municipal, les Verts ont remporté la mairie de la capitale

Europe

54

régionale avec Fritz Kuhn en octobre 2012. Nous avons vu aussi qu'ils auraient pu remporter cette mairie dès 1996, leur candidat, d'alors Rezzo Schlauch ayant obtenu 39,3 % au premier tour et n'ayant été battu au second tour par le candidat de la CDU, Wolfgang Schuster, qu'à cause du maintien du candidat du SPD. Rezzo Schlauch avait à l'époque une formule qui explique parfaitement l'approche pragmatique, toujours d'actualité, des Verts du Bade-Wurtemberg : « Stuttgart est la ville de la voiture, le siège de Daimler-Benz, et n'était pas un terrain facile pour les Verts à priori. On aurait pu imaginer qu'un candidat Vert fasse campagne pour une ville sans auto. Moi, j'ai préféré militer pour une voiture qui consomme 3 litres aux 100, bonne pour l'environnement et pour l'emploi ». Il ajoutait que cette approche constructive et modérée lui avait permis de récolter 120 000 marks (408 000 francs de l'époque) de dons d'entrepreneurs. On était loin, déjà, de l'image du Vert « au couteau entre les dents »

PETITES COMMUNES :

Les Verts du Bade Wurtemberg ont de surcroît 4 maires dans de plus petites villes.

5) La personnalité et la popularité de Winfried Kretschmann :

Nous aurions pu commencer par là, tant, de l'aveu même des Verts du Bade-Wurtemberg, et

comme il ressort de l'ensemble des articles qui lui sont consacrés, la personnalité même de Winfried Kretschmann a joué un rôle primordial dans le succès des Verts du Bade Wurtemberg. Sa popularité est telle qu'à la plus grande surprise des Verts locaux, après une année de gouvernement, un délai généralement suffisant pour mettre fin à tous les états de grâce et pour générer toutes les déceptions (surtout après le référendum perdu sur « S21 » et l'annonce de coupes budgétaires), les Verts obtiennent désormais dans les sondages 28,5 % d'intentions de vote « si les élections avaient lieu demain » alors qu'ils n'avaient recueilli « que » 24,2 % en mars 2011 ! Autre démonstration de cette popularité inaltérée : un an et demi après les régionales, le Vert Fritz Kuhn a pu remporter la mairie de la capitale, Stuttgart, avec le soutien de Winfried Kretschmann qui été le le premier sur la photo pour le féliciter.

Grand, le visage carré mais empreint de bonhomie couronné d'un casque de cheveux blancs en brosse, Winfried Kretschmann, 62 ans, est marié et père de 3 enfants. Ce professeur de sciences naturelles, de physique et de chimie est un écologiste de la première heure (il a été élu au Parlement régional dès 1980 avec 5 autres Verts) qui n'a jamais varié. Il apparaît comme atypique même en Allemagne, car tout en étant un Vert, antinucléaire de toujours et opposant virulent à « Stuttgart 21 » il est un militant catholique li-

béral (il est pour le mariage des prêtres et le droit au sacerdoce des femmes), membre du comité central des catholiques allemands, qui base toute son action sur l'éthique. Volontiers casanier, estimant qu'il n'y a pas de meilleur endroit pour vivre que le Bade-Wurtemberg, il n'a jamais occupé de rôle national de premier plan, militant patiemment au Bade-Wurtemberg où il a été président de la Commission des Transports et de l'environnement de l'Assemblée régionale de 1996 à 2001, puis vice-président et président du groupe Vert en juin 2002 (en remplacement de Dieter Salomon quand celui-ci fut élu à la mairie de Fribourg). Chef de file pour les régionales de 2006 au cours desquelles les Verts ont obtenu 11,7 %, (contre 7,6 % en 2001) et 17 députés (contre 10 en 2001), il l'a encore été en 2011 ce qui lui a valu de devenir le premier ministre-président Vert de l'histoire.

C'est un homme responsable, à la fois intellectuel et homme de terrain, conciliant, ouvert et pragmatique, un rien austère, qui bénéficie d'une bonne image chez lui, où l'opinion l'apprécie comme authentique, sincère, avec un style non conventionnel, à l'écoute des attentes des citoyens, mais aussi à l'international où ses fonctions de ministre-président l'amènent à rencontrer régulièrement ministres et chefs d'Etats (le 22 septembre 2012 il accueillait à Ludwigsbourg Angela Merkel et François Hollande pour le 50ème anniversaire du discours du général de Gaulle sur l'amitié franco-allemande).

En fait, « Kretsch » comme on l'appelle familièrement est une véritable star au Bade Wurtemberg et de loin l'homme politique le plus populaire. Son sens de la mesure lui permet d'élargir l'électorat des Verts en obtenant la confiance de bon nombre d'électeurs de la CDU, du SPD, des libéraux et des classes moyennes. Quelques citations permettent de mieux le cerner : « En tant que jeune vert, je pensais évidemment que je devais sauver le monde. Mais je ne peux pas ! Ce n'est pas l'affaire d'un individu. Si le monde est menacé, seul Dieu peut le sauver. La seule chose que nous pouvons faire c'est nous engager. Ma foi me libère de cette pression : sauver le monde ! Elle me libère de l'angoisse d'échouer. L'échec en politique est une éventualité à laquelle il faut toujours se préparer. »

« Jamais je n'avais pensé depuis les rangs de l'opposition qu'il était si difficile de faire bouger les choses »

« Il n'y a pas de décision politique sans conflit, c'est pourquoi nous prôtons la politique de l'écoute. Nous voulons que les projets importants soient débattus avec les citoyens »

« Mon pragmatisme a un fondement éthique. L'éthique est notre boussole. L'Etat n'a pas à intervenir dans la façon dont les gens souhaitent mener leur vie, notamment en matière de mœurs ou en matière familiale »

« Sous la dictature nazie, les Allemands ont perpétré les crimes les plus atroces, justement parce que les fondements éthiques avaient été jetés par

dessus bord. Nous devons intégrer cette leçon. Ce fut un choc de constater cette réalité : quelques années peuvent suffire à oublier nos valeurs les plus précieuses »

« la pensée verte est liée, dans un sens religieux, à l'idée de préserver la Création. C'est de fait une pensée conservatrice : nous voulons sauver la planète qui nous a été confiée. Je ne suis pas conservateur au sens politique du terme. En revanche, j'adhère à des valeurs que j'estime conservatrices, comme le développement durable, qui visent à la préservation de la nature »

6) L'ACTION POLITIQUE DE WINFRIED KRETSCHMANN ET DE SON GOUVERNEMENT :

Suite aux résultats du 26 mars 2011, les Verts et le SPD ont négocié un accord de gouvernement dont les caps essentiels sont la durabilité, la conversion écologique de l'économie, l'efficacité de l'énergie et des ressources, l'environnement et l'écocompatibilité, ainsi que la nécessité de l'équilibre budgétaire. Le thème central de la campagne des Verts avait été l'arrêt du nucléaire et la promotion des « énergies renouvelables. Winfried Kretschmann a été élu ministre-président par 73 voix sur 138 au Parlement régional (alors que Verts et SPD ne cumulaient que 71 voix), et le gouvernement a été mis en place le 12 mai 2012. Outre Winfried Kretschmann, le gouvernement comprend 6 ministres Verts

et 7 du SPD, mais avec les 2 secrétaires d'Etat, les Verts sont 8 et le SPD 7 à la table du Conseil des ministres. Le nouveau gouvernement a nommé les 6 représentants (3 Verts et 3 SPD) du Land au Bundesrat (la Chambre haute du Parlement allemand où siègent les représentants des Länder et où l'opposition est majoritaire).

Rappelons qu'au Parlement régional, les Verts qui ont obtenu 24,21 % des voix, disposent de 36 sièges (+ 19 par rapport à 2006), le SPD (23,13 % des voix) de 35 sièges (-3), la CDU (39,00 % des voix) de 60 sièges (-9), et le Parti libéral-démocrate (FDP) (5,27 % des voix) de 7 sièges (- 8).

Winfried Kretschmann, en tant que ministre président, a la charge de fixer les grandes orientations du gouvernement et de représenter le Land et ses intérêts à l'étranger. Il participe régulièrement à Berlin à la conférence des ministres présidents. Depuis le 12 octobre 2012 il est même devenu le président du Bundesrat, la Chambre Haute du Parlement allemand, composée des représentants des Länder, et est devenu ainsi le 2ème personnage de l'Etat fédéral pour représenter l'Allemagne au niveau protocolaire. La présidence du Bundesrat est en effet tournaute et elle revenait cette fois au Bade-Wurtemberg.

Les ministres Verts sont : Silke Krebs (ministre sans portefeuille), Theresia Bauer (Ministre de la Science, de la recherche

Europe

56

et de la culture), Winfried Hermann (ministre des transports) Franz Untersteller (ministre de l'environnement, du climat et de l'énergie) et Alexander Bonde (milieu rural et protection des consommateurs). Les secrétaires d'Etat Vertes sont : Gisela Splett (transports) et Gisela Erler (société civile et participation citoyenne).

Le SPD détient les ministères de l'économie et des finances (Nils Schmid), de l'Intérieur (Reinhold Gall), de la Justice (Rainer Stichelberger), de l'Education, de la Jeunesse et des sports (Gabriele Warminski-Leitheusser), du travail des affaires sociales, de la famille, des femmes et des personnes âgées (Katrin Alpeter), de l'intégration (Bilkay Öney) des affaires fédérales, européennes et internationales (Peter Friedrich).

Le SPD a évidemment le plus grand mal à accepter sa position nouvelle de partenaire « junior » de la coalition gouvernementale. De fait, Winfried Kretschmann gère une coalition où le SPD pèse presque autant que les Verts et cette situation engendre nécessairement de nombreux compromis. Présente à la cérémonie d'investiture, Claudia Roth, co-présidente des Verts allemands, confiait : « il faut mettre en garde contre les attentes excessives... même un Vert, même un ministre-président aussi bon que Kretschmann, ne peuvent changer le Bade-Wurtemberg en un autre Land, d'un jour à l'autre ».

La tâche n'est pas aisée car le monde de l'industrie et du commerce, même s'il ne voit pas Winfried Kretschmann comme « un Vert avec le couteau entre les dents », se méfie des incidences défavorables à ses intérêts que pourraient générer les nouvelles politiques publiques. Toutefois, Peter Kulitz, le président de la Chambre du commerce du Bade-Wurtemberg tempérait : « Il reconnaît les principes de l'économie de marché, le besoin de considérer la demande. Et, pour notre part, nous soutenons sa volonté que l'économie et l'écologie aillent main dans la main. Nous pouvons bien sûr avoir des désaccords partiels sur la méthode. Mais nous apportons une loyauté critique à son gouvernement ».

Un premier accroc a d'ailleurs eu lieu avec l'industrie automobile quand Winfried Kretschmann, peu après son élection, a dit : « on fabrique trop de voitures ici ». Les Verts ont dû expliquer qu'on ne produisait pas assez de voitures adaptées au futur sur le plan de la puissance, du dégagement de gaz carbonique, de la consommation d'essence.

Un peu plus d'un an après l'élection de Winfried Kretschmann, voici un tour d'horizon de son action et de celle de son gouvernement « vert-rouge » :

ÉNERGIE ET TRANSPORTS :

Ce sont les deux domaines-clé de l'action de Winfried Kretschmann, ceux où sa capacité

à concilier utilement la défense de l'environnement et l'économie dans le cadre d'un développement durable vertueux sera la plus visible et jugés. Bien sûr, Winfried Kretschmann emprunte beaucoup dans les mesures qu'il met en place aux expériences réussies des laboratoires qu'ont été en ces domaines les mandatures vertes aux mairies de Fribourg et de Tübingen. De façon révélatrice, ces deux grands chantiers ont été confiés à deux Verts, Winfried Hermann (Transports) et Franz Untersteller (énergie, climat, environnement).

En matière d'énergie, le cap est d'obtenir une réduction de 25 % de l'émission des gaz à effet de serre du Bade-Wurtemberg à l'horizon 2020, en prenant 1990 comme année de référence. C'est un objectif plus ambitieux que celui de l'UE (20 % de réduction) mais moins que celui des mairies de Fribourg et Tübingen. L'autre but est de sortir le plus rapidement possible du nucléaire, en luttant au niveau fédéral contre le raccordement au réseau des centrales arrêtées.

Pour ce qui est de la réduction des gaz à effet de serre, en dehors de son action dans le domaine des transports, le gouvernement a mis en place des mesures pour faciliter l'isolation des habitations et les économies d'énergie, il a lancé un ambitieux programme de construction d'éoliennes.

Pour favoriser la sortie du nucléaire, l'État du Bade-Wurtemberg a racheté à EDF la part de

45 % que celle-ci avait au sein d'un des premiers producteurs d'énergie de l'Etat, EnBW, qui vivait à 21 % du nucléaire, afin de favoriser sa reconversion. Le Bade-Wurtemberg a d'ailleurs entamé un procès contre EDF, estimant que le coût de cession de ses parts avait été surpayé par l'ancienne majorité régionale, et demande à EDF le remboursement de quelque 800 millions d'Euros sur les 4,7 milliards payés.

Dans le domaine des Transports, Winfried Kretschmann expose souvent que « moins de voitures est mieux que plus de voitures », qu'il s'agit de mettre en place une « mobilité intelligente et durable ». Symboliquement, l'Etat a acheté une flottille de voitures électriques, pour mieux indiquer aux industriels de l'automobile sa volonté de les voir développer des voitures plus propres. Il projette de limiter la vitesse sur les autoroutes et d'établir des péages tout en développant les transports en commun, la circulation à vélo et en électrifiant la Südbahn pour un avoir un réseau de transports durable.

ÉDUCATION :

C'est un des autres chantiers prioritaires de Winfried Kretschmann : il veut que l'excellence du Bade-Wurtemberg en matière de formation perdure, tout en introduisant plus de justice, afin que la réussite scolaire ne dépende plus de l'origine sociale ou ethnique. Dans ce but, il a commencé à mettre en place un rallongement du tronc commun d'études

jusqu'à l'âge de 16 ans, et pris des mesures pour développer les écoles qui « tournent » tout au long de la journée (Ganztagschulen) afin de permettre de concilier travail et vie de famille.,

IMMIGRATION :

Sur les près de 11 millions d'habitants du Bade-Wurtemberg, il y a 1,2 millions d'étrangers, dont 289 000 Turcs, 227 000 ressortissants de l'ex-Yougoslavie et 162 000 Italiens, qui ne sont pas tous bien intégrés. La moitié des étrangers (600 000, soit 5,6 % de la population du Land) sont musulmans. Winfried Kretschmann entend créer un ministère de l'Immigration et introduire des cours de religion musulmane à l'école. Le gouvernement a supprimé l'obligation de résidence pour permettre aux demandeurs d'asile de se déplacer librement.

JUSTICE SOCIALE :

Le gouvernement n'attribue plus des contrats qu'à des entreprises respectant des standards sociaux et payant leurs employés de façon équitable. Il encourage une hausse du salaire minimum et a engagé une campagne d'équité entre les genres « à travail égal, salaire égal ».

SOCIÉTÉ :

Le gouvernement a établi un partenariat reconnu à l'Etat-Civil pour les couples homosexuels,

un événement non anodin dans un Etat largement conservateur où les Chrétiens représentent 71,6 % de la population.

ACTION DIPLOMATIQUE :

Winfried Kretschmann a beaucoup agi dans son rôle de représentants du Bade-Wurtemberg au niveau international :

- Il a rencontré en Suisse la présidente de la Confédération Helvétique, Eveline Widmer-Schlumpf, et plusieurs ministres. Le point principal portait sur l'opposition de Winfried Kretschmann et de son gouvernement au projet d'accord fiscal entre la Suisse et l'Allemagne, car ils estiment qu'il permet trop facilement l'évasion fiscale des Allemands les plus fortunés vers la Suisse. Winfried Kretschmann a expliqué de façon courtoise que la gauche et les Verts pourraient bloquer l'adoption de cet accord au Bundesrat où ils sont majoritaires et qu'il envisageait éventuellement d'acheter, comme d'autres Länder l'ont déjà fait, des CD répertoriant les évadés fiscaux allemands que des employés des banques suisses en délicatesse avec celles-ci, revendent parfois. Ils coûtent des millions d'Euros mais en rapportent beaucoup plus, les évadés fiscaux préférant déclarer leurs gains plutôt que d'encourir des actions pénales. Un autre sujet bilatéral traité a été la recherche d'un compromis sur le bruit des avions en phase d'atterrissage à l'aéroport de Zürich.

Europe

58

• Il s'est rendu en Argentine avec une importante délégation d'hommes d'affaires et de chercheurs du Bade-Wurtemberg afin de développer les échanges commerciaux et universitaires avec ce pays. Des séminaires ont réuni les acteurs de ces domaines de chaque pays alors que Winfried Kretschmann rencontrait plusieurs ministres. Le Bade-Wurtemberg tente d'aider ses entreprises à conquérir des marchés et leur finance par exemple des stands lors des salons internationaux.

• Il s'est élevé avec d'autres responsables allemands et français contre le projet de fermeture du consulat d'Allemagne à Strasbourg, nuisible à la coopération transfrontalière, et a eu, comme les autres opposants, gain de cause, Angela Merkel mettant fin au projet.

• Il a pris à Lyon en juillet la présidence tournante des « 4 moteurs » nom donné la coopération transfrontalière établie en 1988 entre quatre des plus puissantes régions d'Europe (la Bade-Wurtemberg, Rhône-Alpes, la Catalogne et la Lombardie) qui représentent 8 % du PIB européen, soit plus que le Portugal, l'Irlande et la Grèce réunies...). Le but de ce « club de régions riches » est de coopérer pour mieux s'ouvrir des marchés, bénéficier d'aides européennes, promouvoir leur compétitivité, notamment dans

les domaines des biotechnologies, de l'énergie, des véhicules propres...

POLITIQUE BUDGÉTAIRE :

L'ensemble des politiques précitées s'inscrit dans le contexte d'économies budgétaires, qui a conduit à des suppressions de postes (notamment dans l'enseignement) et aurait pu valoir à Winfried Kretschmann une baisse de sa popularité, ce qui n'a pas été le cas. Le but de cette politique de gestion « durable » est de revenir à l'équilibre budgétaire à l'horizon 2020 afin de ne plus avoir à recourir à l'emprunt autrement que pour investir.

7) LE BADE-WURTEMBERG DANS LE CONTEXTE POLITIQUE ALLEMAND :

Il est difficile de prévoir quel sera le résultat des élections législatives allemandes de septembre 2013, compte tenu des nombreux événements susceptibles d'intervenir sur la cote de popularité des différents partis, compte tenu aussi de l'incertitude quant à la possibilité pour le parti des Pirates, du côté progressiste, ou le Parti Libéral-démocrate (FDP) du côté conservateur, d'accéder au non au seuil de 5 % nécessaire pour une re-

présentation parlementaire. Ces éléments détermineront les alliances qui permettront de former une nouvelle majorité, tant il paraît improbable que la CDU et le FDP, fortement affaiblis depuis 2009, puissent continuer leur coalition conservatrice. Les scénarios les plus probables sont une grande alliance entre la CDU et les sociaux-démocrates du SPD, qui a existé au niveau fédéral de 2005 à 2009 et continue d'exister dans plusieurs Länder, ou la formation d'un gouvernement SPD/Verts avec, éventuellement le parti des Pirates et encore plus éventuellement Die Linke, voire d'autres scénarios impliquant notamment la CDU et les Verts. Ce qui reste certain, c'est qu'au-delà de l'emballement médiatique suscité en 2010/2011 par l'envolée des Verts dans les intentions de vote, l'implantation des Verts dans le Bade-Wurtemberg et leur gestion jusqu'à présent couronnée de résultats probants à la satisfaction générale contribuent à établir la crédibilité des Verts comme force de proposition et de gouvernement, et renforcent ainsi leurs possibilités d'avenir.

Constantin Fedorovsky,
Assistant
aux relations internationales,
octobre 2012

RÉTROSPECTIVE ET BILAN DU MOUVEMENT CONTESTATAIRE EN RUSSIE



Le mouvement de contestation en Russie a fêté son premier anniversaire en décembre 2012. Les opposants déplorent sans conteste que Poutine occupe toujours le sommet du pouvoir russe. Force est de constater qu'il n'y a pas eu de révolution de couleur en Russie. Pour autant, l'engagement des citoyens et la vie politique ont évolué en l'espace d'un an. Rétrospective sur une année de contestation sans précédent en Russie.

MOBILISATIONS SPONTANÉES CONTRE LES FRAUDES ÉLECTORALES

Le 4 décembre 2011, une manifestation non autorisée rassemblait quelques milliers de personnes le soir même des élections législatives. L'ampleur des fraudes constatées et diffusées sur internet grâce aux photographies et vidéos prises par téléphone portable a poussé des citoyens ordinaires, non-adhérents à un parti dans leur majorité, à manifester leur désaccord. En outre, le roque dans le tandem

Medvedev-Poutine avait exaspéré bon nombre de citoyens. En effet, quelques mois plus tôt, le 24 septembre 2011, au cours du XIIe congrès du parti Russie Unie, Vladimir Poutine "accepte la proposition qui lui est faite" d'être le candidat à la présidentielle du 4 mars 2012. Il indique dans la foulée que s'il accède à la fonction suprême, il demandera à Dmitri Medvedev de devenir son Premier ministre.

Dans le mois précédant les élections, des citoyens, membres d'associations ou simples civils, se sont constitués observateurs. Parmi les associations organisatrices, Golos¹ s'est fait une spécialité de traquer ces manquements aux règles du jeu démocratique depuis le début de l'ère Poutine tandis que la plateforme collaborative "Carte des infractions"² a répertorié tous les cas de fraudes. Des partis d'opposition, quelque peu marginalisés, dont Solidarnost et le Front de gauche avaient déposé une demande préalable pour une manifestation de 300 personnes. L'afflux des électeurs indignés a dépassé toutes leurs attentes. Parmi les participants

Europe

60

les plus actifs, on retrouve les représentants de la classe créative : les internautes politisés des forums, les fans des chanteurs de rock importants, des jeunes free-lancers, journalistes, artistes, designers, juristes, rédacteurs, spécialistes en technologies informatiques et en relations publiques... mais pas seulement.

De larges segments de la population ne se reconnaissent pas dans l'offre politique officielle, plus ou moins contrôlée par le pouvoir. Dans la décennie 2000, Vladimir Poutine contrôle une opposition, qu'il a parfois contribué à créer de toutes pièces. À côté du parti présidentiel Russie Unie, subsistent deux partis issus des années 1990 : le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF), dirigé par Guennadi Ziouganov, et dont les scores ont été divisés par deux depuis l'ère Elstine, et le Parti Libéral-Démocrate de Russie (LDPR), mené par Vladimir Jirinovski, qui obtient environ 10 % des votes. Le parti LDPR reste sous contrôle du Kremlin, tandis que le parti KPRF balance entre l'opposition modérée et le soutien du régime. Le parti Russie Juste, dirigé par Sergueï Mironov, s'inscrit dans la lignée de la social-démocratie. Il est réputé contrôlé par le Kremlin, et sert à donner l'illusion d'un multipartisme à la Douma. Ces trois formations représentent l'opposition dans le système.

Entre les élections législatives et les élections présidentielles, des manifestations de masse ont occupé les rues de Moscou

et des villes millionnaires de Russie. Le 10 décembre, malgré une intimidation importante, la menace de licenciements et l'appel de célébrités à ne pas sortir dans la rue, une autre manifestation d'envergure³ a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes, initialement prévue Place de la Révolution, et finalement déournée Place du Marais (Bolotnaya)⁴. Il s'agit de mobilisation avant tout spontanée. Certains manifestants se sont mobilisés via les réseaux sociaux et les plateformes de blog, mais ils sont loin de constituer la majorité des personnes qui se sont déplacées lors des manifestations. Même si Internet constitue un outil important de mise en relations d'individus politisés, une partie non négligeable des individus sont venus sans la médiation d'Internet. Parmi les revendications, tous réclament la tenue de nouvelles élections, non entachées de falsifications.

Le 24 décembre, le rassemblement, certainement le plus important, se déroule place Sakharov tandis que le 4 février, il est tenu de nouveau à la place du Marais. Le 27 février, les opposants organisent un "Cercle blanc", c'est-à-dire une longue chaîne humaine entourant le Cercle des jardins, un boulevard circulaire du centre-ville de Moscou⁵. Les activistes pro-Poutine réagissent à cette manifestation en venant avec des pancartes en forme de cœur où est inscrit "Poutine on t'aime tous !". Dans les grandes villes, des manifestations se tiennent également, même si les autorités ré-

gionales se montrent souvent plus sévères, comme à Nijni Novgorod.

UNE OPPOSITION EXTRAPARLEMENTAIRE SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Des figures nouvelles ou anciennes de l'opposition dans le système ou hors système, se sont attachées au mouvement spontané et ont cherché à en prendre la direction. Ainsi, des tours de parole ont été organisés sur une scène. Toutefois, les participants à ces mobilisations ont manifesté avant tout leur opposition au Kremlin, plus que leur adhésion à l'opposition⁶. À partir du 24 décembre, la prise de parole des orateurs faisait l'objet d'un vote sur Facebook au préalable. À la surprise des politiciens, le choix des orateurs se portait souvent sur les intellectuels et les gens de culture comme le poète Dmitri Bykov, le journaliste Leonid Parfionov ou l'écrivain Boris Akounine. De nouvelles figures comme Alexei Navalny étaient aussi plébiscitées.

Trois grandes composantes, presque antagonistes, s'unissent dans ces manifestations anti-Kremlin : les libéraux, la mouvance nationaliste et les forces de gauche. Les libéraux rassemblés dans les formations telles que Solidarnost, mené par Boris Nemtsov et PARNAS mené par des leaders comme Vladimir Ryjkov, Mikhaïl Kassianov. Dans le spectre politique russe, les libéraux défendent l'Etat de droit, le

pluralisme politique, la démocratie parlementaire, le règne de la loi, l'économie de marché et la tolérance sociale et vis-à-vis des immigrés.

Boris Nemtsov compte dans ses expériences le poste d'ancien vice-premier ministre de Boris Elstine, et d'ancien conseiller du président ukrainien issu de la révolution orange, Viktor Iouchtchenko. En 2008, il fonde le

a été scandalisée par le projet autoroutier de Vinci et s'est donc lancée dans une bataille contre la multinationale française et la mairie de Khimki. Elle porte ce combat écologiste jusqu'aux instances européennes. Elle a été plébiscitée par les internautes pour participer au Comité d'organisation du mouvement "Pour des élections honnêtes", composé majoritairement de représentants de la société civile.

du Nord Caucase et d'Asie centrale, qui occupent des emplois non qualifiés dans les grands centres urbains.

Enfin, une composante de gauche représentée, entre autres, par le Front de gauche. Le Front de gauche défend un Etat fort, le développement de l'industrie nationale, la nationalisation des ressources naturelles, l'interdiction de la propriété privée sur le foncier, la nationalisation du système financier, l'introduction du contrôle sur le commerce extérieur, la nationalisation des principaux moyens de production et a parfois des accents anti-occidentaux⁷. Pour la présidentielle russe, le parti soutient la candidature du communiste Guennadi Ziouganov. Son leader, le trentenaire Sergueï Oudalstov, bat les records d'arrestation et d'emprisonnement depuis le début des manifestations. Fils d'un diplomate et directeur d'université, Sergueï Oudalstov entre en politique, dès la fin de ses études, dans des formations de gauche et est à l'origine de la création du Front de gauche en 2008.

La plateforme commune de ces trois mouvances consiste à revendiquer la dissolution de la Douma et après le 6 mai, la libération des prisonniers politiques.

Certains intellectuels et gens de culture, quant à eux, se sont constitués en une Ligue des électeurs dès décembre 2011. Elle compte Boris Akounine, écrivain et traducteur du japonais, Leonid Parfionov, journaliste et présen-



mouvement démocratique Solidarnost, coalition de partis et d'associations de défense des droits de l'homme, avec l'ancien dissident Vladimir Boukovski, l'opposant et ancien joueur d'échec Garry Kasparov et Ilya Iachine.

Evguenia Tchirikova (photo) pour sa part, est une nouvelle venue sur la scène de l'opposition. Elle se présente comme une simple mère de famille, venue s'installer dans la banlieue de Moscou, près de la forêt de Khimki, et qui

Cette frange de l'opposition peut s'appuyer sur les médias libéraux, presse, radio, télévision, qui bénéficient d'une audience certaine et constitue un véritable marché.

Une myriade de groupuscules nationalistes, aux noms très évocateurs tels que le Mouvement civique russe "La Renaissance, le Siècle d'or", le Mouvement contre l'immigration illégale, la Force slave, les Loups blancs... s'opposent également au pouvoir pour des motifs différents. Ils s'attaquent aux migrants issus

Europe

62

tateur télé, Sergueï Parkhomenko, journaliste de la presse libérale qui a travaillé un temps à la radio "ECHO de Moscou", puis est passé journaliste à la revue "Autour du monde". Parmi ses rangs, se trouve aussi Olga Romanova, journaliste et responsable de l'ONG "Rous' Sidyachaya"⁸, constituée en février 2012 et qui s'est fixé comme objectif d'aider et d'apporter des financements pour affronter le système judiciaire aux personnes inculpées à tort. La ligue des électeurs déclare s'opposer aux falsifications des élections et soutenir un travail honnête des médias et des organes d'Etat. D'autres organismes de la société civile se sont constitués à cette occasion.

RÉACTION AMBIVALENTE DE MEDVEDEV

Face à ces mobilisations de masse, la réaction du pouvoir s'est montrée ambivalente. Tout en niant la réalité de ces fraudes, Dmitri Medvedev a promu deux réformes de libéralisation politique.

D'une part, l'enregistrement des partis en vue des élections a été assoupli. Quand, auparavant, un parti était autorisé à concourir s'ils réunissaient 40 000 militants, et des antennes régionales comptant au moins 400 membres chacune dans au moins 83 régions de la Russie, la nouvelle loi abaisse à 500 le nombre de militants minimum pour l'enregistrement. Aux 7 partis enregistrés officiellement, se sont ajoutés

47 nouveaux partis enregistrés jusqu'en janvier 2013⁹. Bien évidemment, la profusion des partis peut constituer un obstacle à l'émergence d'une opposition forte, capable de concurrencer Russie Unie. De plus, la nouvelle loi n'autorise pas la constitution de blocs réunissant plusieurs partis pour se présenter à une élection. Dans une telle situation, quatre partis communistes risquent de se présenter à la même élection. Grâce à cette loi, le parti RPR-PARNAS (Parti républicain de Russie - Parti de la liberté populaire), parti assez conséquent parmi l'opposition libérale, a pu s'enregistrer auprès du Ministère de la Justice dès le 5 mars 2012.

D'autre part, l'élection des gouverneurs de région est rétablie. Toutefois, un "filtre municipal" est instauré, c'est-à-dire que les candidats doivent réunir les signatures de 5 à 10 % des conseillers municipaux en vue de l'élection. En pratique, Russie Unie est largement majoritaire dans les conseils municipaux, ce qui constituera un frein évident à la candidature de gouverneurs en dehors de ce parti.

Dans le même temps, le pouvoir dénie toute légitimité du mouvement à représenter la population russe et y voit l'action de l'étranger, notamment de l'Occident. A titre d'exemple, le documentaire "Anatomie de la contestation"¹⁰ diffusé le 15 mars sur la chaîne NTV explique que les opposants au régime de Vladimir Poutine agissent pour le compte des Etats-Unis et sont payés pour

déstabiliser le pays. Les opposants sont accusés d'avoir organisé les fraudes aux élections et les manifestants d'être payés pour se rendre aux meetings. Ce documentaire a provoqué la colère des opposants, qui, dès le 18 mars, près du Centre de télévision Ostankino, organisent les funérailles symboliques d'une "télévision qui dit la vérité".

Pour démontrer le soutien populaire du régime, le Kremlin organise des meetings de soutien en faveur du candidat Poutine, très vite dénommés "poutings". Ces rassemblements de sympathie sont montés de toutes pièces : les fonctionnaires, les ouvriers, les employés des entreprises publiques reçoivent des pressions plus ou moins explicites de leur administration ou de leur employeur. Certaines personnes sont payées. Des autocars viennent récupérer les employés à la sortie d'une entreprise. Certains opposants se sont rendus à ces "poutings" et ont questionné les manifestants sur leurs motivations. Ces derniers se sont montrés incapables de dire pourquoi ils sont venus, pourquoi ils soutiennent Poutine et ce que signifient les slogans sur leurs pancartes¹¹.

LES PRÉSIDENTIELLES CONFIRMENT POUTINE, L'OPPOSITION NE DÉSARME PAS

Les citoyens se mobilisent encore davantage pour l'observation des élections présidentielles du 4

mars. En définitive, les fraudes se sont avérées moins massives que lors des élections législatives trois mois plus tôt. Vladimir Poutine ressort encore une fois grand vainqueur de ces élections. Il remporte l'élection au premier tour avec 63,9 % des voix devant le communiste Guennadi Ziouganov (17,18 %), le libéral Mikhaïl Prokhorov (7,7 %), le nationaliste Vladimir Jirinovski (6,24 %) et le social-démocrate Sergueï Mironov (3,84 %). Même s'il faut compter avec les fraudes, force est de constater qu'une large part de la population ne souhaite pas le changement. De plus, les lois électorales mises en place depuis 2000 et l'ensemble de la politique du Kremlin ont entravé l'émergence de leaders politiques crédibles.

Aux lendemains des élections, même si la fréquentation est en baisse, les manifestations ne cessent pas. Et le pouvoir réagit désormais de manière plus autoritaire. Le 5 et le 10 mars, se déroulent deux larges meetings. La veille de l'investiture de Vladimir Poutine, le 6 mai, est organisée la "Marche des millions", selon le terme popularisé par Sergueï Oudalstov. Dans une dynamique plus radicale, ils réclament une "Russie sans Poutine" et "un pouvoir honnête". La manifestation s'est caractérisée par des heurts entre la police et les manifestants. Douze personnes sont arrêtées.

A la suite de ces heurts et de la fermeté des policiers au cours de la manifestation du 6 mai, les opposants russes ont manifesté

une semaine entière, se déplaçant par groupe de 200 personnes d'un lieu à l'autre. Ils ont réussi à s'installer sur quelques boulevards. Prenant l'exemple américain d'"Occupy Wall Street", les activistes russes adoptent la formule "Occupy Abaï", en référence à la statue du kazakh Abaï Kounanbaev, dressée sur le boulevard Tchistie prudi. Le 11 mai, plusieurs personnalités de la culture organisent en signe de protestation contre les répressions une "Promenade des Hommes de lettres", le long des boulevards de la capitale. La douzaine d'écrivains, journalistes et musiciens, dont l'écrivain Boris Akounine et le journaliste Dmitri Bykov, ont été rejoints par plusieurs milliers de personnes le long de leur parcours. Le 26 juillet puis le 15 septembre, les manifestants se rassemblent de nouveau pour exiger en plus des exigences précédentes, la libération des prisonniers politiques.

UN PROBLÈME DE LEADERSHIP DANS L'OPPOSITION

Le mouvement s'essouffle, les manifestations rassemblent de moins en moins de monde. Les citoyens retournent à leurs occupations quotidiennes, tandis que l'opposition se trouve confrontée aux dissensions entre libéraux et nationalistes et à un problème de leadership.

Ces éléments n'échappent pas au pouvoir, qui accuse l'opposition de ne pas être suffisamment représentative de la population,

et de ne faire émerger aucun leader solide, capable de challenger Vladimir Poutine. Face à ces critiques, les opposants entreprennent d'organiser des élections par internet au sein de l'ensemble du mouvement pour former le Conseil de coordination de l'opposition. Ce conseil doit comporter 45 députés, dont 30 seront issus d'une liste générale et 15 choisis selon des quotas idéologiques parmi les listes des libéraux, des forces de gauche et des nationalistes. Le scrutin prévu les 20 et 21 octobre 2012, est prolongé de 24 heures en raison d'une attaque informatique. 209 candidats sont en lice, dont les stars de l'opposition, mais aussi des étudiants, des blogueurs, des entrepreneurs, des écrivains... Néanmoins, plusieurs leaders de l'opposition se refusent à participer. Ilya Ponomariov, jeune garde du parti social-démocrate, présent à la Douma, Russie Juste, a retiré sa candidature, justifiant sa décision par des critiques portant sur l'organisation du vote. Plusieurs militants sont également dissuadés de se porter candidats en raison de changements fréquents dans les règles de l'élection. Au final, plus de 81 000 personnes participent au vote. Alexei Navalny et Dmitri Bykov, deux figures indépendantes des partis, arrivent en tête¹².

L'avocat et blogueur Alexei Navalny¹³ a d'abord rejoint le parti d'orientation libérale labloko en 2000, et adhère ensuite au parti nationaliste Narod. Proche de certaines factions nationalistes, il combine ce choix avec une

Europe

64

orientation libérale modérée. Il a notamment participé depuis plusieurs années aux "Marches russes", grand défilé, rassemblant les nationalistes modérés autant que des néo-nazis. A partir de 2007, il s'attaque à la corruption des grandes compagnies d'Etat. Sur son blog, il dévoile des affaires de corruption, comme au sein de la banque d'Etat VTB ou celle de la compagnie gérant les oléoducs Transneft. Il devient actionnaire minoritaire de ces sociétés pour agir de l'intérieur, dénoncer certaines malversations et réclamer plus de transparence. Il s'est fait largement connaître en Russie à travers plusieurs plateformes collaboratives qu'il animait autour de la corruption des autorités publiques. Lancé en décembre 2010, RosPil¹⁴ consiste en une plateforme collaborative où les internautes font état des malversations dans l'octroi des marchés publics, tandis que le site RosYama¹⁵, lancé en mars 2011, propose de poster des photographies des routes endommagées pour contraindre les autorités publiques à la réparation des nids de poule. Au moment des élections, il lance la plateforme RosVybory qui pousse les internautes à se faire observateurs pendant les élections, tout en fournissant les documents nécessaires. Pour l'élection présidentielle du 4 mars, il a été un moment pressenti comme candidat pour affronter Vladimir Poutine. Il est à l'origine de l'expression "Le parti des escrocs et des voleurs" pour qualifier Russie Unie, laquelle a fait florès parmi les opposants. Accusé par le pouvoir d'être à la solde du

Département d'Etat, il flirte souvent avec des positions nationalistes.

Dmitri Bykov (photo), pour sa part, se définit comme un poète professionnel. Il a œuvré comme



éditorialiste et journaliste dans de nombreux journaux, dans la presse libérale et satirique. Il est connu pour l'écriture des sketches de l'émission " le poète citoyen" sur le portail F5. L'émission satirique diffusée régulièrement mettait en scène le comédien Mikhaïl Efremov interprétant les vers de Bykov. Un sujet d'actualité brûlante tel que "Medvedev propose la candidature de Poutine à la présidentielle", ou "Le procès de Ioulia Timochenko", à la manière des grands auteurs comme Shakespeare, Gogol ou Gorki. Le feuilleton rencontre un

large succès et le poète un accueil enthousiaste du public. Par le choix de ces deux figures aux premiers rangs, les votants n'ont pas tranché la question du leadership du mouvement de l'opposition.

RÉPRESSIONS LÉGISLATIVES ET JUDICIAIRES, REMISE AU PAS PAR LE KREMLIN

Face à ce mouvement, le Kremlin cherche à calmer la rue, en effrayant plus qu'en réprimant massivement. Il durcit certaines législations et opère des répressions ciblées contre certaines personnes, des leaders en vue ou des membres des organisations de défense des droits de l'homme. La remise au pas s'avère plus insidieuse que massive.

D'un point de vue juridique, la législation sur les meetings a été durcie au printemps-été 2012. A partir du 7 janvier 2013, la loi sur "Hyde park" entre en vigueur. Elle définit les emplacements où les activistes peuvent tenir des meetings sans déclaration préalable auprès des autorités. A Moscou, les lieux comme le parc Gorki ou le parc Sokolniki sont désignés.

La législation touche aussi les ONGs, principalement œuvrant dans la défense des droits de l'homme. Un texte de loi, adopté le 13 juillet, qualifie d'"agents de l'étranger" les associations bénéficiant d'un financement étranger et ayant une activité politique. Ces ONGs doivent désormais s'enregistrer au Ministère de la Justice dans la liste des "agents étrangers" et déclarer l'obtention de leurs financements. La sanction suprême pour le non-respect de cette loi consiste en deux ans d'emprisonnement. Toutefois, malgré l'évidence du financement étranger de certaines ONGs, aucune d'entre elles ne s'est encore enregistrée¹⁶. La loi n'est pas encore appliquée, et les associations ne sont pas encore inquiétées. Tout laisse à penser qu'il s'agit plus d'intimidation que de répression effective.

Dans la lignée du durcissement de la législation, fin octobre, la chambre basse du Parlement vote une loi qui élargit les notions d'espionnage, de trahison et de secret d'Etat. Une personne peut être accusée de haute trahison, si elle transmet des informations secrètes aux gouvernements

étrangers, comme tel est le cas auparavant, mais aussi si elle fournit des consultations ou des aides matérielles ou financières à des organisations internationales, qui cherchent à nuire à la sécurité, au système constitutionnel, à l'intégrité territoriale de la Russie. La peine peut aller jusqu'à 8 ans de prison.

Fin juillet, une nouvelle loi sur la diffamation est promulguée. Elle implique une responsabilité non plus civile, mais pénale, et fait peser un risque sur la liberté d'expression. De plus, depuis l'automne, les députés préparent une loi sur "la régulation d'internet".

Outre la remise au pas législatif, plusieurs leaders en vue ou certains manifestants pris au hasard subissent des répressions ponctuelles. Une vingtaine d'activistes, dont les personnes arrêtées le 6 mai sont à l'heure actuelle aux arrêts. Le pouvoir n'organise pas un procès collectif mais des jugements au cas par cas¹⁷. D'autres leaders de l'opposition, dont Sergueï Oudalstov et Leonid Razvozaev, du Front de gauche, ou encore Alexei Navalny, sont inquiétés par la justice.

Leonid Razvozaev, l'assistant parlementaire d'Ilya Ponomariov, est accusé d'avoir voulu organiser des troubles de masse, en collaboration avec le gouvernement géorgien. L'enquête a été ouverte suite à la diffusion d'un documentaire de la chaîne NTV "Anatomie de la contestation-2"¹⁸. Il a été arrêté en Ukraine, où il cherchait à fuir pour obtenir l'asile

politique et les policiers lui ont arraché des confessions. Enfermé en détention provisoire, il risque 10 ans de prison.

Les répressions peuvent être parfois moins dramatiques : Ksenia Sobtchak, la journaliste et présentatrice de télé a perdu tous ses contrats avec les grandes chaînes de télévision fédérales, après sa participation active au mouvement d'opposition et dans le conseil de coordination de l'opposition. Sa sincérité a été initialement mise en doute, en raison de son lien avec Vladimir Poutine. Son père, Anatoly Sobtchak, ancien maire de Saint-Pétersbourg, était aussi le parrain politique de l'actuel locataire du Kremlin.

LE DISCOURS DU KREMLIN CONVAINC-T-IL ENCORE ?

Pour soutenir le pouvoir en place et sa légitimité, le Kremlin développe une ligne idéologique qui pourrait se résumer dans la formule "tous ensemble pour la Russie prospère". En effet, l'unité du pays et des citoyens est mise en avant. Les opposants menacent cette union et font peser le risque de l'éclatement du pays. Il semblerait que le pluralisme politique constitue encore une étrangeté et soit perçu négativement, comme porteur de risques.

Par ailleurs, Poutine agite le spectre de la "révolution de couleur" devant la population russe.

Europe

66

Dans l'ancien espace soviétique, la "révolution des roses" en Géorgie en 2003, la "révolution orange" en Ukraine en novembre 2004 ou encore la "révolution des tulipes" au Kirghizstan en mars 2005 sont réputées être téléguidées et financées par l'Occident. Ainsi, la peur de l'immixtion des puissances étrangères, et au premier rang desquelles les Etats-Unis, inquiète la population autant que le pouvoir. Le Kremlin frappe souvent ses adversaires de l'anathème selon lequel ils seraient financés par le Département d'Etat.

De plus, le Kremlin s'appuie sur le désir de stabilité de la population. Cette notion reste encore plébiscitée. Les années 1990, avec la succession de crises politiques et économiques, représentent un repoussoir pour la population, dont se sert aussi le pouvoir, pour justifier sa longévité aux affaires. Enfin, le pouvoir en place souligne l'absence de leader assez solide pour prendre la place de Poutine. Les formules : "Si ce n'est Poutine, qui d'autre ?" et "Poutine ou le chaos" sont exploitées dans les meetings et dans la presse.

Le Kremlin peut encore s'appuyer sur une large portion de la population. Même si elle s'avère désenchantée par le locataire du Kremlin, elle ne considère pas l'opposition comme une solution. Entre les deux maux, certaines franges de la population optent pour la stabilité plutôt que pour des choix trop aventureux. Ainsi, en août 2012, l'institut de sondages, le Centre Levada,

montre que les Russes soutiennent la censure d'internet à 62 %, la loi sur la diffamation à 58 % et le contrôle plus strict des ONG à 45 %¹⁹.

De la même manière, en octobre 2012, les sociologues du Centre Levada montrent que les Russes considèrent que l'action de Pussy

en août 2012 et un appel en octobre suivant, deux des jeunes femmes sont condamnées fermement à 2 ans de détention en camp, quand la troisième voit sa peine muer en condamnation avec sursis. Au vu de la peine sévère, l'opinion publique internationale s'est émue et mobilisée en leur faveur.



Riot dans la cathédrale relève de l'hooliganisme à 41 % et que les trois jeunes femmes ont reçu une peine trop clémentine à 43 %²⁰. Pour mémoire, Pussy Riot est un groupe punk féministe, dont trois membres, Ekaterina Samoutsevitch, Nadejda Tolokonnikova et Maria Alekhina, ont été placées en détention provisoire en mars 2012 pour avoir, selon la justice russe, profané l'autel de la Cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, en chantant une prière punk contre Vladimir Poutine. Elles protestaient contre l'instrumentalisation par le Kremlin de l'Eglise orthodoxe, qui conserve la sympathie d'une large frange de la population russe. Après un premier jugement

Dans son entreprise de conquête de l'opinion publique, Vladimir Poutine est aidé par les bonnes performances économiques du pays. Dans la décennie 2000, la croissance s'établit aux alentours de 6-7 % par an. Après la crise de 2008, elle s'est néanmoins vue réduite de moitié²¹. La Russie bénéficie évidemment de la rente pétrolière dans une décennie où les prix du pétrole ont été multipliés par 4²². Les responsables politiques ont diffusé cette manne financière à la population à travers différents subsides. Les pensions de retraite ont été relevées, tandis que les salaires de certaines catégories comme les enseignants et les personnels de santé ont connu également des

hausse. La politique sociale active renforce les bases de l'électorat de Russie Unie, constitué par les retraités, les fonctionnaires, les employés des entreprises publiques.

EMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE

Ainsi, la "révolution de couleur" ne s'est pas produite et l'équipe au pouvoir est restée en place. Echaudée par l'expérience des années 1990, la majorité de la population ne souhaite pas de révolution, qui risquerait de placer au pouvoir non pas les personnes les plus compétentes, mais les plus aventureuses et les plus ambitieuses. Il s'agit avant tout de consolider l'Etat de droit dans un pays qui a commencé à s'ouvrir aux règles de la démocratie et du marché il y a une vingtaine d'années seulement.

Une partie de l'opposition réclame également une évolution, et non une révolution. Toutefois, le pouvoir ne s'y résout pas de lui-

même et l'opposition libérale poursuit ses pressions à travers des mobilisations de rue. Le 13 janvier 2013, la "marche contre les canailles" a réuni 50 000 manifestants selon les organisateurs et 7 000 personnes selon la police. En plus des slogans habituels, ils entendaient protester contre la loi interdisant l'adoption d'enfants russes par les ressortissants américains, loi adoptée en réponse à la loi Magnistki promulguée par Barack Obama en décembre 2012. Pour mémoire, d'après cette loi, les fonctionnaires de police, de justice et du service des impôts russes, impliqués dans l'affaire suivi par l'avocat Sergueï Magnistki, mort en prison, verront leur demande de visa pour les Etats-Unis refusée et leurs avoirs immobiliers et leurs comptes bancaires gelés.

Il semble que les bases du mécontentement se soient élargies après cette année marquée par une vague de protestation, inconnue depuis l'avènement de Poutine au pouvoir, et une remise au pas ciblée mais ferme. L'intérêt pour le débat politique s'est

renforcé. Le lien entre la vie quotidienne et les décisions gouvernementales est plus fréquemment établi. La rhétorique du Kremlin a moins de prise sur la population russe. Même si des contestations préexistaient et des associations défendaient certains droits outragés, le mouvement de contestation peut être considéré comme l'émergence de la société civile russe. Toutefois, de cette année de protestations, il ne s'est pas dégagé de leaders incontestés, capables de challenger Vladimir Poutine, ni de parti suffisamment fort pour s'opposer à Russie Unie. Une profusion de partis a vu le jour, suite à la réforme promulguée sous Medvedev, grâce aux mobilisations de l'hiver 2011-2012. Comme souvent après une période d'autoritarisme, l'offre politique se montre pléthorique. En l'absence de réformes politiques et socio-économiques d'envergure, le désenchantement de la population ne pourra être que croissant.

Anne Rio

- 1 *ONG Golos, dirigée par Karine Clément : <http://www.golos.org/news/4567>*
- 2 *plateforme collaborative Carte des infractions : <http://www.kartanarusheniy.org/>*
- 3 *Manifestation du 10 décembre 2011 sur le site ria.ru : http://ria.ru/trend/mass_street_protest_Moscow_10122011/*
- 4 *Photos des rassemblements sur la Place Bolotnaya : <http://www.ridus.ru/news/14365/>*
- 5 *Sur la manifestation du "Cercle blanc" : http://www.ng.ru/regions/2012-02-27/2_ring.html*
- 6 *Alexandre Bykbov, « Mobilisation à Moscou : ni "manifestation de l'opposition", ni "révolution arabe », revue Mouvements, 12 janvier 2012 : <http://www.mouvements.info/Mobilisation-a-Moscou-ni.html>*

Europe

68

- 7 Programme minimum du Front de gauche : <http://www.leftfront.ru/48F784C4B937D/4F17DEC000CC2.html>
- 8 Site de l'ONG Rous' sidiyachaya : http://rus-sidyashaya.org/?page_id=100
- 9 Liste officielle des partis enregistrés par le ministère de la Justice : <http://www.minjust.ru/nko/gosreg/partii/spisok?theme=minjust>
- 10 Documentaire "Anatomie de la contestation" sur la chaîne NTV : <http://www.ntv.ru/video/peredacha/296996/>
- 11 Vidéos de poutings : http://www.youtube.com/watch?v=Nolxj_OxR-0,
<http://www.youtube.com/watch?v=437hhWWI03g>
- 12 Résultats du scrutin sur le site du Conseil de coordination de l'opposition : http://www.cvk2012.org/news/rezultaty_golosovaniya/
- 13 Bio Navalnyi sur son site : <http://www.navalny.ru/about/>
- 14 Plateforme collaborative RosPil : <http://rospil.info/>
- 15 Plateforme collaborative RosYama : <http://rosyama.ru/>
- 16 Liste vide des agents étrangers sur le site du Ministère de la Justice : <http://unro.minjust.ru/NKOForeignAgent.aspx>
- 17 Le comité du 6 mai, constitué en soutien à ces manifestants arrêtés organise des actions et informe sur leur situation : <http://6may.org/>
- 18 Documentaire "Anatomie de la contestation-2" : <http://video.yandex.ru/users/vikininformburo/view/5/#>
- 19 Résultats d'enquête du Centre Levada : <http://www.levada.ru/01-08-2012/otnoshenie-k-zakonodatelnym-initsiativam-poslednego-vremeni>
- 20 Résultats d'enquête du Centre Levada : <http://www.levada.ru/02-10-2012/nakazanie-uchastnitsam-gruppy-pussy-riot-tret-rossiyan-sochla-adekvatnym>
- 21 Données sur la croissance du PIB de la Fédération de Russie sur le site de la Banque mondiale : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>
- 22 Données sur la croissance du prix du pétrole sur le site de l'OPEP : http://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/40.htm

VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN ALGÉRIE : POUR UN AVENIR COMMUN FRANCO-ALGÉRIEN D'EXCEPTION



**Communiqué de presse
d'EELV publié
le 19 décembre 2012 :**

Mercredi 19 décembre, le Président Hollande se rend en Algérie pour conclure avec le Président Bouteflika ce qui est décrit comme un futur partenariat d'exception. Pour Europe Ecologie Les Verts, des questions fondamentales doivent être abordées pour enfin écrire une nouvelle page de la relation entre la France et l'Algérie, pour sceller un avenir commun marqué par le sceau de l'amitié, de l'ouverture et de la sincérité.

Alors que le Président de la République a officiellement reconnu la responsabilité de la France dans le drame du 17 octobre 1961, EELV souhaite que notre pays continue sur la voie de la transparence, notamment en ce qui concerne la responsabilité de l'armée française dans les massacres et les tortures perpétrés durant la guerre d'Algérie afin de créer les conditions d'un vrai traité de réconciliation. Pour les écologistes, il ne s'agit pas de « repentance », mais de responsabilité historique afin de pouvoir enfin ouvrir une ère nouvelle entre nos deux pays.

Pour EELV, la France doit ensuite répondre à la demande de l'Etat algérien de prendre en compte les effets des tests nucléaires à ciel ouvert effectués par notre pays depuis les années 60, notamment en ce qui concerne la contamination des sols et la juste indemnisation des victimes.

La question des visas doit aussi être abordée durant ce voyage. La France et l'Algérie doivent œuvrer de concert pour faciliter la circulation des personnes, notamment des plus jeunes, et améliorer les conditions de vie des « chibanis » d'origine algérienne, retraités partageant leur vie entre nos deux pays qui voient leur pension réduite à la portion congrue alors qu'ils se sont énormément sacrifiés.

C'est en répondant à ces questions que cette visite d'Etat sera à la hauteur des ambitions fixées par le chef d'Etat.

**Elise LOWY,
Jean-Philippe MAGNEN,**
Porte-parole

Proche et Moyen Orient

70

NOUS DEVONS AIDER LE CHANGEMENT EN SYRIE

Le 27 septembre 2012

Pour rester au pouvoir, faire cesser les manifestations, et punir collectivement les millions de Syriens qui ont manifesté quotidiennement contre lui, le régime syrien a pris la responsabilité d'une répression criminelle et d'une confrontation armée.

Depuis 18 mois, il a fait plus de 30 000 victimes, hommes, femmes et enfants (dont plus de 5000 pour le seul mois d'août) tout en expulsant de leur foyer plus de 3,5 millions de Syriens, (dont un demi million ont pu s'échapper en Turquie, en Jordanie, au Liban ou en Irak) en bombardant les quartiers qu'il considère comme opposants, puis en y envoyant des mercenaires massacrer les familles. Le régime ne cessant pas ses bombardements et destructions, le nombre de Syriens sans toit risque d'augmenter dans les semaines à venir. La pluie et le froid vont aggraver l'insécurité de ces millions de victimes de la répression de masse aveugle du régime.

La tournure que prennent les événements laisse à penser que le conflit est en train de s'enliser sans aucune perspective de sor-

tie de crise immédiate. Si les rebelles syriens ont remporté des succès cruciaux cet été, depuis la rentrée, le régime n'hésite plus à bombarder massivement les villes, choisissant la politique de la terre brûlée pour infliger des punitions collectives aux populations soutenant la résistance. Et les solutions diplomatiques proposées quotidiennement par les gouvernements européens et américain semblent toutes vouées à l'échec, tandis que chaque jour qui passe égraine son lot insupportable de morts, de blessés, de déplacements des populations et de destructions massives, dans l'inaction et l'impuissance coupables de la communauté internationale.

Déplorant les vétos russe et chinois au Conseil de sécurité qui bloquent toute intervention extérieure légitime, et totalement respectueux du droit international, Europe Ecologie Les Verts ne peut que constater actuellement le manque criant d'efficacité du système international et son inadaptation aux défis actuels. Cette crise est la preuve qu'il est urgent de reconsidérer le fonctionnement des institutions onusiennes, en particulier celui du Conseil de sécurité et du droit de veto de ses cinq membres permanents, n'offrant aucune

solution onusienne satisfaisante en cas de blocage. EELV rappelle à cette occasion sa position favorable à la suppression à termes de l'actuel droit de veto à l'ONU, instrument bien commode pour certains Etats et dictateurs, se servant de jeux d'alliances désuets pour pouvoir continuer à massacrer à l'intérieur tout en négociant à l'extérieur. Si la communauté internationale tient vraiment à ce que le « plus jamais ça », proclamé maintes fois (après les massacres en ex-Yougoslavie, en Tchétchénie, en RDC, le génocide au Rwanda, etc.), devienne enfin possible, elle doit engager une réforme structurelle conséquente incluant la question du veto au Conseil de sécurité. L'adoption en 2005 par l'ONU de la « responsabilité de protéger » qui affirme que chaque Etat doit protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, et qu'à défaut c'est à la communauté internationale que revient la responsabilité subsidiaire d'assurer la protection de cette population, n'a pas été mise en oeuvre faute de volonté politique. Pourtant, au lendemain du printemps des peuples arabes, la communauté internationale avait une occasion formidable d'encourager par un

Proche et Moyen Orient

71

soutien concret à la lutte du peuple syrien, l'émancipation des peuples des régimes autoritaires ou dictatoriaux, et d'affaiblir ceux-ci. Logiquement, la Russie et la Chine qui émargent à cette catégorie (sans parler de l'Iran, autre soutien indéfectible du clan Assad !) ne l'ont pas voulu, et nul n'a voulu passer outre.

Les vétos russe et chinois doivent également cesser de servir d'excuse à une diplomatie européenne apathique. En effet, le traité de Lisbonne a mis en place un service diplomatique européen, et il est nécessaire que sa Haute Représentante assume ses responsabilités et assure une meilleure présence diplomatique de l'Union européenne dans la région. La construction d'une Europe forte sur la scène internationale ne restera qu'à l'étape de vœu pieu si celle-ci ne se saisit pas du rôle qu'elle a vocation à jouer dans la résolution de conflits aussi graves que celui qui touche la Syrie. EELV est à cet égard extrêmement préoccupé du manque d'ambition actuel des instances européennes et rappelle sa volonté de voir se concrétiser une Europe fédérale, démocratique et écologique jouant enfin un rôle majeur en matière de prévention des conflits et de promotion des droits humains sur la scène internationale.

Les responsables politiques européens ne doivent pas oublier qu'à moyen terme, la crise syrienne risque de déboucher sur une régionalisation du conflit. La Syrie est en effet un Etat pivot,

une pièce importante pour l'équilibre régional et le conflit actuel ne peut pas s'analyser comme le résultat d'un affrontement communautaire. C'est la lutte d'un peuple qui se bat pour la liberté et la démocratie. Par conséquent, il faut que la communauté internationale envisage de conjuguer ses efforts à ceux des puissances régionales et à d'autres initiatives qui pourraient se présenter de la part des pays non alignés, bien que les pays arabes ne semblent pas unanimes quant aux mesures à prendre. Lors de l'assemblée générale des Nations Unies actuellement en cours, le président Egyptien, Mohamed Morsi, s'est de nouveau prononcé pour une solution politique et compte encore sur l'initiative du « quartet » (Iran, Egypte, Turquie, Arabie Saoudite) qu'il avait lancée. La Tunisie, de son côté, se prononce pour une force arabe d'interposition de paix alors que le Qatar est pour une intervention armée des pays arabes. Aussi mince soit-elle, il ne faut négliger aucune piste pour trouver une solution politique à la répression que subit le peuple syrien. Ceci en s'assurant néanmoins que ces initiatives ne soient pas l'occasion pour le régime Assad de gagner du temps. C'est pourquoi toute nouvelle initiative doit être accompagnée de sanctions en cas de refus du régime syrien de respecter ses engagements.

Nous ne devons pas oublier non plus la responsabilité occidentale, qui a permis à un régime tyrannique de se maintenir des décennies, ni quels intérêts géo-

politiques l'ont soutenu. Les populations sont otages et victimes de la lutte pour une domination régionale que ce soit de la part de l'Iran, de la Russie, des Etats-Unis, de l'Arabie Saoudite ou du Qatar. Les peuples subissent de plein fouet les secousses d'une mondialisation remettant en cause les anciennes grandes puissances et le partage de ressources naturelles de plus en plus convoitées mais de plus en plus rares. Cette toile de fond n'obère en rien une aide indispensable, mais elle ne peut être ignorée et doit éclairer nos démarches et propositions.

Si une action militaire semble inenvisageable dans la configuration actuelle des positions au Conseil de sécurité, l'Union européenne se doit d'accueillir davantage de réfugiés ou de donner des moyens matériels et financiers conséquents aux pays en défaut de capacité d'accueil de le faire. C'est là un autre moyen d'assumer sa responsabilité à protéger les peuples.

Enfin, si jamais la France se décidait à fournir des moyens, notamment militaires, susceptibles d'aider l'Armée Syrienne Libre à se défendre efficacement et à renverser le pouvoir sanguinaire de Bachar El Assad, ces transactions devraient se réaliser dans des conditions les plus transparentes possibles permettant à ce que ces armes parviennent aux groupes défendant une Syrie démocratique et respectueuse de sa diversité. Ceci aussi afin d'éviter une dissémination extrêmement dangereuse

Proche et Moyen Orient

72

des armes pour les populations de la région, comme cela a pu être observé après l'intervention occidentale en Libye. EELV rappelle à cette occasion sa volonté de voir aboutir les négociations

actuelles à l'ONU concernant le Traité sur le commerce des armes afin de réguler efficacement et drastiquement à l'échelle internationale ce commerce mortifère.

Pour EELV,
la commission
Transnationale,
le 27 septembre 2012

UN TRAIN EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ POUR LA SYRIE



Les voyageurs ont manifesté dans la Gare de l'Est avant de prendre le train aux cris de « Bachar, casse-toi, la Syrie n'est pas à toi! » ou encore « Bachar, assassin! ». Des vêtements et des visages blancs en papier jonchaient le sol de la gare, symbolisant la triste réalité des dizaines de milliers de victimes de ce conflit.

Le 12 décembre 2012

Ce mardi 11 décembre, un TGV est parti de la Gare de l'Est à Paris à 10h55, direction Strasbourg, avec à son bord une délégation de plus de 300 personnalités et militants soutenant le peuple syrien. Plusieurs wagons avaient été réservés pour l'occasion par les organisations Souria Houria et Vague Blanche, associations françaises œuvrant pour la démocratie et les droits de l'homme en Syrie.

Militants français, syriens, franco-syriens, etc. tous étaient là pour exprimer leur solidarité

avec le peuple syrien qui continue de subir les exactions du régime sanguinaire de Bachar El Assad. Car depuis mars 2011, début des soulèvements dans tout le pays contre le régime de Damas, plus de 41 000 personnes sont mortes, et chaque jour qui passe égrène son lot mortuaire de civils tués et blessés. Le « Train pour la liberté du peuple syrien » avait prévu Strasbourg comme destination car le Parlement européen siège en session plénière toute cette semaine. Il s'agissait de se rendre en délégation à la rencontre des parlementaires européens pour leur transmettre des propositions d'action.

Monzer Makhous, ambassadeur de la Coalition syrienne en France, et d'autres membres de la Coalition nationale de l'opposition, étaient à bord du train afin de rencontrer dans l'après-midi des parlementaires européens. L'écrivain-essayiste, Noëlle Châtelet, sœur de l'ancien Premier ministre Lionel Jospin et très impliquée sur la Syrie, était également du voyage.

Nous étions cinq militants de la commission Transnationale d'Europe Ecologie Les Verts à bord: Françoise Hoffet, Cécilia Joxe, Abdelsalam kleiche, Patrick Farbiaz et moi-même.

Proche et Moyen Orient

73



Arrivés à Strasbourg, nous nous sommes tous rendus, sous égide de l'association Alsace Syrie, au Théâtre national, écouter des prises de parole de personnalités comme Jack Ralite, ancien ministre communiste et homme de lettres, l'écrivaine syrienne Samar Yazbek ou encore des spécialistes de la Syrie comme Ignace Leverrier (qui tient un très bon blog sur la Syrie).

Puis nous nous sommes rendus en délégation au Parlement européen. Une première délégation a été reçue par le cabinet de Catherine Ashton, haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères. Puis dans une autre salle, sous égide de Patrick Le Hyaric, eurodéputée de la GUE/NGL, un débat a eu lieu durant plus d'une heure entre la délégation et plusieurs eurodéputées, dont Hélène Flautre, Nicole Kiil-Nielsen et Malika Benarab-Attou pour le groupe Verts/ALE.

L'objectif était de porter jusqu'au Parlement européen de Strasbourg un certain nombre de demandes politiques et humanitaires, dont la reconnaissance de la Coalition unitaire syrienne, comme interlocuteur unique et légitime, l'établissement de relations avec ses représentants, une augmentation de l'aide aux réfugiés ou encore la mise en place urgente de corridors et de lignes sanitaires pour l'acheminement des médicaments. Il s'agissait plus globalement de faire connaître l'existence d'une société civile qui se bat au quotidien et qui prend en charge, notamment dans les zones libérées, la vie quotidienne et administrative, et de parler d'une aide particulière à envisager pour les femmes qui connaissent une situation très dure, devant assurer le ravitaillement ou encore la non-scolarisation des enfants tout en affrontant la peur et la terreur quotidiennes. Les délégations demandaient égale-

ment une ouverture des frontières européennes pour les réfugiés.

Une petite délégation des représentants de la Coalition syrienne en France a ensuite été reçue par Eva Joly, présidente de la commission du développement au Parlement européen. Elle était composée de Samar Yazbek, écrivain et responsable de l'association de femmes Soriat pour le développement humain, Shadi Abou Falher, responsable des Comités de coordination des quartiers de Damas, Bassma Kodmani, ex porte-parole du Conseil National Syrien et responsable de l'Arab Initiative Reform, Lamis Zolhof, du Comité de secours de la population syrienne et Mohamed Al Roumi, de Souria Houria. La délégation a insisté sur la nécessité de réorienter une partie de l'aide débloquée par l'UE vers les déplacés de l'intérieur (trois millions de personnes) et de travailler en lien étroit avec les comités locaux de l'intérieur qui contrôlent les zones libérées. Il a également été évoqué le travail que mène le Comité syrien pour la traçabilité des avoirs de la famille Assad et de tous les caciques du régime (avoirs dont une partie est déjà gelée) en France et en Europe. Eva Joly a rappelé la transparence totale de l'aide débloquée par l'UE au profit du peuple syrien dont il est possible de suivre le cheminement sur Internet.

Nous sommes ensuite repartis à 18h30 pour un retour à Paris après cette brève et intense journée à Strasbourg.

Proche et Moyen Orient

74

Certes, sur le terrain, les opposants syriens qui se battent pour survivre et mettre à bas un régime exécrable doivent trouver le temps bien long avant que la communauté internationale ne commence à réagir sérieusement. Mais les choses bougent peu à peu : l'ONU a annoncé il y a quelques jours qu'elle retirait du pays son personnel non essentiel, suivie de près par l'Union européenne. Les rebelles intensifient en effet les attaques, notamment à Damas, et cela suscite l'inquiétude de la communauté interna-

tionale quant aux réactions de Bachar El Assad, soupçonné il y a peu par Washington d'être prêt à recourir aux armes chimiques contre son peuple. Les ministres des affaires étrangères des 28 membres de l'OTAN viennent également de donner leur feu vert au déploiement de missiles Patriot en Turquie, le long de la frontière syrienne, mettant en garde Damas sur « la réaction immédiate de la communauté internationale » en cas d'utilisation de son arsenal chimique.

Etant donnée la situation actuelle, et surtout en plein hiver, alors que la population commence à souffrir du froid, chaque action, chaque geste, compte donc pour exprimer sa solidarité avec le peuple syrien en lutte. D'où ce voyage de notre délégation à bord du « train pour la liberté du peuple syrien ».

Benjamin Joyeux

FRACTURES EN TERRE SAINTE : UNE SEMAINE EN PALESTINE

Le 21 novembre 2012

du 10 au 16 novembre 2012, une délégation de jeunes militants associatifs et politiques d'Europe et d'Amérique, dont je faisais partie, s'est déplacée en Cisjordanie. Nous étions une petite centaine à être invitée par le département Jeunesse et sports de l'Autorité palestinienne pour découvrir les territoires palestiniens, et notamment la réalité des implantations de colonies israéliennes sur le terrain. Pour beaucoup d'entre nous, c'était la première fois que nous nous rendions en Israël-Palestine.

La délégation française était composée de douze personnes, dont pour les représentants po-



La délégation devant la tombe de Yasser Arafat à Ramallah

Proche et Moyen Orient

75

litiques, deux personnes du MJS (Mouvement des jeunes Socialistes), une conseillère de Paris accompagnée d'un membre de la commission internationale pour le Parti Communiste et moi-même pour Europe Ecologie Les Verts (EELV). Faisaient également partie de la délégation de jeunes militants, bénévoles et salariés de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité). Il nous avait été fortement conseillé avant de partir d'ébruiter le moins possible ce voyage pour qu'il n'y ait pas de problème sur place, notamment pour pouvoir passer sans encombre la douane à l'aéroport de Tel Aviv. Etant donnés les interrogatoires que nous avons ensuite subis à l'aéroport Ben Gourion, à l'aller comme au retour, nous avons mieux compris pourquoi une telle prudence était de mise. Il a fallu jouer les touristes naïfs pour pouvoir passer sans être déstabilisés par une pluie de questions de deux agents israéliens. Exercice on ne peut plus formateur. Et premier choc: deux amies membres de l'AFPS, françaises mais portant le voile, se sont faites arrêter dès leur descente de l'avion à l'aller et interroger pendant cinq heures, de 1h à 6h du matin. Nous avons attendu dans le hall de l'aéroport toute la nuit, espérant qu'elles soient enfin relâchées, ce qui fut le cas au petit matin, sans toutefois qu'elles aient pu obtenir le précieux visa israélien permettant de circuler librement en Israël et dans les territoires palestiniens. Dès l'aéroport, nous avons ainsi pu palper la réalité des discriminations et du poids

des préjugés régnant en maître sur ces terres pourtant baignées de multiculturalisme depuis trois millénaires.

Basés à Ramallah, nous avons visité tout au long de la semaine les villes de Ramallah, Jérusalem, Hebron, et des villages, sur la route de Naplouse notamment, confrontés à la réalité du mur. Nous avons pu voir à Qalqilya que le mur encerclait totalement la ville, l'ayant transformé en prison urbaine à ciel ouvert. Une trappe sous le mur permet notamment d'alimenter la ville en eau, et apparemment l'Etat israélien, qui en a l'entier contrôle, s'amuse parfois durant l'été à couper l'eau sans sommation. Comment dans de telles conditions demander aux habitants de Qalqilya de rester calme et d'accepter leur sort de « prisonniers » ?

A Hebron également, la réalité de la colonisation israélienne est absolument terrible, avec des colons israéliens particulièrement fanatisés qui harcèlent les Palestiniens habitant la ville, sous le regard bienveillant de l'armée israélienne. On peut y voir des dizaines de magasins fermés avec des appels placardés dessus et signés de rabbins extrémistes réclamant le maximum de meurtres de Palestiniens. Nous y avons passé plusieurs heures, le mardi 13 novembre, manifestant notamment aux cris de « free Palestine », sous l'oeil méfiant de soldats israéliens. Nous y retournons le jeudi 15 novembre pour passer l'après midi avec un habitant d'Hebron dont les voisins colons

sont particulièrement fanatisés. Ceux-ci, en plus de grignoter petit à petit son jardin, sont déjà rentrés plusieurs fois chez lui armés, effrayant sa femme, pauvre dame qui deux fois enceinte a fait deux fausses couches à cause de ces malades. Notre hôte, qui nous fait visiter sa maison, nous explique qu'il ne peut jamais s'éloigner plus de deux heures de chez lui, au risque sinon de retrouver sa maison occupée à son retour. Et cela fait plus de 20 ans que ça dure ! Cet homme paraît d'une patience et d'un courage absolument phénoménaux. Son cas a été plusieurs fois médiatisés dans des émissions telles qu'un Oeil sur la Planète sur France 2.

Un des éléments les plus marquants est sans doute le fameux mur, qui sépare Israël de la Cisjordanie et qui empiète largement sur le territoire censé être dévolu aux Palestiniens. Nous avons pu consulter des cartes montrant son tracé par rapport aux frontières légales de 1967, et celui-ci est particulièrement scandaleux. Si avant de partir, j'étais déjà assez critique sur le respect par Israël du droit international en la matière, j'en reviens révolté. Non seulement il n'y a vraiment aucun respect des frontières de 1967, mais il y a de plus un véritable accaparement des terres et des ressources naturelles qui a été effectué avec la construction du mur au profit total d'Israël, rendant la possibilité même d'un Etat palestinien viable particulièrement difficile. Il n'y a pas que la division entre la Cisjordanie et

Proche et Moyen Orient

76

Gaza mais également un morcellement progressif du territoire cisjordanien paraissant difficilement compatible avec la possibilité même d'un Etat palestinien viable. Et le processus de colonisation ne fait que s'accélérer.

Bref, l'avenir semble bien sombre pour les Palestiniens, mais également pour les Israéliens, car ce processus de colonisation fait énormément de dégâts quant à l'image même d'Israël en tant que démocratie. J'ai pu ressentir également que de l'autre côté du mur, beaucoup de citoyens israéliens ne se rendaient pas forcément compte de la réalité de la vie quotidienne du citoyen palestinien confronté aux checkpoints, au harcèlement de certains soldats de Tsahal, et surtout aux difficultés économiques à pouvoir vivre sur un territoire morcelé avec des possibilités de déplacement extrêmement restreintes. Je crois comprendre également maintenant un peu mieux un certain point de vue israélien, qui, après les traumatismes de l'histoire, a voulu disposer de son propre Etat et se méfie beaucoup de la communauté internationale. Mais justement, les leçons de l'histoire devraient nous apprendre à vouloir briser les murs et non pas à en ériger. La campagne "des ponts pas des murs" prend une dimension toute particulière là-bas.

Mais il y a tout de même des éléments positifs. Nous avons pu rencontrer sur place essentiellement des militants de la Palestine libre, associatifs et activistes pacifistes, pas forcément membres du Fatah ou du FPLP,



Mur séparant Israël de la Cisjordanie

tous résolus à disposer d'un territoire indépendant et ne remettant pas en cause l'existence d'Israël ni le droit à sa sécurité, mais le comportement de l'actuel gouvernement Netanyahu allié à l'extrême droite, favorisant l'implantation de colonies et rendant illusoire toute possibilité même de paix. Il est vrai qu'il semble bien illusoire de mettre autour d'une table de négociations sur un pied d'égalité colons et colonisés, agresseurs et agressés, pour leur demander de faire la paix. Ce mur est le symbole même de l'impossibilité d'une paix viable et durable. Nous avons pu participer à plusieurs marches pacifistes contre les colonies, mais tout d'un coup, mercredi 14 novembre, l'ambiance a commencé à chauffer avec l'assassinat ciblé par Tsahal du chef militaire du Hamas à Gaza. Malgré le discours de nombre de médias français, il est difficile de

ne pas voir dans cette escalade de la violence une opération électorale du côté de Netanyahu pour rester au centre du jeu en vue des prochaines législatives israéliennes, tout comme une réponse guerrière à la tentative diplomatique de Mahmud Abbas, le président palestinien, de faire reconnaître la Palestine à l'ONU le 29 novembre prochain. Que des civils palestiniens et israéliens en payent le prix de leur vie, comme cette famille palestinienne de neuf personnes tuées dans un bombardement, ou encore un bébé de 18 mois, est particulièrement immonde.

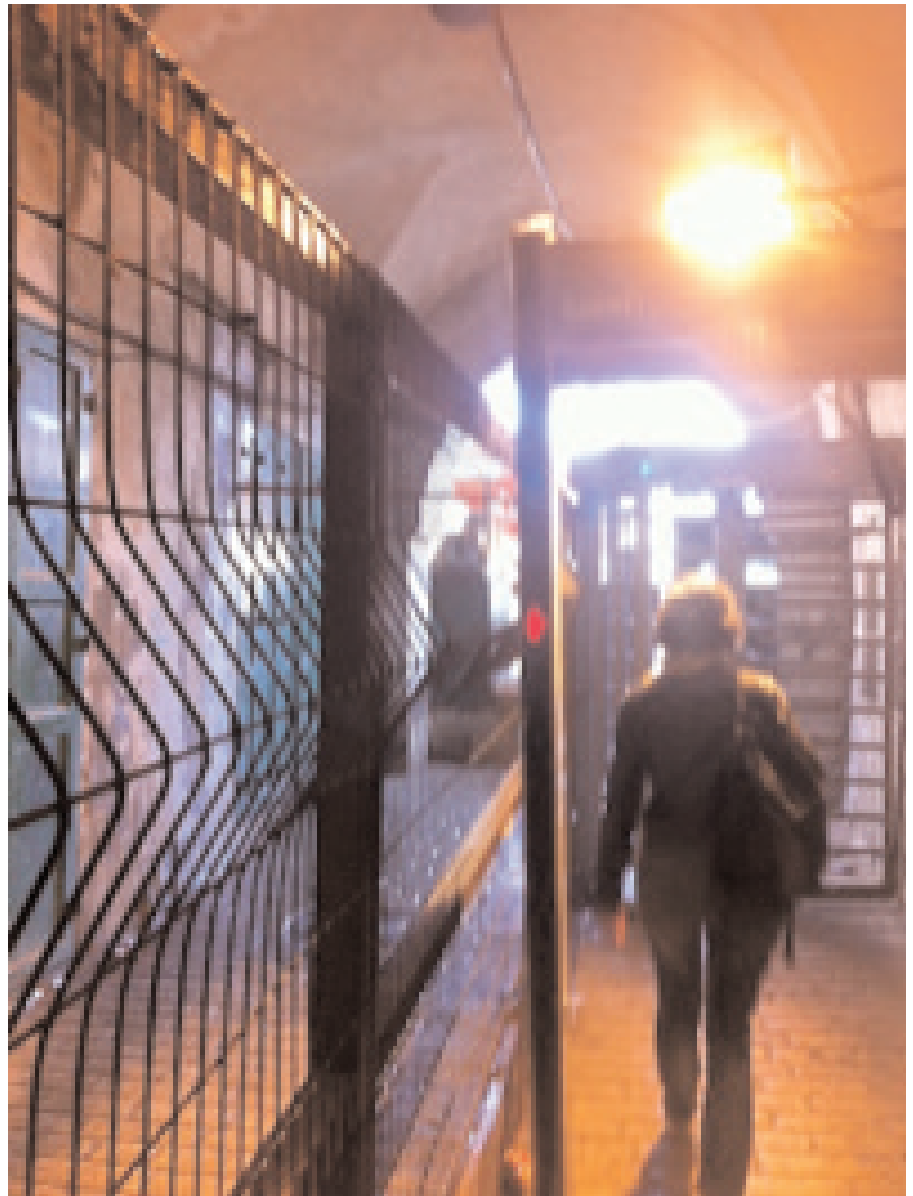
Nous sommes donc repartis de l'aéroport de Tel Aviv vendredi soir alors que des rumeurs circulaient côté palestinien sur le fait que deux roquettes auraient touché l'aéroport de Tel Aviv. Heureusement pour notre sécurité, il n'en était rien.

Proche et Moyen Orient

77

Pour l'instant, la première conclusion que je retire de ce voyage particulièrement éprouvant d'un point de vue moral, c'est qu'il ne s'agit pas de montrer du doigt une des parties en présence, en l'occurrence plutôt Israël qui colonise sans vergogne, ou d'instrumentaliser sans cesse le conflit israélo-palestinien dans un but géopolitique sans égard pour les civils israéliens et palestiniens qui sont les seules victimes de ce conflit sans fin, mais de mettre la communauté internationale devant son immense responsabilité: même pas être capable de faire appliquer une résolution onusienne sur les dizaines qui existent en la matière, de faire cesser la colonisation ou encore d'obliger Israël à abattre ce mur indigne. S'il avait été érigé uniquement pour des questions de sécurité, le tracé de ce mur aurait été très différent.

Il faut arrêter de jouer les naïfs en la matière et de regarder ailleurs quand un Etat bafoue le droit international, au prétexte d'une culpabilité vis-à-vis de l'histoire. Ou pire, de rehausser des accords d'association comme vient de le faire l'Union européenne avec Israël, offrant un blanc seing à l'actuel gouvernement israélien au lieu de taper du poing sur la table. La communauté internationale pourra comme cela avoir une double responsabilité culpabilisante, vis-à-vis des Israéliens et des Palestiniens. Double échec quoi. La deuxième conclusion claire que je tire de ce voyage: il ne s'agit nullement d'un conflit ethnique, religieux ou culturel, mais



Checkpoint à Hebron

bien d'un conflit territorial, avec bataille pour les ressources et l'accaparement des terres, à l'unique profit d'Israël pour le moment, et ce depuis 1967. En ce sens, il concerne en premier chef les écologistes, qui se battent pour un partage équitable des ressources partout sur la planète. Les Palestiniens, comme les paysans indiens et tous les autres, ne doivent pas être les victimes d'un processus

de développement réclamant toujours plus de ressources pour quelques uns au détriment du plus grand nombre. La montée du fanatisme religieux dans la Bande de Gaza par exemple n'est qu'une conséquence de ce conflit territorial qui fait éprouver à la plupart des Palestiniens un immense sentiment d'injustice vis-à-vis de la communauté internationale. Pourtant beaucoup font encore le jeu du droit parmi

Proche et Moyen Orient

78

eux. La preuve avec la tentative de reconnaissance de la Palestine à l'ONU. D'où l'importance pour la France de la soutenir pour tenter de faire taire les roquettes et les canons. Il faut également sans cesse écarter les procès d'intention en antisémitisme ou en islamophobie qui sont brandis à chaque fois que l'on se mêle de ce conflit, paravents bien commodes à l'inconséquence des uns et des autres. Malheureusement, ni la France ni l'Union européenne ne se décident à dire haut et fort que l'actuelle politique israélienne doit être sanctionnée et ne se donnent les moyens de pression suffisants pour que le droit international s'applique. Nous savons tous que la loi du plus fort prime dans ce conflit et qu'elle a supplanté depuis longtemps le devoir de la communauté internationale d'exiger, sous peine de sanctions, le respect du droit international. Il ne faut pas non plus continuer à attendre de la part des Etats-Unis une politique autre qu'un appui inconditionnel à Israël, quels que soient ses choix politiques. Pendant les deux premières années de son mandat, Barack Obama avait essayé d'obtenir le « gel des colonies », sans succès. L'intransigeance du gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu, allié de Lieberman, a eu rai-

son de cette exigence et de toutes les promesses faites lors de son fameux discours du Caire.

Comment ne pas voir également que la récente visite en France de Monsieur Netanyahu fin octobre a été une occasion manquée pour la France d'affirmer d'avantage ses valeurs et ses principes en matière de respect du droit international ? Comment accepter que le premier ministre israélien puisse affirmer et se vanter, en pleine campagne électorale, que les convergences de vue avec la France aient alors dépassé ses espérances ?

Le 29 novembre prochain, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a confirmé qu'il présenterait à l'Assemblée Générale des Nations Unies la demande de reconnaissance d'un statut d' « Etat non membre » pour la Palestine. Il faut éviter que les pressions israéliennes et américaines cherchant à faire échouer cette initiative soient acceptées par la France et ses partenaires européens.

Ainsi, quelle sera la position de la France ? Va-t-elle enfin cesser ses tergiversations pour parler d'une voix ferme et claire en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien viable et doté de tous les attributs de la souveraineté aux cotés de l'Etat israé-

lien? Il s'agit du 59e engagement du candidat Hollande devenu Président de la République française.

Laurent Fabius a déclaré dimanche dernier depuis Jérusalem qu'il était nécessaire d'évaluer si cette initiative sert la « paix ». Mais cette initiative est politique et de droit. La France et l'Union européenne doivent cesser de se dérober sans cesse au nom de la « sécurité d'Israël ». Au nom de cette sécurité, il faut justement reconnaître l'Etat de Palestine. Il faut reconnaître la Palestine comme une première étape pour faire avancer une résolution pacifique du conflit, comme la communauté internationale a su reconnaître en 1949 unilatéralement l'Etat d'Israël. Il n'y a pas un Etat en trop au Proche Orient, en l'occurrence Israël, comme le pense encore certains, dont le Hamas. Mais il est clair qu'il manque un Etat, celui de la Palestine.

Benjamin Joyeux

Pour aller plus loin :

Interpellation de Catherine Ashton par Dany Cohn-Bendit au Parlement européen :

<http://www.youtube.com/watch?v=JW7dYBverT8>

Tribune de la sénatrice EELV Esther Benbassa:

http://www.huffingtonpost.fr/esther-benbassa/etat-palestine-israel_b_2156804.html?utm_hp_ref=france

Tribune dans Libération des eurodéputés EELV:

http://www.liberation.fr/monde/2012/11/19/pour-le-nouvel-etat-de-palestine_861255

RÉSOLUTION 67/19 : UNE AVANCÉE POUR LA PALESTINE

65 ans après le plan de partage de la Palestine en deux Etats, l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa 67ème session a voté, le 29 novembre dernier, la résolution 67/19 sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine¹.

La résolution réaffirme «... le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, et à l'indépendance dans un Etat de Palestine situé sur le territoire palestinien occupé depuis 1967 ; » et lui accorde « ...le statut d'Etat non membre observateur de l'Organisation des Nations Unies... » . En passant en revue les principales résolutions antérieures², dont celle concernant le statut d'occupation militaire de la Cisjordanie et de Jerusalem-Est³, le texte « affirme sa détermination à contribuer à la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien et à un règlement pacifique de la question du Moyen-Orient qui mette fin à l'occupation remontant à 1967 et corresponde à la solution prévoyant deux États, avec un État palestinien indépendant, souverain, démocratique, d'un seul tenant ...sur la base des frontières d'avant 1967 », et à sa fin « Prie le Secrétaire général de prendre les mesures néces-

saires pour donner suite à la présente résolution et de lui rendre compte d'ici à trois mois des progrès accomplis à cet égard. »

Cette reconnaissance, nous allons le voir, ouvre à l'Etat de Palestine des nouvelles prérogatives juridiques pour le respect de leurs droits et pourrait s'avérer un progrès vers le respect du droit international en général. Elle est une victoire diplomatique et politique de l'Autorité Palestinienne et de l'ensemble du peuple palestinien. Après tant d'année d'attentisme les grandes puissances sauront-elles assumer leur responsabilité ? Voudront-elles venir à bout de l'impunité israélienne au regard du droit international ?

1. LA VOIE OUVERTE À LA SAISINE DE LA CPI PAR LA PALESTINE

Le statut d'Etat observateur non-membre par la résolution 67/19 des Nations Unies octroie la qualité d'entité juridique à la Palestine qui devrait pouvoir se prévaloir sans difficultés des conventions internationales relatives aux droits de l'homme ainsi que saisir les juridictions internationales.

La résolution du 29 novembre 2012 clarifie indéniablement le statut de la Palestine. Dès lors, le Procureur de la CPI devrait être en mesure, sous réserve d'une nouvelle déclaration conforme au droit international par la Palestine⁴ (à l'instar de celle du 21 janvier 2009⁵), de procéder à un examen préliminaire, étape préalable à l'ouverture d'une enquête.

Il est prévu en effet que : « Tout Etat Partie peut déférer au Procureur une situation dans laquelle un ou plusieurs crimes relevant de la compétence de la Cour paraissent avoir été commis, et prier le Procureur d'enquêter sur cette situation en vue de déterminer si une ou plusieurs personnes identifiées devraient être accusées de ces crimes » (art.14.1 Statut de Rome⁶).

La CPI peut s'auto saisir (art. 13.c), être saisie par le Conseil de sécurité des Nations Unies (art. 13.b), ce qui paraît « improbable »⁷, ou par une « Partie » (art.13.a), option que nous envisageons ci-après.

• La personnalité juridique de l'Etat Palestinien

La résolution 67/19 des Nations Unies conforte indéniablement

Proche et Moyen Orient

80

la personnalité juridique de la Palestine lorsqu'elle énumère les droits du peuple palestinien « dans un Etat de Palestine » et confirme donc la capacité de ce pays à agir devant la justice internationale.

A titre de comparaison, on rappellera les extensions normatives pour les entités suivantes : « les sociétés dans le droit des investissements », « entités non étatiques armées » ou les « micro-Etats dont la dépendance à l'égard de leurs voisins laisse songeur quant à leur réelle souveraineté »⁸.

Précision est même faite quant à l'exercice de la personnalité juridique de la Palestine : « sans préjudice des droits et privilèges acquis et du rôle de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies en sa qualité de représentante du peuple palestinien », s'agissant du Comité exécutif de ladite organisation.

Au surplus, le droit pour les palestiniens à l'autodétermination et à disposer d'eux-mêmes est affirmé à de nombreuses reprises dans la résolution du 29 novembre 2012⁹ où l'Assemblée générale « réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance dans un Etat de Palestine (...) ».

• Le territoire de l'Etat Palestinien

Pour que la CPI soit compétente, la Partie qui la saisit doit, outre la déclaration de compétence,

être « l'Etat sur le territoire duquel le comportement en cause a eu lieu (...) » (art.12.2.a).

L'Assemblée générale des Nations Unies, dans la résolution 67/19, « affirme sa détermination à contribuer à la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien (...), sur la base des frontières d'avant 1967 ». De même, les Nations Unies reconnaissent l'existence d'« un Etat de Palestine situé sur le territoire palestinien occupé depuis 1967 ».

Partant, aucune contestation sur l'existence de territoires palestiniens ne saurait être portée à raison de l'occupation des territoires.

• Matérialité d'une potentielle saisine de la CPI

Une réserve doit toutefois être apportée quant au champ temporel d'un recours potentiel de la Palestine devant la CPI qui ne peut être saisie que sur des faits à partir du 1er juillet 2002. Aussi, la Cour ne peut normalement exercer sa compétence qu'à l'égard des crimes commis après l'entrée en vigueur du Statut pour la Palestine. Cette limitation supplémentaire devrait cependant être évitée par la déclaration de consentement de la Palestine à la compétence de la Cour des actes commis sur le territoire palestinien à partir du 1er juillet 2002 (art.12.3)¹⁰.

Le Procureur de la CPI apprécie la gravité des faits qui lui sont

soumis. Les crimes relevant de la compétence de la CPI sont: crime de génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crime d'agression (art. 5 Statut de Rome). Ces crimes visés, selon les termes du Préambule du Statut, « menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde », touchant « l'ensemble de la communauté internationale », « ne sauraient rester impunis » et dont « la répression doit être effectivement assurée par des mesures prises dans le cadre national et par renforcement de la coopération internationale ».

Plusieurs faits sont susceptibles d'être rapportés devant la CPI et, notamment, selon les observateurs : l'opération « Plomb durci » relative à la colonisation israélienne et au déplacement forcé des populations ou l'affaire de l'empoisonnement de Yasser ARAFAT¹¹.

A noter que le fait qu'Israël n'ait pas ratifié le Statut de Rome est indifférent quant aux poursuites susceptibles d'être diligentées à son encontre par la CPI saisie par la Palestine.

A l'inverse, l'Etat qui devient Partie au Statut de Rome accepte « par la même » la compétence de la Cour (art.12.1). Dès lors, les groupes armés palestinien, dont le Hamas, de la bande de Gaza qui sont régulièrement dénoncés par Israël, l'ONU et des ONG, pourraient, eux aussi, constituer un motif de saisine de la CPI.

Proche et Moyen Orient

81

2. VICTOIRE DIPLOMATIQUE PALESTINIENNE ET ISOLEMENT ISRAÉLIEN

Cette demande de l'Autorité Palestine (AP) à l'ONU vient après une longue période des négociations infructueuses qui a permis une colonisation accélérée de la Cisjordanie, l'annexion de Jérusalem-Est, le maintien du blocus de Gaza, la construction du mur pratiques toutes illégales au regard du droit international¹².

En s'adressant directement à la communauté internationale, l'AP se propose de faire évoluer cette situation qui chaque jour met en péril la solution des deux états. Sa demande au Conseil de Sécurité en 2011 d'un statut d'Etat plein et entier ayant échoué en raison du veto américain, elle a persévéré en dépit des multiples pressions et promesses de la part des grandes puissances pour qu'elle retire la demande. Bien que le passage par l'Assemblée générale ait exigé de réduire à la baisse le statut au sein de l'organisation « Etat non membre » des Nations Unies, l'acceptation de la résolution à une très large majorité (138 votes pour, 41 abstentions et 9 voix contre) est incontestablement aussi une victoire diplomatique pour l'Autorité Palestinienne et pour l'ensemble du peuple palestinien.

Le très faible nombre de pays qui se sont opposés (Etats-Unis, Israël, Canada, République Tchèque, Panama et quatre

mini-états) est la preuve de la légitimité de cette cause et l'isolement diplomatique israélien au plan mondial.

Ni la campagne sur le péril iranien, brandi depuis plusieurs mois par Israël, ni la démonstration des forces djihadistes au cours de l'opération militaire sur Gaza quelques jours avant la tenue de la session, n'ont pas joué en sa faveur.

Ce succès montre que la principale raison de l'isolement israélien incombe à l'intransigeance à toute négociation du gouvernement actuel. Pour les observateurs israéliens eux-mêmes, le gouvernement de B. Netanyahu s'est trouvé désavoué même par de pays amis qui savent bien que la solution des deux États n'est pas un objectif du gouvernement israélien actuel. Mais, assuré de l'appui inconditionnel des Etats Unis et de l'impunité internationale dont il s'est habitué de jouir lui donne encore une capacité de résistance à continuer à défier la communauté internationale.

L'analyse du vote indique cependant l'affaiblissement du rôle hégémonique des Etats Unis au sein de l'AG des NU. Washington n'est pas parvenu à convaincre ses alliés traditionnels. Les pays latino-américains, par exemple, ont voté pour à l'exception de deux pays, le Panama, qui a voté contre, tandis que la Colombie, très liée à Israël par des accords militaires et de défense, s'est abstenue.

Cependant, les pays Européens restent divisés sur la stratégie à suivre vis à vis d'Israël. Après beaucoup d'hésitations, 14 d'entre eux ont voté favorablement dont la France, 12 se sont abstenus (Grande-Bretagne, Allemagne, Hongrie, Bulgarie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie, pays Baltes) mais seule la République Tchèque s'est opposée alors qu'ils étaient 5 à refuser l'entrée de la Palestine à l'Unesco en 2011. Parmi les abstentionnistes figurent l'Allemagne et la Grande Bretagne qui demandait à l'instar de Nicolas Sarkozy en 2011, que les palestiniens renoncent auparavant à saisir la Cour Pénale internationale (CPI) à l'encontre des responsables israéliens.

L'impossibilité de l'Europe de parler d'une seule voix sur ce conflit dérive d'une politique inconséquente de l'Union depuis des années qui d'un côté condamne la colonisation et le blocus de Gaza et de l'autre fait d'Israël un partenaire privilégié sur tous les secteurs d'activité, elle accepte l'entrée dans le territoire les produits provenant des colonies et permet à ses entreprises de travailler dans les territoires occupés.

Comme il a été souvent dit, l'Europe s'est la plupart du temps contentée de déclarations et, sur le terrain, « d'être payeur » en vue d'améliorer le sort des populations grâce à une aide financière qui représente environ la moitié de l'aide totale en faveur de la Palestine (reconstructions des infrastructures et des loge-

Proche et Moyen Orient

82

ments détruits lors des attaques militaires israéliennes) tout en laissant les Etats-Unis être seul médiateur dans ce conflit.

Pourtant, la responsabilité historique de l'Europe, dont elle a été récemment récompensée, devrait la pousser à être au premier plan en vue du respect de ses engagements sur l'existence d'un Etat de Palestine à côté de l'Etat d'Israël.

3. UNE AVANCÉE POLITIQUE PALESTINIENNE

La demande palestinienne à l'ONU est la conséquence du constat d'un « processus de paix » resté au point mort et qui au cours du temps a laissé libre cours à la poursuite de la colonisation. De multiples négociations entreprises n'ont rien apporté aux palestiniens et ont érodé la confiance de l'AP dans son propre camp. Malgré leurs efforts réalisés pour un développement économique de la Cisjordanie et l'organisation des institutions nécessaires à un Etat, demandes soutenues par les grands puissances, les organismes internationaux voir même par Israël, aucune promesse n'a été tenue : la vie quotidienne du peuple se détériore, l'occupation militaire est chaque jour plus prégnante, le chômage est en augmentation constante et les dégâts écologiques sont considérables.

Bien que cette reconnaissance à l'ONU n'améliore pas directement la situation sur le terrain,

elle devrait instaurer un changement du rapport de forces dès lors que Palestine est dorénavant considérée non pas comme « des territoires palestiniens » mais comme un Etat « occupé » pour lequel l'autodétermination devient de droit. La communauté internationale dans son ensemble et chacun des pays en particulier sera face à de nouvelles lignes directrices pour faire cesser cet état de fait.

Dès le lendemain de la victoire, on observe une remontée de l'espoir du projet national palestinien qui passe par la poursuite du processus de réconciliation engagé entre les organisations politiques palestiniennes au Caire depuis avril 2011. Cette réconciliation est une attente du peuple palestinien lui-même¹³ et aussi une nécessité pour la réaffirmation de l'unité territoriale de la Palestine. Sur le terrain quelques signes positifs sont perceptibles.

La victoire à l'ONU a été célébrée en Cisjordanie et à Gaza, et le chef du Hamas en exil, Khaled Mechaal, a rappelé lors de son voyage à Gaza le 8 décembre 2012, la nécessité de mettre les différends entre le Fatah et le Hamas derrière eux. Un autre signe positif a été l'autorisation de Hamas de permettre la célébration du 47^e anniversaire du Fatah à Gaza le 4 janvier dernier qui a donné lieu à un immense rassemblement dans les rues de Gaza. Par la suite, une rencontre entre Mahmoud Abbas et Khaled Mechaal, sous l'auspice du gouvernement égyptien, s'est tenue le 10

janvier au Caire afin de « mettre en œuvre l'accord de réconciliation » d'avril 2011.

Il serait suicidaire que les européens et les américains n'agissent pas pour faciliter la démarche en commençant par sortir le Hamas de leurs « listes noires ».

La division politique palestinienne, sur laquelle compte Israël privilégiant au gré des circonstances sur la déstabilisation tantôt de l'AP tantôt du Hamas, n'est pas une garantie pour sa sécurité. Le ministre des affaires étrangères israélien, démissionnaire depuis en raison de sa mise en examen, déclarait avant le vote que tout serait fait pour faire tomber Mahmoud Abbas s'il persistait dans sa démarche.

Enfin, le vote aux Nations Unies constitue un progrès significatif afin de parvenir à la reconnaissance de la responsabilité morale notamment des Etats Unis et de l'Europe d'avoir laissé ce conflit s'enliser pendant des décennies. La force nouvelle des pays du sud et émergents, ainsi que leur volonté de rendre justice au peuple de Palestine devrait être entendue.

Proclamer la nécessité de la paix, comme le font les grandes puissances, tout en feignant d'ignorer les causes de l'absence de paix, équivaut à de l'irresponsabilité politique de fait non seulement vis à vis des palestiniens mais aussi des israéliens eux-mêmes et de la communauté internationale toute entière.

Proche et Moyen Orient

83

L'impunité accordée à Israël est une exception sur la scène mondiale et envenime les rapports de l'Occident avec l'ensemble des peuples arabo-musulmans. Alors que les grandes puissances prennent fait et cause pour les révoltes arabes en cours, en changeant radicalement leur géostratégie, la cause palestinienne a été isolée des changements historiques qui se déroulent au Proche-Orient et au Maghreb. Aujourd'hui, elle

revient sur le devant de la scène dans un contexte régional qui évolue en sa faveur et dont leurs grandes puissances devraient en tenir compte et agir avec célérité.

Le vote de l'AG, est un appel aussi à faire évoluer l'ONU dans le sens de la démocratie et du multilatéralisme, cela implique des évolutions urgentes de la composition du Conseil de sécurité et du droit de veto.

La résolution du 29 novembre 2012 ne doit pas s'analyser comme une fin en soi mais ne constitue, certes, qu'une étape, mais une étape suffisante pour que les Etats et les juridictions, prenant acte du changement de statut, en tirent toutes les conséquences conformément à leur mission et au principe d'égalité souveraine des Etats.

William Bourdon
et Cecilia Joxe

- 1 : Résolution accessible via ce lien : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/67/19
- 2 : La résolution 58/292 du 6 mai 2004 et la réaffirmation que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, est applicable au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, notamment en ce qui concerne le sort des prisonniers
- 3 : La résolution 58/292 du 6 mai 2004 et la réaffirmation que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, est applicable au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, notamment en ce qui concerne le sort des prisonniers
- 4 : Sur ce point : voir la note du 14.2.2010 rédigée par le Professeur A.PELLET à la demande de Me W. Bourdon et qui défend une approche fonctionnelle du statut de l'Etat, note accessible via ce lien : http://uclalawforum.com/media/background/gaza/2010-02-18_Pellet-Memo_%28French_Original%29.pdf . On conviendra d'une approche similaire par les Nations Unies dans la résolution 67/19 qui procèdent à une énumération des opinions favorables institutionnelles (FMI, BM...) à l'avancement de la qualité étatique de la Palestine, à la reconnaissance par les autres Etats Membres ainsi qu'à la qualité de membre de l'Etat de Palestine à plusieurs organisations
- 5 : Pour rappel : par déclaration du 21 janvier 2009, l'Autorité palestinienne avait procédé à une telle déclaration (« à l'égard d'actes commis sur le territoire palestinien à partir du 1er juillet 2002 ») qui avait mené à un examen préliminaire sur les crimes de guerre commis par l'armée israélienne qui fut arrêté en attendant que l'ONU se prononce sur le statut de la Palestine. Source presse : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/lacpi-inflige-un-revers-a-l-autorite-palestinienne_1101239.html
- 6 : Disponible sur : http://untreaty.un.org/cod/icc/statute/french/rome_statute%28f%29.pdf
- 7 : Etant donné que des Etats opposés à la reconnaissance de la qualité de membre de la Palestine, tels que l'Israël, la Chine et la Russie
- 8 : Voir : Note « Les effets de la reconnaissance de la compétence de la CPI » du Professeur A.PELLET (disponible supra note de bas de page n°3)
- 9 : A titre d'exemples : tout Etat a le devoir de favoriser « (...) la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit de disposer d'eux même. », « le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris son droit à un Etat indépendant de Palestine », « les droits inaliénables du peuple palestinien, à commencer par le droit de disposer de lui-même » et in fine l'Assemblée générale « Exhorte tous les Etats (...) à (...) l' [le peuple palestinien] l'aider à réaliser rapidement son droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la liberté »

Proche et Moyen Orient

84

10 : Voir infra n°3

11 : Source presse : http://www.lepoint.fr/monde/comment-les-palestiniens-pourraient-saisir-la-cpi-apres-le-vote-de-l-onu-29-11-2012-1535076_24.php ; <http://www.france24.com/fr/20121129-onu-adhesion-statut-etat-palestiniens-palestine-israel-cpi-cour-penale-internationale>

12 : Voir notamment l'avis de la CPI rendu le 9 juillet 2004 novembre qui précise : « L'édification du mur qu'Israël, puissance occupante, est en train de construire dans le territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est, et le régime qui lui est associé, sont contraires au droit international ». Texte rappelé dans la résolution 67/19 de l'AG des NU

13 : Dès mars 2011 des manifestations se sont déroulées en Cisjordanie et à Gaza en écho au « printemps arabe » pour la réconciliation des organisations palestiniennes

LE DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE ET SANITAIRE DE LA POLITIQUE COLONIALE ISRAËLIENNE EN PALESTINE

Depuis l'échec des accords d'Oslo et le déclenchement de la deuxième Intifada, le processus de paix est bloqué et a laissé place à une « politique de guerre permanente » des autorités israéliennes contre l'environnement qui n'a cessé d'aggraver la crise écologique et humanitaire sur l'ensemble du territoire palestinien et de réduire à peau de chagrin la Cisjordanie. Il sera ici question d'analyser ces politiques qui vi-

sent à rendre quotidiennement impuissant son voisin palestinien, et à mettre en question la solution des deux états.

A la lumière des éléments avancés et des changements qui pourraient suivre à la reconnaissance de l'Etat Palestinien par l'Assemblée générale des Nations Unis le 29 novembre 2012 la lutte contre la colonisation et toutes les atteintes aux populations et à l'environnement sont

plus que jamais d'actualité. La communauté internationale est-elle en capacité de sortir de son inertie ?

**UNE PUISSANCE
COERCITIVE
AU PROFIT
DE L'INTÉGRITÉ
ET DE L'EXPANSION
DU TERRITOIRE
ISRAËLIEN**

Proche et Moyen Orient

Après la victoire de Kippour en juin 1967, tous les gouvernements successifs ont encouragé la construction et l'expansion des colonies dans les territoires palestiniens. On constate une augmentation exponentielle des constructions confirmée par l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem qui comptabilise aujourd'hui 500 000 colons dans les 200 colonies en Cisjordanie - Jérusalem Est compris.

L'expansion de ces colonies est dès le début justifiée par des arguments sécuritaires et de défense de l'Etat israélien. La colonisation connaît à partir des années Oslo un bon spectacle favorisée par l'organisation spatiale qui fragmente en trois zones la Cisjordanie : La zone A placée sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne représente 18% de la superficie. La zone B sous contrôle mixte israélien et palestinien représente 20% du territoire et la zone C sous contrôle exclusif israélien représente 62% de la Cisjordanie. Cette fragmentation a généré des zones dépourvues de toute continuité territoriale entre elles. L'augmentation du nombre de colons implique de facto d'organiser la vie sociale et quotidienne des colons, la construction d'infrastructure, l'extraterritorialité juridique des colons et la souveraineté des axes routiers reliant les colonies entre elles et vers Israël. La structuration de la vie des colons implique les routes de contournements pour améliorer l'accès des colons à Israël générant une saisie des terres



palestiniennes. L'armée n'a pas à justifier son action, seule la nécessité militaire suffit. Il s'agit d'un ordre de saisie pour une durée limitée. Le propriétaire a 72H pour s'y opposer délai bien trop court pour entrer en Israël pour une action en justice, ce qui laisse à l'administration civile organe militaire qui gère l'occupa-

tion militaire de déclarer confisquer les parcelles de terres.

Les routes encerclent les zones palestiniennes, limitent par là leur extension, nuisent à la continuité territoriale et soumettent les palestiniens à des barages tenus par l'armée israélienne. Cette restriction des

Proche et Moyen Orient

86

mouvements des biens et des personnes en Cisjordanie comptabilisée à 522 obstacles impactent directement l'économie et participe à la désarticulation de la vie sociale. Il est estimé que l'occupation israélienne coûte aux Palestiniens 4,93 milliards d'euros soit près de 85% du PIB palestinien.

La politique de colonisation suit une vision distinguant les colonies dites « idéologiques » qui finalement apportent que très peu d'intérêt et ont un coût conséquent pour l'Etat Israélien au profit des colonies dites stratégiques situées dans la vallée du Jourdain, Jérusalem Est et sa périphérie. Le retrait de Gaza en 2005 a été une parfaite illustration de cette vision. Les colonies de Gaza ont été évacués au profit d'une main mise plus importante en Cisjordanie où destructions et démolitions de maisons n'a cessé de croître ces dernières années. Selon le Comité israélien contre les destructions de maisons, au moins 24 813 maisons ont été démolies en Palestine depuis 1967. Le rythme de ces démolitions est en constante hausse en avril 2012, le pic mensuel record de 84 démolitions a été atteint .

A cette colonisation qui grignote le territoire palestinien jour après jour s'ajoute la construction du mur de séparation en 2002 dont plus de 60% est accomplie aujourd'hui. Ce mur, dont le tracé se situe dans les terres palestiniennes, redessine les frontières de la ligne verte et, est un moyen supplémentaire d'accomplir une

politique d'annexion et de dé- possession des terres, de transfert des populations locales et possession des points d'approvisionnement en eau.

UNE MAÎTRISE DES RESSOURCES COMME INEXTRICABLEMENT LIÉE À L'EXPANSION TERRITORIALE ISRAÉLIENNE

En plus de son caractère vital le gouvernement israélien cherche à garantir son propre approvisionnement en eau afin d'assurer l'auto suffisance alimentaire pour ses citoyens israéliens et la population vivant dans les colonies. Dans cette perspective, les ressources hydriques prennent une dimension essentielle de la politique d'annexion et d'expropriation de terres palestiniennes. Devenant un objet de pouvoir, Israël mène une politique de sécurisation et planification de l'établissement de colonies de façon à garantir l'accès aux ressources en eau pour les implantations. Il s'agit alors pour le gouvernement israélien de requalifier certaines installations hydrauliques en sites militaires et stratégiques. De manière quotidienne, la population palestinienne est soumise à des pressions. Le rapport datant de 2009 d'Amnesty International révèle les moyens mis en œuvre pour faciliter expulsion des palestiniens: rationnement et coupure de l'eau, contrôle du recueil des eaux pluviales, interdiction de creuser des puits sans autorisa-

tion préalable d'Israël, contrôle et destruction des camions citernes, destructions des maisons...

C'est également ce que démontre de manière très concrète la campagne « Soif de justice » au travers de l'expérience de Manal TAMIMI membre d'une serre coopérative située dans le village Nabi Saleh situé à 12km de Jérusalem, produisant fruits et légumes frais. La coopérative a été contrainte d'arrêter car « le toit en plastique de la serre a des déchirures et des trous causés par des bombes lacrymogènes tirées par l'armée israélienne, qui entre régulièrement dans le village pour arrêter des activistes qui protestent contre sa présence sur leur terre. En janvier dernier, l'armée israélienne a interdit l'accès à la source d'eau de la coopérative pour le bénéfice des colons. Actuellement, la serre est sèche et la coopérative se démène pour cultiver des légumes ». A cette violence, s'ajoute celle des colons qui, à coup d'intimidation et d'attaques prennent le contrôle des sources d'eau, brûle et arrachent les oliviers. Selon l'enquête effectuée par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et publiée au mois de mars 2012, trente sources sont de cette façon entre les mains de colons israéliens, qui les utilisent de manière exclusive en empêchant l'accès des Palestiniens.

La situation hydrique de la bande de Gaza est pour sa part des plus alarmante. Placé sous

Proche et Moyen Orient

87

blocus depuis 2007 pour avoir « mal voté », bombardé en 2008/2009 et 2012, Gaza risque à moyen terme d'avoir des « dommages irréversibles » annonce en août 2012 le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) tant sur l'aquifère que sur l'aspect sanitaire et humain. En effet, le déversement des eaux usées sur les terres agricoles, les débris - générés par les agressions militaires- contenant des substances nocives contaminent les terres agricoles et les nappes phréatiques qui sont également soumises à une surexploitation. Aujourd'hui à Gaza, 90% à 95 %

de l'eau fournie est contaminée et impropre à la consommation humaine. Israël n'autorise pas le transfert d'eau de la Cisjordanie à Gaza. La seule ressource en eau de Gaza, la nappe aquifère côtière, qui ne suffit pas aux besoins de la population, s'épuise progressivement, est de plus contaminée par des infiltrations d'eaux usées et d'eau de mer.

L'organisation de cette politique par l'asphyxie économique, énergétique et environnementale sont des « moyens de guerre » pour briser toutes résistances populaires telles que celle initiée à Bil'in résistant de

manière non violente contre l'appropriation de ses terres. Le non accès à l'eau potable et toutes les infrastructures qui s'y rattachent consiste, dans la durée, à servir une politique atteignant le paroxysme du cynisme.

Houria Boulassel

14 « La colonisation de la Cisjordanie n'a cessé de s'accélérer depuis le début de l'occupation : de 10 608 colons en 1972, ce nombre est passé à 106 595 en 1983, et à 309 200 en 1995 »

http://www.fmep.org/settlement_info/settlement-info-and-tables/stats-data/israeli-settler-population-1972-2006

15 http://www.btselem.org/sites/default/files2/2011_annual_report_eng.pdf

16 http://www.ochaopt.org/documents/ochaopt_atlas_westbank_december2011.pdf

17 <http://www.guardian.co.uk/world/2011/sep/29/israeli-occupation-hits-palestinian-economy>

18 <http://plateforme-palestine.org/IMG/pdf/FicheidentiteTPO.pdf>

19 <http://plateforme-palestine.org/IMG/pdf/FicheidentiteTPO.pdf>

20 <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE15/028/2009/fr>

21 Campagne menée par la coalition EWASH (Groupe d'urgence pour l'eau, l'assainissement) regroupant 30 grandes organisations humanitaires dans les Territoires palestiniens occupés.

22 <http://www.amnesty.org/fr/library/a...>

Événement

88

SEMAINE ANTICOLONIALE ET ANTIRACISTE

16 FÉVRIER - 3 MARS 2013 / 8^{ÈME} ÉDITION



16-17 FÉVRIER 2013
SALON ANTICOLONIAL
À LA BELLEVILLOISE
21 RUE BOYER PARIS 20^{ÈME}

1^{ER} MARS 2013
CONCERT ZEP
+ SKALPEL 1^{ÈRE} LIÈNE
LA FAMILLE BRANTE-HENTHEL

CRIMES COLONIAUX
FAHRAT HACHED
AMILEAR CABRAL...
ESCLAVAGE ET RÉPARATIONS
CONTRÔLE AU FASIS,
SANS-PAPIERS,
ÉGALITÉ DES DROITS
PEUPLES SANS ÉTAT
SYNDICALISME
ET COLONISATION
COLONIAL TOUR
FESTIVAL DU FILM ANTICOLONIAL

Programme complet sur www.anticolonial.net

PALESTINE
KURDISTAN
SAHARA OCCIDENTAL
ROMS
HAÏTI
TAMIL EELAM
FRANÇAFRIQUE

2 MARS 2013
MARCHÉ CONTRE LE RACISME
ET LE COLONIALISME
DÉPART 101 BARBES



A series of horizontal dotted lines spanning the width of the page, intended for handwriting practice.

Planète Verte

Imprimée à Paris en janvier 2013

Pour toute information sur la commission Transnationale d'Europe Écologie Les Verts,
rendez-vous à l'adresse suivante :

<http://transnationale.eelv.fr>

Ou veuillez contacter Benjamin Joyeux au 06 78 55 35 68
ou à l'adresse suivante : benjamin.joyeux@eelv.fr

